

55 من الإصل

« Sans visa » : Porto, de l'Atlantique à l'Europe

Le Monde



BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14825 - 7 F

SAMEDI 26 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Mettant en garde « ceux qui cherchent des prétextes pour en retarder la mise en œuvre »

M. Jacques Delors presse les Britanniques de ratifier le traité de Maastricht

Une Europe de la stabilité

La crise monétaire très violente que vient de connaître le monde a profondément ébranlé l'Europe et ses projets d'union. La Communauté, dont les bases sont anciennes, a réajusté sa vaillance au flot destructeur de la spéculation. Elle a réajusté aux réponses incertaines qu'apportent les citoyens appelés aux urnes en France et au Danemark. Mais il faudra accepter de poser certaines questions embarrassantes si l'on veut éviter qu'une prochaine tempête monétaire ou politique ne compromette définitivement l'Union européenne.

La première question est de savoir si la construction européenne peut continuer à être tirée de l'avant par l'économie (le marché unique, la monnaie et la Banque centrale communes) ou si c'est au politique de prendre le relais comme on avait pensé la faire avec la création d'une brigade militaire franco-allemande. On attendait de la rencontre Kohl-Mitterrand une réponse à cette question. Rien n'est encore venu.

Si la construction européenne a besoin, pour se conforter, d'avancées monétaires, économiques et financières, alors il faudra décider très vite d'une stratégie. M. Kohl n'a pas manqué ses mots : l'épreuve que traverse la Communauté sera décisive pour son avenir. Si on n'utilise pas « tout ce que le traité de Maastricht nous offre », l'Europe « prendra un retard de plusieurs années ».

A l'opposé, M. John Major fait bien comprendre que son pays va prendre tout son temps. La Grande-Bretagne ne désigne pas la date à laquelle elle aura précisé ses intentions et lorsque sera clairement défini ce qu'implique la « subordination ». Les jours précédents, M. Major et son chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, avaient déjà posé plusieurs conditions au retour de la livre dans le SME : baisse des taux d'intérêt en Allemagne, meilleure coopération monétaire, réforme du système monétaire européen. Et comme si ses intentions n'étaient pas assez claires, il vient de déclarer à la Chambre des communes que le livre ne rejoindrait pas le SME « dans un avenir proche ».

La position italienne est moins abrupte mais aucune date n'est fixée pour le retour de la livre dans le mécanisme monétaire européen. D'autres pays, comme l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, ont également fait un pas en arrière en rétablissant le contrôle des changes ou en le durcissant.

M. Jacques Delors fait preuve de lucidité en laissant entendre que, si certains pays se trouvent des prétextes pour retarder l'application du traité, la France et l'Allemagne iront de l'avant, probablement avec deux ou trois pays en état de suivre : la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas. Pour préserver les chances de la construction européenne, n'est-il pas urgent d'accélérer la construction monétaire, même à quelques-uns, sans renégocier le traité de Maastricht ?

M0147 - 0926 0 - 7.00 F



M. Kohl a catégoriquement refusé, vendredi 25 septembre, devant le Bundestag, tout ralentissement du processus d'union européenne.

A Londres, M. Major a présenté le règlement du problème danois comme un des préalables à la ratification du traité de Maastricht par la Grande-Bretagne. Dénonçant ceux qui cherchent des prétextes pour retarder la mise en œuvre du traité, M. Delors a estimé que le Parlement britannique avait « tous les éléments » pour se prononcer.

M. Major a, par ailleurs, déclaré que la livre sterling ne rejoindrait pas le système monétaire européen « dans un futur proche », alors que l'acalmie s'est confirmée vendredi sur le marché des changes, où le franc s'est bien tenu.

Lire pages 4 et 6



L'Allemagne sous les reproches

FRANCFORT

de notre correspondant

Pour beaucoup d'Européens, la leçon à tirer de ces trois semaines de crise monétaire est toute simple : l'Allemagne est responsable. En portant ses taux d'intérêt à des niveaux « assassins » pour des raisons internes (sa réunification), la République fédérale a affaibli les monnaies de ses voisins européens. Puis elle a laissé faire, sinon provoqué de façon choquante, les dévaluations de la lire, de la peseta et de la livre sterling. L'Italie et la Grande-Bretagne ont dû quitter le système monétaire européen (SME) en catastrophe.

Le résultat est désolant, au moment même où l'on s'interroge gravement sur l'avenir du traité de Maastricht. L'Europe est coupée en deux. Le premier ministre britannique dénonce la domination de la Bundesbank et demande qu'on repousse l'échéance de la monnaie unique européenne. Les marchés des changes ont accordé un répit au franc, mais on les sent prêts à

repartir à l'assaut à la moindre occasion. Les accusations redoublent contre l'« egoïsme » et l'« arrogance » allemandes.

L'Allemagne mérite-t-elle ces reproches ? Le paradoxe est que cette crise intervient au moment où le pays commencent à découvrir ses responsabilités internationales. A la mi-juillet, la Bundesbank a évité de relever son taux Lombard pour ne pas provoquer de répercussions négatives à l'étranger. Le lundi 14 septembre, elle a abaissé ses taux d'intérêt pour calmer la spéculation mais aussi pour favoriser le vote du traité de Maastricht en France. Puis, cette semaine, elle a défendu le franc, de façon inédite, en intervenant avant même d'être contrainte par les règles du SME. Ces opérations lui ont coûté des milliards de marks et lui ont valu de vives critiques sur le sol national. Pourtant ces gestes dirigés vers l'extérieur ont été oubliés, emportés par le flot des critiques.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite ainsi que l'article de FRANÇOIS RENARD et nos informations page 18

Arabie saoudite : soixante ans de modernisation

Conquis par l'épée et pour l'islam, le royaume fondé en 1932 par Ibn Saoud a mis ses richesses pétrolières au service du développement agricole et industriel.

Lire pages 7 et 8

SANS VISA

Tourisme sans visibilité

Réunis à Deauville dans le cadre du quatorzième TOP RESA, les professionnels du tourisme s'interrogent sur l'avenir d'un secteur très sensible à la conjoncture et sur l'attitude à adopter face aux changements de comportement des candidats au voyage.

à Java, l'ombilic des rizières, à Douro, les vignes de Londres.

Lire pages 27 à 36

Le sommaire complet se trouve page 26

En cas de victoire de l'opposition aux législatives

M. Jacques Chirac exclut une nouvelle cohabitation

M. Jacques Chirac s'est clairement prononcé, jeudi 24 septembre, pour un départ de M. François Mitterrand dans l'hypothèse d'une large victoire de l'opposition aux élections législatives. Il a estimé que « la morale, la dignité devraient conduire le président de la République à en tirer les conséquences », c'est-à-dire, « cela va de soi », quitter l'Élysée. Avec lui, une partie de l'UDF ne semble pas disposée à rééditer l'expérience de la cohabitation.

par Olivier Biffaud

Vite, ne parlons plus de Maastricht ! Evitons les choses qui fâchent. Exit l'Europe ! Il n'aura même pas fallu une semaine pour écarter cette grande question qui a valu un débat d'un si « bon niveau » et qui a permis de « réhabiliter » le politique en quelques semaines. Le politique contre le politicien, comme aime à le répéter... les hommes politiques.

L'affaire de Maastricht réglée, ou supposée l'être, le dossier suivant concerne les primaires au sein de l'opposition, la censure contre le gouvernement et la

cohabitation avec M. François Mitterrand. Les trois volets sont intimement liés à la fragilisation du pouvoir du président de la République et au résultat étié du référendum. Alors qu'une victoire confortable du « oui » aurait contribué à la poursuite de la déstabilisation de l'opposition, en permettant un semblant de recomposition à gauche, sa maigre avance bloque les socialistes dans leur rêve à peine secret d'ouverture aux contraintes européennes et aux écologistes ministériels pour, finalement, favoriser l'opposition dans sa quête du pouvoir.

Lire la suite page 11

Roumanie : l'obsession du « changement »

L'étoile du président Iliescu a nettement pâli à l'approche des deuxième élections libres, le 27 septembre

BUCAREST

de notre correspondant

« Schimbare ». Quelque mille jours après la chute du régime de Nicolae Ceausescu, vingt-huit mois après le raz-de-marée électoral en faveur de l'équipe de transition (66 % pour le Front de salut national, 83 % pour le président Ion Iliescu) suivi de deux sanglantes interventions des mineurs pro-Iliescu à Bucarest, le mot « schimbare » - changement - a envahi le discours de tous les candidats aux deuxième élections législatives et présidentielle libres, et espérées « honnêtes » cette fois-ci, du dimanche 27 septembre.

Changement « en bien » pour le président Iliescu, ex-haut dignitaire puis dissident du Parti communiste roumain et candidat « par devoir » à sa succession au nom du

Front démocratique de salut national. « Changement réel, radical, et réconciliation nationale » pour la Convention démocratique de Roumanie (CDR) et le candidat-surprise de l'opposition anticommuniste, le professeur Emil Constantinescu, ancien membre anonyme du PC roumain.

Changement « dans l'intérêt de la nation » pour l'inquiet candidat nationaliste, M. Gheorghe Funar, qui joue, avec succès, l'outsider et prendrait la troisième place, selon les sondages, derrière MM. Iliescu et Constantinescu.

« Changement sans haine et sans revanche » promis par le Front de salut national, en recul mais bien vivant, de l'ex-premier ministre Petre Roman et de son candidat à la présidence, M. Călin Traian Dragomir, brouillés avec M. Iliescu.

Quelque chose doit changer en Roumanie. Tout le monde pense, différemment, qu'il faut « sortir de l'impasse » politique et économique.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite et nos informations page 3

La Croatie réclame un retour rapide des réfugiés dans les régions occupées par les Serbes

Lire l'article de YVES HELLER et nos informations sur le conflit dans l'ex-Yugoslavie page 3

La leçon de Vaison

Les inondations catastrophiques ont provoqué un élan de solidarité de tous les habitants

VAISON-LA-ROMAINE

de notre envoyé spécial

C'est beau une ville qui se bat, qui sèche ses plaies, s'ébroue, résiste, apprend à se collecter à l'adversité, collectivement et sur le tas. Après ceux de Furiani et de Bastia, les gens de Vaison-la-Romaine donnent à ce pays qui se sent vieux parfois, se pense égoïste souvent, une belle leçon de volontarisme et de solidarité. Par-delà des paroles, des déclarations d'intention, des émissions de télévision, c'est dans les actes obscurs, quotidiens, anonymes, que se vérifie, se mesure cet élan-là. A Vaison, il est intense.

Depuis mardi soir, l'organisation des secours s'est maintenue à la hauteur de la situation catastrophique, dont la forme était relativement inédite. Le plan

Orsec et l'unicité de commandement décentralisé qu'il induit ont démontré, une nouvelle fois, leur efficacité. Les professionnels de l'urgence ou du sauvetage - sapeurs-pompiers, gendarmes, militaires appartenant à de multiples unités, des marins-pompiers de Marseille aux chasseurs alpins en passant par les légionnaires d'Orange - ont assuré scrupuleusement ce « baroud » pacifique qui réclamait pourtant, selon l'état-major de crise, une « logistique de guerre ».

Pour cette bataille contre la boue, la tenue des premières lignes était certes déterminante. Encore fallait-il que l'intendance suive.

ROBERT BELLERET

Lire la suite et nos informations page 13

Cartier

13, RUE DE LA PAIX, PARIS. 42.61.58.56

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 F ; Israël, 2,20 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suède, 1,50 SK ; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Frontières

Ombres africaines à Tanger

par Tahar Ben Jelloun

On ne sait d'où ils viennent ni où ils vont. Ils sont arrivés à Tanger. Depuis quelques mois des Africains rôdent dans la ville. Sans documents, sans identité, sans raison apparente, les mains dans les poches. Certains travaillent dans des chantiers de construction. On dit qu'ils cassent les prix. D'autres attendent dans des cafés ou dans des terrasses vagues. Ils sont solitaires. Ne parlent à personne. En ville on spéculait sur leur présence. On dit qu'ils viennent de Somalie ou même d'Afrique du Sud. On dit que ce sont des écoliers, les « ambassadeurs » d'une migration future. C'est plausible : Tanger est la porte la plus avancée de l'Afrique et une fenêtre sur le dernier rivage de l'Europe.

Quatorze kilomètres séparent l'Afrique de l'Europe. Une petite traversée de quelques heures, la nuit de préférence, sur une barque de pêcheur peinte en gris. Ce petit voyage coûte cher : 10 000 dirhams (6 000 francs) ; il arrive souvent qu'il s'achève mal : la mer rejette les corps des noyés sur le sable d'Almeria ; ou bien la police espagnole les intercepte avant qu'ils ne se joignent. Que faire

avec des hommes sans identité ? Où les renvoyer ? A quelle ambassade africaine s'adresser ? Ce sont des hommes nus, venus de nulle part, mais la seule chose dont ils sont sûrs c'est que tous les risques valent la peine d'être courus pour échapper à la famine et à une mort certaine.

L'Europe a peur

La mort est une compagne familière. Ils ont vu leurs enfants partir le corps vidé de sa chair. Ils ont longtemps scruté le ciel où pas un nuage ne s'élève. Ils ont attendu de l'aide humanitaire, qui est arrivée mais qui a été aussi vite détournée par des bandes armées. Aujourd'hui c'est la Somalie qui dépeint. Hier c'était l'Éthiopie, c'était le Soudan. Demain ce sera peut-être toute l'Afrique qui basculera dans une immense tragédie. Pour le moment ce sont des ombres fugitives qui ont réussi à fuir, tentant le tout pour le tout, n'ayant plus rien à perdre. Ce sont des hommes qui ont choisi l'anonymat absolu, réduits à leur être brut, réduits à leur force de travail. Ils ont décidé de ne pas parler, ne rien dire

sur leur passé, ne rien dévoiler sur leurs origines. Pour les autorités espagnoles et marocaines, c'est un problème absurde, un casse-tête qui les embarrasse énormément.

En ce moment, moins d'une centaine d'Africains sont parqués dans les anciennes arènes de Tanger. Ils sont muets dans le silence. Certains passeurs font fortune dans l'ombre puis disparaissent. On raconte que l'année dernière un passeur s'est cru malin, et au lieu de déposer ses passagers sur les côtes espagnoles, les a promènes la nuit le long de la côte marocaine puis les a déposés à l'autre bout de la plage de Tanger. Le lendemain, deux des Africains trompés l'ont égorgé. La police les a arrêtés.

Ne nous faisons pas d'illusions : la fin de ce siècle verra se généraliser les migrations sauvages, clandestines et totalement désespérées. L'afflux massif des Albanais vers l'Italie, il y a deux ans, est un signe. Aujourd'hui, c'est une partie de l'Afrique qui, sous la déstabilisation de la sécheresse, de la famine et des guerres civiles, va essayer de fuir. Ceux qui le peuvent monteront vers le nord, et de là tenteront d'entrer

dans la citadelle européenne. L'Europe sait tout cela. Elle ferme ses portes et ses fenêtres. Elle multiplie les contrôles. Elle a peur. En même temps, les images de la grande détresse somalienne l'émouvent. D'autres images - aussi insoutenables - viendront hanter les écrans de nos télévisions. Comme d'autres silhouettes, d'autres ombres côtoieront le cap Spartel et les grottes d'Hercule, face aux lumières scintillantes de Tarifa. Dans un rêve, ces hommes de nulle part, les derniers damnés de ce siècle, enjambreront la mer dans l'annexion des origines et du malheur qui les a expulés de leur terre.

Pour le moment Tanger n'est qu'une étape. Les Africains se retrouvent dans un café de la médina, les Marocains (bienvenue en France) et les autres, ils regardent les gens passer. Ils attendent avec une patience tranquille. Ils ont l'impression que l'Afrique est loin, même s'ils sont sur une terre africaine. Elle est loin parce qu'à partir du café de la médina, ils aperçoivent les côtes espagnoles. Comme par hasard, des lumières scintillent comme dans un rêve, comme dans un conte.

Le sort des déracinés

par Jacques Maury

EN 1981, la Cimade admettait que la conjonction économique ne permettait pas l'introduction nouvelle de travailleurs immigrés en France parce que, disions-nous alors, le pays n'était pas en mesure de leur assurer le droit d'émigrer au travail et un accueil décent.

Aujourd'hui, la Cimade ne peut pas tenir le même langage. Depuis une quinzaine d'années, la politique envers les étrangers a été objectivement majeure : fermer les frontières et intégrer les populations légalement installées. La fermeture des frontières a eu plus d'effets pervers que de conséquences heureuses. Dans la conjonction présente qui croise plus que jamais l'écart entre le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, la Cimade s'interroge.

En France, les droits nouveaux reconnus aux étrangers vivant dans le pays ont assurément représenté un acquis positif pour la société, dans les domaines économique et démographique en particulier. Mais la modification aussi et certains ont souffert. La volonté politique de fermer les frontières, fût-ce dans l'intention de mieux intégrer les anciens immigrés, a eu la redoutable conséquence d'inscrire dans les esprits une sorte de légitimité de l'autodéfense. Le réflexe sécuritaire et la peur s'installent en même temps que les frontières se durcissent.

Nous constatons cependant que les frontières ne sont jamais vraiment fermées et qu'elles ne sont pas fermables. Des travailleurs du tiers-monde continuent à se présenter aux portes de l'Europe et de la France. Ils parviennent à y entrer, de manière d'autant plus souterraine que des dispositions plus sévères sont prises. Certains secteurs de l'économie en profitent et exploitent la clandestinité de ces travailleurs qu'aucun droit ne protège. Cette situation mal connue alimente des discours xénophobes qui

inscrivent les étrangers résidents en France régulièrement, et confortent ceux qui voient dans le rejet de l'étranger la solution à leurs propres difficultés.

Dans le monde qui n'en continue pas moins à envahir la France et l'Europe, jamais autant d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont été contraints de passer les frontières pour chercher refuge. L'Afrique est le continent qui apporte le plus grand nombre de ces exilés. Ils veulent survivre et rien ne peut ni arrêter ni disqualifier cette fuite. Une minorité d'entre eux seulement parvient en Europe.

Exploitation démagogique

Donner la priorité à une politique de fermeture des frontières ne fait qu'aggraver le sort des déracinés. Même si cette politique peut paraître logique pour contenir, sinon maîtriser, les flux migratoires, elle ne peut donner lieu qu'à des mesures provisoires. Les sections d'immigration doivent porter sur les causes et sur les conséquences de cet exil massif de populations. Réduire dans tous les domaines le fossé d'injustice et de misère qui s'est creusé entre les pays d'origine et les nôtres est devenu non seulement un devoir humanitaire, mais une nécessité vitale pour tous. Car comment ne pas voir que la coupure explosive du monde entre les riches et les pauvres a déjà franchi toutes les frontières territoriales ? Les risques de fracture sont de plus en plus visibles dans le monde et jusque dans les villes que nous habitons.

Les convictions et les choix éthiques de la Cimade la conduisent à dénoncer les conséquences néfastes de toutes les fermetures à l'entrée et l'obligation d'explorer, de manière concrète, la possibilité d'ouvrir une perspective d'ouverture et de partage. Nous ne prétendons pas que les fron-

tières doivent être abolies. Qu'elles soient nationales, culturelles ou religieuses, elles expriment que l'homme est multiple. Elles sont constitutives de l'identité de chacun. Elles marquent la différence entre des pays ou des mondes qui se pensent autrement. Mais elles sont aussi des lieux de rencontres et d'échanges. Les frontières jouent un rôle positif quand on les considère comme des passages à franchir pour une communication et un partage. C'est l'espérance qui soutient le travail de la Cimade.

A trop considérer que les problèmes de l'immigration se résolvent sur les frontières de l'Europe ou des pays membres, on n'a vu que l'aspect quantitatif. La fermeture des frontières est présentée comme le remède miracle, seul capable de guérir la société de ses plus graves maux, à commencer par le chômage. Cela tourne parfois à l'obsession qui amène à refuser toute politique à des opprimés et rend insupportable d'envisager de nouvelles formes de cohabitation.

Nous dénonçons les messages de la suffisance nationale et leur exploitation démagogique. Ils entretiennent les illusions et alimentent la peur, provoquant le rejet des autres et le repliement sur soi. Mais la Cimade veut surtout attirer l'attention sur l'essentiel : à ses yeux, la défense et la promotion du droit des étrangers dans la construction d'une société solidaire. Elle n'a pas de solutions toutes faites, mais son expérience d'une lutte menée dans cette perspective témoigne pour l'homme.

Notre réflexion et notre action doivent porter principalement dans trois domaines.

La citoyenneté a besoin d'une définition renouvelée, diversifiée, peut-être, mieux adaptée à l'évolution du monde, à la mobilité et au mélange des populations. La nationalisation est-elle le seul chemin de l'intégration ? En tout état de cause,

celle-ci ne saurait niveler les différences (culturelles et religieuses en particulier), mais devrait plutôt prendre une forme conjoncturelle portant sur des valeurs de solidarité et sur la reconnaissance des mêmes droits et devoirs pour tous.

La présence de travailleurs étrangers, la précarité et l'insécurité de leurs conditions d'existence (matérielles, psychologiques, juridiques, culturelles), ont donné ampleur et visibilité à une situation dont l'impact social est de plus en plus important. Les difficultés croissent des dévalorisations que nos sociétés subissent en leur sein. Pour les uns et les autres, la satisfaction des besoins essentiels (logement, travail, santé, éducation) doit surmonter les murs d'indifférence ou d'hostilité. Ils doivent également le nombre croissant des défavorisés que nos sociétés subissent en leur sein. Pour les uns et les autres, la satisfaction des besoins essentiels (logement, travail, santé, éducation) doit surmonter les murs d'indifférence ou d'hostilité. Ils doivent également le nombre croissant des défavorisés que nos sociétés subissent en leur sein.

La logique myope de la fermeture et de l'exclusion pour soi, nous voulons substituer l'accueil mutuel et le partage.

Le pasteur Jacques Maury est président de la Cimade.

Réponse à Dominique Wolton

ARTE, enfin l'Europe !

par Jérôme Clément

LUNDI 28 septembre, ARTE diffusera ses émissions sur le réseau hertzien national, autrefois dévolu à la Cinq. Que de débats et de polémiques cette décision prise par le gouvernement et approuvée au Parlement par Jean-Noël Jeanneney, le 23 avril dernier n'a-t-elle suscitées ! Et pourtant, attendus avec espoir ou rejetés avant même d'être vus, les programmes d'ARTE sauront désormais visibles non seulement en Allemagne, où dix millions de foyers câblés peuvent la recevoir depuis le 30 mai dernier, mais en France, bientôt en Belgique et dans d'autres pays d'Europe, qui déjà bénéficient de cette expérience unique au monde : un même programme, diffusé simultanément à la même heure, en deux langues - bientôt plusieurs - dans différents pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est.

Trois questions essentielles sont au cœur du débat qui entoure l'arrivée d'ARTE : l'Europe, la culture, le service public. Curieusement, il est rare que nos détracteurs aient perçu l'imbriication étroite de ces trois enjeux majeurs pour notre société.

L'Europe d'abord. Oui, ARTE est un projet européen. Oui, ce projet a été pensé comme tel à l'origine, décidé par le président de la République en 1986. Il n'y a rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la France se soit tournée vers l'Allemagne pour lui demander de s'associer à cette initiative : dans un autre domaine, François Mitterrand et Helmut Kohl pour-

suivaient l'œuvre entreprise par le général de Gaulle et Adenauer. Après deux ans de négociations, un traité et un contrat de société ont été signés à Berlin le 2 octobre 1990. Ce sont deux partenaires qui, à égalité de droits et de devoirs, dirigent, depuis Strasbourg, cette entreprise. Quel est le plus important pour l'Europe, en plein chantier, que de chercher à rassembler ses créateurs, ses réalisateurs, ses producteurs, pour mettre en commun une mémoire, un imaginaire, un regard sur le monde qui nous entoure ? Comment ne pas être d'emblée stimulés par l'idée formidable d'une télévision européenne, dont la vocation est de faire communiquer les hommes entre eux, surtout quand ils ont un lourd passé d'incompréhension, de mépris, d'hostilité apparemment mutuelle. Que n'a-t-on communiqué mieux et plus tôt !

Germanophobie latente

Imaginons, comme Jean Monnet l'avait envisagé tardivement (« Si c'était à refaire, je commencerais par la culture »), qu'ARTE ait été créé il y a dix ou vingt ans. Le débat européen actuel sur Maastricht n'aurait-il pas été simplifié ? Beaucoup de malentendus, de maladroites, d'hostilité apparentes, de querelles par défaut de connaissance mutuelle, par manque d'intérêt pour l'autre, par repli sur soi-même. Les Européens ne connaissent mal. C'est la plaie technique de former les fins de tous les rejets l'autre. L'Europe risque à nouveau de mourir de ces peurs ancestrales qui conduisent certains, comme le disait si intelligemment dans ces colonnes Edgar Morin, à préférer la bêtise à l'association. Pour changer les mentalités, l'état d'esprit, et créer les conditions d'une véritable Europe unie, il ne suffit pas d'une monnaie, d'un corps d'armée, et de directives, il faut faire connaître aux jeunes, à tous, un traité. Il faut un imaginaire commun. Penser ensemble l'Europe. Que les Allemands, les Français, les Italiens, les Espagnols et tous les autres, même les Anglais, apprennent à regarder et à penser le monde ensemble et le montrer ensemble à leurs compatriotes.

C'est pourquoi, j'ai été profondément choqué, non d'entendre critiquer les programmes d'ARTE, ce qui aurait été légitime si ces acrobates censeurs avaient pris le temps de voir les programmes et d'attendre un minimum de temps pour que les choses se mettent en place, j'ai été choqué, donc, de la germanophobie latente qui se dégageait des critiques sur les « rognons » allemands. Que dirions-nous si nous lisions ces phrases dans la presse allemande ? J'imagine les réflexions assassines que ces commentaires susciteraient chez nous s'ils étaient écrits dans la langue de Goethe.

Je le répète : oui, vous entendez parfois parler allemand sur un grand réseau hertzien national français. Oui, il y aura des films, des documentaires, des magazines, des spectacles, venus de tous les pays d'Europe. Et alors ? Faut-il se limiter aux programmes français et américains ? Les téléspectateurs n'ont le choix qu'entre Romorantina

et Los Angeles ? La réalité de Leipzig, de Liverpool ou de Varsovie leur est-elle interdite ? Sommes-nous à ce point sûrs de notre supériorité intellectuelle et culturelle que nous jugions médiocre, affligeant et ennuyeux tout ce qui vient d'outre-Rhin ?

Le débat sur ARTE illustre bien les difficultés et les enjeux de la construction européenne. Il est dommage à ce sujet que l'on ait si peu parlé de communication et de culture dans le grand débat qui a agité la France pour le référendum.

La culture ! J'ai lu également les litiges habituels, notamment dans ces colonnes, de ceux pour qui la condamnation d'ARTE constitue un fonds de commerce. Ce débat est dépassé. Il a au moins vingt ans. Cessons d'être hypocrites en pensant que la culture doit être partout. Chacun sait que la loi de l'Audimat conduit soit à supprimer, soit à rejeter en fin de soirée les programmes ambitieux, parce qu'ils ne peuvent pas fédérer un large public et par là même attirer des ressources publicitaires. Et les chaînes publiques ou privées, doivent nécessairement tenir compte de l'audience pour, non seulement produire, mais aussi pour programmer aux heures de grande écoute. Et il faut beaucoup de courage aux grandes chaînes nationales pour persévérer dans cette voie. Je me réjouis de voir que c'est l'intention affichée par France 3.

Sortir

du ghetto marchand

Contrairement à ce qui se dit, ARTE joue le rôle de stimulant en France et en Allemagne pour la production et la diffusion d'œuvres culturelles par les autres chaînes. Mais chacun sait que cet effort est insuffisant et que la diversité des chaînes, en même temps que leur alignement sur le même modèle, nécessite de réagir.

Mais, attention ! Prenez garde à l'effacement, au parasitisme et à l'égoïsme, ne sursoyez-vous plus au motif hypocrite : Chacun a toutes ses craintes. C'est-à-dire que la culture, sinon un regard différent sur les autres, sur le monde ? Ce n'est pas un patrimoine de chefs-d'œuvre en péril, mais une aventure, une curiosité, une autre façon d'aborder le réel, qu'il soit exprimé par le talent des artistes (théâtre, cinéma, musique), ou saisi directement par ceux qui savent eux-mêmes regarder.

Sortir la télévision de son ghetto marchand, c'est respecter le téléspectateur considéré comme un citoyen curieux, ouvert, digne de comprendre et de s'intéresser. C'est s'adresser à un citoyen aux aguets, non à un consommateur passif.

Bien entendu, ARTE ne prétend pas avoir le monopole de cette intention. Mais c'est sa vocation première, comme c'est sa mission de ne pas se préoccuper principalement de l'Audimat, mais d'oser ce que les autres ne peuvent pas faire. Telle est notre ambition, nous pouvons y parvenir sans pour autant sombrer dans le style pédagogique et ennuyeux.

Enfin, le service public. Qui d'autre pourrait aborder une telle entreprise ? Faut-il se résigner à ce que l'unification de l'imagerie européenne soit réalisée par de grands groupes multinationaux, grâce aux séries américaines ? Les talents, chez nous, ne manquent pas. Notre histoire est riche, notre patrimoine immense. Il faut le faire connaître aux jeunes. C'est la mission d'une télévision de service public, et je suis heureux de ce regain de vitalité qu'il retrouve avec le renouveau de France 2 et France 3, comme avec l'apparition d'ARTE. C'est la preuve que, dans notre société à la recherche de motivation et d'idéologie nouvelles, il existe de grands projets dont le profit et l'argent ne sont pas l'objet.

Au même titre que le système éducatif ou que la justice, la télévision est au cœur d'un système de pensée et de relations sociales qui ne peut défendre des intérêts exclusifs de rentabilisation d'investissements. L'Etat doit assumer cette responsabilité, sauf à accepter la domination de la sphère marchande sur les hommes et les esprits.

Etre au service du public, c'est considérer les hommes de la cité comme des fins, et non comme des moyens. C'est une exigence, un devoir de respect à l'égard de l'autre. A une époque où, à nouveau, resurgissent la tentation de l'exclusion et de la haine, ce n'est pas le moindre défi, qu'à se place, mais fermement, ARTE entend relever.

Jérôme Clément est président du directeur de la SEPT et président du comité de gérance d'ARTE.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00

Télécopieur : (1) 40-65-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00

Tél. : 206.806 F

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Remplacements sur les abonnements et index du Monde au (1) 40-65-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 112, r. M.-Gambourg 94852 IVRY Cedex

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00

Télécopieur : (1) 49-60-32-90

Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tél. : (1) 49-60-32-90

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les changements de domicile et de capital, d'indiquer la date de la dernière modification

PP. Paris 199

201 MCM 01

هكذا من الإصل

ÉTRANGER

CROATIE : critiquant la « lenteur » de l'action de l'ONU

Zagreb réclame un retour rapide des réfugiés dans les régions occupées par les Serbes

Pressé par ses propres réfugiés, de plus en plus impatients de regagner les terres - en Slavonie et en Krajina - dont ils ont été chassés, pendant la guerre, par les Serbes, freiné par les Nations unies qui veulent éviter tout incident susceptible de raviver l'incendie, le gouvernement croate est littéralement pris entre deux feux et ne dispose que d'une faible marge de manœuvre dans ses tentatives visant à restaurer son autorité sur l'ensemble de la Croatie. Peu désireux, au fond, de repartir en guerre, le régime de M. Franjo Tudjman harcèle l'ONU pour qu'elle active ses opérations et accroisse ses pressions sur les Serbes. Le président croate a clairement dit, mercredi à New-York, qu'un renouvellement, en mars 1993, du mandat d'un an de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) n'était pas « nécessaire » (le Monde du 25 septembre).

ZAGREB

de notre envoyé spécial.

Selon le premier ministre croate, M. Horvath, « il faut que la FORPRONU se déplace et résolve (avant mars prochain) le problème du retour des réfugiés croates dans les régions (Slavonie et Krajina) dont ils ont été chassés, ainsi que la question de la souveraineté sur ces zones. Nous ne pouvons tolérer éternellement cette situation, et si ça dure trop longtemps, alors nous prendrons le terrain par les armes », menace-t-il. De son côté, le vice-premier ministre croate, M. Stjepan Mesić, a déclaré que le gouvernement croate ne pouvait pas accepter la FORPRONU. M. Ivan Mesić, pousse cette dernière à entreprendre, plus de 300 opérations, les opérations devant permettre le retour de réfugiés croates, ainsi que de villages de Slavonie orientale occupés par les Serbes.

Dans une situation économique des plus fragiles, ces quelque 300 000 réfugiés marquent de façon de plus en plus pressante leur impatience. Certains, ignorant les risques encourus, ont été jusqu'à lancer un véritable ultimatum et ont menacé de rentrer chez eux, à partir du 30 septembre, sans attendre le feu vert de qui que ce soit. Beaucoup refusent de passer un hiver de plus en « exil », campés dans des hôtels.

Sur le plan politique, M. Tudjman et l'ensemble des autorités croates ont clamé à maintes reprises leur volonté de restaurer à tout prix l'autorité de l'État sur l'ensemble de la Croatie et averti qu'ils s'en chargeraient eux-mêmes - par la force, si nécessaire - si la communauté internationale était incapable de faire respecter la légalité internationale.

En face, l'ONU estime que « les conditions ne sont toujours pas réunies pour un retour des réfugiés sur leurs terres, auquel s'opposent les Serbes » dans les régions que ces derniers contrôlent, comme le répètent constamment les officiels de l'organisation internationale sur place. Soulignant qu'il s'agit, pour l'ONU, de mener un « travail de journaux » et qu'il faut « avancer pas à pas » si l'on veut éviter un nouvel embrasement, l'un de ces officiels a déclaré que l'implication de certains. La meilleure démarche, selon lui, consiste pratiquement à organiser le retour des réfugiés au compte-goutte - « maison par maison, village par village » - et, surtout, à éviter les mouvements massifs. Sinon, « il y aura des incidents », les Serbes ayant clairement fait savoir qu'ils considéraient les Croates revenant dans les zones qu'ils contrôlent sans passer par le canal de l'ONU et sans leur approbation comme des « terroristes ».

Mais si l'impatience des réfugiés est de plus en plus manifeste, si les pressions et la fermeté des Croates ne se sont pas démenties, on ne peut plus parler, généralement, d'agressivité vis-à-vis de l'ONU, estime encore cet officiel, qui a même noté « un ton plus conciliant » de la part des autorités de Zagreb. Ainsi, à Dobra, localité croate située sur les marches de la

Krajina (sud-ouest de la Croatie) et évacuée par les Serbes qui l'avaient conquise il y a un an, la FORPRONU a-t-elle réussi - après de longues discussions - à convaincre les Croates de retarder le retour des habitants afin d'éviter une réaction violente des Serbes.

Il est vrai que, dans les déclarations officielles, le ton a changé à Zagreb. On y parle toujours, comme M. Stjepan Mesić, dans un entretien au Monde, de « travail de journaux », mais on y reconnaît aussi que, « depuis, un certain nombre d'actions ont été très positives » et que « « depuis », il y a eu, par exemple le cas du barrage de Peruca, en Dalmatie, dont les Nations unies ont pris le contrôle après une longue occupation par les Serbes, qui en avaient nié les installations ».

Éliminer les « ducs » de la Krajina

Mais la FORPRONU n'a toujours pas réussi à désarmer toutes les forces paramilitaires serbes », déplore M. Mesić. A l'en croire, « la Croatie a joué sa carte », et, en ce qui concerne le sort des esclaves de Croatie à forte population serbe - et tenus par les milices serbes - il vaut mieux « attendre que le fruit soit mûr pour qu'il tombe de lui-même ». Optimiste, le vice-premier ministre considère que le plus fort du conflit avec les Serbes « prendra bientôt fin ». « Nous nous orientons vers une sorte de paix des braves et faisons tout pour y parvenir », assure-t-il.

C'est un discours identique que tient M. Milan Djukanovic, vice-président du Parlement croate. Croyant que les Serbes ont « perdu le terrain », il estime qu'il faut « favoriser la politique des petits pas afin de rétablir la confiance (entre Serbes et Croates) et créer des habitudes ». M. Djukanovic, qui affirme avoir des contacts avec des « représentants de la population de la Krajina dans les dos des autorités (serbes) locales », compte sur cette population pour pousser les responsables serbes à la négociation. « Ils ont tout le pouvoir », dit-il, « et ils ont tout le territoire » - à s'effacer.

Seule solution, à ses yeux : « agir sur la population pour qu'elle élimine les ducs de la Krajina ». A cet égard, la Croatie porte une responsabilité énorme dans le règlement du conflit et « déteste la solution de la force ». Zagreb doit prendre cinq mesures, selon M. Djukanovic, d'abord, le gouvernement croate doit rapidement faire bénéficier d'une amnistie - promise par le président Tudjman - tous les Serbes qui ne peuvent être poursuivis pour crimes de guerre, tous ceux qui « ont été manipulés, entraînés de force » pour combattre le pouvoir croate. Ensuite, le cas des Serbes de Croatie qui ont fait l'objet de représailles (licenciement, expulsion...) après que la Krajina se fut prononcée pour l'autonomie, en 1990, doit être réglé. D'autre part, les autorités de Zagreb doivent prendre « une position claire » sur la question du retour dans leurs foyers de tous les citoyens de Croatie - qu'ils soient d'origine croate ou serbe - assure leur sécurité et leur fournir une aide à la reconstruction.

Le régime du président Tudjman doit également réexaminer le problème de l'octroi de la nationalité croate, celui du respect des droits de l'homme et de la dignité de chacun (empêcher, notamment, la séparation des familles). Le gouvernement doit, enfin, « traiter le problème de la restitution à leurs propriétaires des logements (serbes) occupés de force » par des Croates. « Plus la Croatie travaillera à prendre une position claire, plus la situation se dégradera », insiste M. Djukanovic. La solution, juge-t-il, réside dans une « politique raisonnable de la Croatie ».

Deux éléments devaient pousser le régime de Zagreb dans ce sens. D'une part, de larges pans de la population croate semblent ne souhaiter qu'une chose : la paix et certainement pas renouer avec la guerre - dont le président Tudjman a, d'ailleurs, officiellement proclamé la fin. D'autre part, les forces armées croates n'ont peut-être pas attendu le début d'un renforcement et d'une réorganisation menés tambour battant - un niveau qui leur garantisse la victoire contre les forces serbes.

YVES HELLER

BOSNIE-HERZÉGOVINE : quatre « casques bleus » blessés dans une embuscade

Le quartier général de l'ONU à Sarajevo pourrait déménager

Quatre « casques bleus » - un officier canadien ainsi qu'un officier et deux soldats égyptiens - ont été blessés, jeudi 24 septembre, dans la banlieue de Sarajevo, lorsque leur convoi a été pris sous le feu d'armes d'infanterie. La télévision de Sarajevo a attribué cette attaque aux forces serbes. L'incident s'est produit au moment où devait s'effectuer un échange de dépouilles mortelles de combattant, convenu entre forces bosniaques et serbes sous les auspices de la FORPRONU.

Le commandant en second de la Force de protection des Nations unies, le général Philippe Morillon, a confirmé jeudi qu'il était question de déplacer les « casques bleus » de Bosnie et leur état-major hors de Sarajevo, pour les redéployer sur des positions moins exposées aux tirs et aux provocations. 1 500 « casques bleus » se trouvent à Sarajevo et 6 000 doivent les y rejoindre prochainement. Au lendemain d'une mission de quatre jours à Sarajevo durant laquelle il a « eu des contacts préliminaires avec les responsables politiques », le général Morillon a tenu à préciser : « Il ne faut pas donner l'impression que nous allons abandonner Sarajevo alors que la FORPRONU est son mandat élargi à l'escorte de l'aide humanitaire à toute la Bosnie-Herzégovine. « Où qu'on s'installe, il faudra obtenir l'accord de toutes les parties », a-t-il ajouté. En tout état de cause, une partie des « casques bleus » qui assurent la sécurité de l'aéroport de Sarajevo et ceux qui remplissent les fonctions de contrôleur aérien resteront sur place.

Les deux coprésidents de la conférence de Genève sur l'ex-Yugoslavie, lord Owen et Cyrus Vance, devaient se rendre vendredi à Banja Luka (nord de la Bosnie) en raison de l'évolution inquiétante de la situation dans cette région contrôlée par les forces serbes, a annoncé le porte-parole de la conférence. Cette visite, qui n'était pas prévue, a été imposée par la « situation d'urgence » créée par la « recrudescence de la tension (...) et la menace d'une nouvelle campagne de nettoyage ethnique ».

Notre correspondante à Belgrade, Florence Hartmann, nous rapporte d'autre part que le commandant de l'armée de l'air yougoslave, le général Borislav Stokich, a à son tour affirmé jeudi, dans une interview au quotidien *Večernje Novosti*, qu'une intervention militaire internationale contre la nouvelle Yougoslavie avait été « envisagée fin juin ». Le premier ministre yougoslave, Milan Panić, avait déjà affirmé il y a quelques jours avoir réussi, « grâce à une activité diplomatique effrénée », à empêcher le déclenchement « fin juin » d'une telle intervention en Bosnie ainsi que le bombardement de Belgrade et de l'infrastructure de la Serbie. En juillet dernier, M. Panić avait également déclaré au *Monde* être intervenu à plusieurs reprises entre les 26 et 27 juin auprès du leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, pour qu'il déblocât l'aéroport de Sarajevo, verrouillé par les forces serbes. Le lendemain, le 28 juin, M. François Mitterrand lançait le blocus en avertissant dans la capitale bosniaque.

BULGARIE : démission du président du Parlement

La crise politique s'aggrave

La démission du président du Parlement bulgare, M. Stefan Savov, jeudi 24 septembre, a fait éclater au grand jour la crise politique provoquée par la rupture entre l'Union des forces démocratiques (UFD) anti-communiste, au pouvoir, et le parti de la minorité turque, le Mouvement pour les droits et libertés (MDL), qui la soutenait. M. Savov a démissionné sous la pression de ce dernier, soutenu par le Parti socialiste (PSB, ex-communiste). L'UFD a 116 députés, le PSB 110 et le MDL 24.

Selon M. Ahmed Dogan, président du MDL, le départ de M. Savov était « une répétition générale » avant

la motion de censure contre le gouvernement minoritaire de l'UFD annoncée pour la semaine prochaine. Le mouvement de la minorité turque reproche aux dirigeants de l'UFD de retarder la réforme économique, de ne pas avoir mis au point un programme social, et, leur style, « autoritaire » de gestion ; M. Dogan a toutefois exclu une coalition du MDL avec les anciens communistes.

C'est la dégradation du niveau de vie qui, contraignant quelque 40 000 Bulgares d'ethnie turque à l'exode vers la Turquie ces derniers mois, est à l'origine de la rupture du MDL avec l'UFD. - (AFP)

ALLEMAGNE : levée de la prescription pour les crimes commis par les responsables communistes en RDA. - La majorité des partis du Bundestag ont voté, en première lecture, jeudi 24 septembre, un projet de loi visant à éliminer la prescription des délits perpétrés par des responsables du régime communiste est-allemand durant l'existence de la RDA entre 1949 et 1990. Les députés, à l'exception de ceux du PDS (ex-communiste), ont estimé que la prescription devait en priorité être abandonnée pour les membres des services de sécurité de l'Etat ou les responsa-

bles de poursuites contre des citoyens qui cherchaient à quitter l'ex-RDA. - (AFP)

POLOGNE : deux généraux remis en liberté dans l'affaire Popieluszko. - Le tribunal de Varsovie a décidé jeudi 24 septembre la remise en liberté provisoire de deux généraux de l'ancienne police politique polonaise accusés de complicité dans l'assassinat du Père Popieluszko en 1984. Les généraux Wladyslaw Cielinski et Zenon Plewik, en détention préventive depuis deux ans, comparaitront donc libres à leur procès. - (AFP, Reuters)

ROUMANIE

L'obsession du « changement »

Suite de la première page

« Sortir » de l'instabilité parlementaire héritée de la scission, en mars, du Front de salut national entre les partisans de M. Iliescu (FSN) et ceux de M. Roman (PSN). « Sortir » aussi du traumatisme politique produit par l'écrasement de l'opposition lors des élections contestées de mai 1990 et par les manœuvres des mineurs pro-Iliescu, le mois suivant. « Sortir » enfin du malaise dans la représentation politique née du succès de l'opposition aux élections locales de février dernier.

Chacun veut aussi voir inverser la tendance au « déclin économique », conséquence d'une réforme détestée et à moitié appliquée. « La cause du déclin est la corruption d'Iliescu », dit M. Roman, « de l'amateurisme et de la corruption de l'équipe Roman », répond M. Iliescu. Près de trois ans après la sanglante révolution de décembre 1989, les Roumains se trouvent une nouvelle fois face à un tournant que chacun s'accorde à qualifier de « crucial », voire d'« historique ». En un tour, à la proportionnelle départementale, les quelque 16,5 millions d'électeurs doivent élire dimanche, pour quatre ans, 328 députés et 143 sénateurs parmi plus de dix mille candidats représentant des dizaines de partis (qui doivent obtenir un minimum de 3 % des voix pour accéder au Parlement) ou de coalitions (minimum de 8 %).

Six candidats à la présidence

L'affrontement pour la présidence entre M. Iliescu et M. Constantinescu et les frassantes déclarations du trouble-fête nationaliste, M. Funar (« Ceasecu a été un bon Roumain »), ont relégué la lutte pour le Parlement au second plan. Pourtant, la formation d'une majorité et du prochain gouvernement dépendra de l'équilibre des forces et des alliances dans les deux Assemblées, où, selon les sondages, aucune formation ne peut disposer de la majorité absolue.

Si les violences physiques de mai

1990 semblent appartenir au passé, la campagne électorale, relativement calme, s'est verticalement enflammée lorsque la position de M. Iliescu est apparue moins assurée : plusieurs sondages et l'affluence aux meetings de la Convention démocratique font penser que M. Iliescu pourrait, après avoir été devancé par M. Constantinescu au premier tour, le 27 septembre, perdre au second tour, le 11 octobre.

Malgré les cris de victoire des partisans de l'opposition qui se refusent à envisager le « désastre » d'une seconde victoire de M. Iliescu, rien n'est moins sûr que son échec, car bon nombre d'ouvriers et de paysans restent attachés au président, donné vainqueur par d'autres sondages. M. Iliescu est le plus connu des six candidats à la présidence, malgré la percée tardive mais remarquable de M. Constantinescu, l'intéressé soutient l'effacement du FSN dont dispose M. Dragomir, le succès d'estime de M. Mircea Druc, ex-premier ministre de la Moldavie soviétique, et la découverte de l'unique candidat ouvertement « de droite », M. Ioan Minzatu.

Le président fait cependant preuve de nervosité. Il s'est ainsi assuré l'immunité parlementaire en se présentant au Sénat, dans des conditions jugées illégales en première instance mais acceptées en appel par les juges de la Cour suprême - nommée par lui. Sur la défensive, il n'en finit plus de se justifier. Il ne fut pas « l'homme de Maslov ». Il n'est pour rien dans les zones d'ombre laissées par la révolution de 1989 et les violents « événements » qui ont suivi. Il assure que la Roumanie n'a pas été isolée sur la scène internationale.

Il regrette même d'avoir traité les communistes de la place de l'Université à Bucarest de « goulans » (voyous). Les vidéos-clips de la campagne télévisée de son Front démocratique de salut national attaquent, par la calomnie et l'insinuation, la vie privée du candidat de l'opposition, M. Constantinescu. Dénonçant sans ménagement le passé politique

de M. Iliescu, taxé de « néo-communisme », la Convention propose, elle, aux Roumains d'instaurer une démocratie normale et non « originale » - un mot malheureux de M. Iliescu. Elle leur demande de dire « oui à l'Europe » et promet d'ouvrir par son symbole, la clef, la porte aux investissements étrangers.

Scénarios catastrophes

Après le vote du 27 septembre, M. Constantinescu et Iliescu devraient, sauf surprise, rester seuls en lice. Quel qu'en soit le résultat, la lutte pour le second tour pourrait, dans l'hypothèse classique, souder une majorité parlementaire encore en gestation entre la Convention démocratique, le « FSN-Roman », l'Union démocratique des Magyars (7 % de l'électorat) et d'autres partis d'opposition, comme le Parti libéral de M. Radu Campeanu, face au bloc des pro-Iliescu.

En face, outre le FSN et ses satellites, deux formations ont apporté un soutien assez embarrassant à M. Iliescu : le Parti ultranationaliste aux relents antisémites, le Romanii Mare (Grande Roumanie) et le Parti socialiste du travail (communiste), dirigé par un ex-premier ministre de Ceausescu, M. Ilie Verdet. Ils pourraient être rejoints, après le premier tour, par M. Funar et son Parti de l'unité nationale des Roumains.

Les scénarios-catastrophes circulent abondamment, le plus redoutable étant celui d'une nouvelle instabilité. On craint l'éclatement de la Convention démocratique sous la pression de la position dominante du Parti paysan de M. Corneliu Copescu, s'est assuré un grand nombre de places éligibles. On redoute l'apparition d'une instabilité gouvernementale chronique, empêchant tout changement et dont bénéficieraient économiquement les profiteurs et politiciens des nationalités. On évoque des tentatives de restauration de la monarchie... Après une campagne électorale qui a révélé un « réel » changement « en bien », élus et chefs de parti vont sans doute devoir montrer qu'ils peuvent aussi changer une certaine façon de faire la politique.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Bucarest s'engage à accueillir ses ressortissants expulsés d'Allemagne

BONN

de notre correspondant

Au terme de négociations entre Bonn et Bucarest, la Roumanie a accepté d'accueillir tous les émigrés roumains qui seraient expulsés d'Allemagne. Un accord a été signé jeudi 24 septembre à Bucarest entre les ministres de l'Intérieur des deux pays. Le gouvernement roumain s'est engagé à reprendre ses ressortissants même s'ils sont sans papiers, à condition que leur nationalité ne fasse pas de doute. Beaucoup d'immigrés illégaux entrent en Allemagne sans pièce d'identité afin de rendre plus difficile une expulsion.

Cet accord vise en premier lieu les Tziganes de Roumanie qui, depuis la réunification allemande, sont de plus en plus nombreux à venir chercher refuge en Allemagne et dont l'afflux suscite dans la population des phénomènes de rejet parfois violents. Il a soulevé de nombreuses protestations d'organisations tziganes, qui dénoncent les persécutions subies en Roumanie et rappellent que l'Allemagne a une responsabilité particulière envers eux, en raison de la politique d'extermination dont ils avaient été victimes de la part des nazis. En Allemagne, l'accord a été dénoncé par les mouvements de défense des droits de l'homme et les Verts qui réclament une convention européenne pour la protection des Tziganes.

Comme de plus en plus d'autres réfugiés, les candidats roumains à l'immigration arrivent par la Pologne et tentent de franchir clandestinement la frontière. Près de 10 000 Roumains y ont été refoulés au cours des huit premiers mois de l'année. Mais la majeure partie parviennent à entrer. Arrivés souvent avec l'aide de groupes de passeurs bien organisés, 58 000 Roumains, dont près de 60 % de Tziganes, sont venus depuis le début de l'année grossir le nombre des demandeurs d'asile dans les foyers d'accueil en Allemagne.

HENRI DE BRESSON

litec
CODE DE LA COPROPRIÉTÉ
1992

828 pages
200 F (Franco: 225 F)

En vente chez votre librairie ou :

litec
27, place Dauphine - 75001 PARIS - 26, rue Soufflot - 75005 PARIS
158, rue Saint-Jacques - 75005 PARIS

Jacques LAFOND
Docteur en Droit
Avocat
à la Cour de Paris

Bernard STEMMER
Docteur en Droit
Avocat
au barreau de Nice

EUROPE

HONGRIE : pour « défendre la démocratie »

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Budapest

Plusieurs dizaines de milliers de personnes – quarante mille à cent mille selon les estimations – ont manifesté jeudi 24 septembre à Budapest, pour « défendre la démocratie » face à l'extrême droite. C'est la plus importante manifestation qu'ait connue la capitale hongroise depuis le changement de régime.

BUDAPEST
de notre correspondant

Par dizaines de milliers, ils sont venus, jeudi soir 24 septembre, des fleurs ou des bougies à la main, participer à une manifestation « pacifique et solennelle » pour « défendre la démocratie ». Les prévisions les plus optimistes ont été dépassées : Budapest n'a pas connu de manifestation aussi importante depuis le changement de régime du printemps 1990.

Hormis les trois jours de colère de la grève des taxis d'octobre 1990, la population hongroise s'est surtout distinguée par sa modération, au point qu'on la disait réajugée et démodée par le nouveau jeu démocratique, boudant même les élections partielles.

Mais en ce début d'automne 1992, le climat social a radicalement changé. Les voix d'extrême droite, jadis minoritaires et étouffées, ont commencé à se faire de plus en plus bruyantes.

Le point culminant de cette campagne a été atteint fin août avec la publication d'un virulent pamphlet par l'écrivain et député István Csúka – vice-président du Forum démocratique, principal parti de la coalition au pouvoir – accusant pélo-méle les juifs, les communistes et les libéraux d'être responsables de tous les maux (le Monde du 3 septembre).

L'embarras du gouvernement et

le refus du premier ministre, M. József Antall, de sanctionner M. Csúka ont suscité un tollé et fait naître la crainte d'une dérive nationaliste dans un pays qui se targue, non sans raisons, d'être un îlot de stabilité dans une région tourmentée.

La Charte démocratique, généralement prudente et réservée, a alors décidé de passer à l'acte. Cette organisation informelle créée à l'automne dernier par des intellectuels et des personnalités du monde culturel, dont l'écrivain György Konrad et le cinéaste Miklós Jancsó, a appelé la population à manifester dans plusieurs villes du pays. Soutenue par une cinquantaine d'organisations et, sauf les jeunes libéraux de la FIDESZ, la Charte a voulu démontrer que la rue n'appartenait pas qu'aux partisans de M. Csúka, qui ont manifesté le week-end dernier devant le Parlement sans toutefois réunir plus de trois mille personnes.

Jeudi soir, ils étaient dix fois plus nombreux sur cette même place Kossuth. Une foule hétéroclite, des étudiants aux retraités, visiblement émus et surpris de se retrouver là en si grand nombre. « La Hongrie de Csúka n'est pas la Hongrie », professe une banderole artisanale, promettant dans la foule.

« Il faut chasser la peur qui commence à habiter la société », déclare le député socialiste Ivan Vitanyi. Ceci n'est pas une manifestation de gauche ou d'opposition. Nous ne voulons pas nous arroger le droit de parler au nom de la nation. La démocratie, c'est l'affaire de tous : nous sommes le parti de la société. Cette société, qui sommeille depuis plus de deux ans, vient de se réveiller.

YVES-MICHEL RIOLS

GRANDE-BRETAGNE : les difficultés du gouvernement

Le leader de l'opposition qualifie M. Major de « premier ministre dévalué »

Au cours du débat sur la politique économique du gouvernement, jeudi 24 septembre, à la Chambre des communes, M. John Major, dénoncé par le chef de l'opposition comme étant un « premier ministre dévalué », a notamment écarté toute perspective d'un retour rapide de la Grande-Bretagne au sein du SME.

LONDRES

de notre correspondant
Valencien par « K.O. politique ». Terrassé par un adversaire, M. John Major, qui l'a dominé par le rappel sans pitié de ses propres promesses, toutes démenties par les faits. Ce jeudi 24 septembre, risque d'être pour M. John Major d'autant plus douloureux que le « mercredi fou » de la semaine précédente, lorsque la monnaie britannique a été dévaluée sous le poids de la spéculation.

Certes, la confiance a été renouée au gouvernement par 322 voix contre 296. Mais cette apparente unanimité des conservateurs est fragile : même si M. Major a surtout parlé d'Europe, le gouvernement avait pris soin de solliciter le soutien de sa majorité sur sa « politique économique », un thème sur lequel, en cette période de crise et au moment où la Grande-Bretagne semble de nouveau s'isoler en Europe, il ne pouvait y avoir qu'un réflexe de ralliement.

Les vraies échéances sont plus lointaines, et menaçantes. Elles se précipiteront lorsque M. Major demandera à la Chambre des communes de se prononcer sur une nouvelle fois sur la ratification du traité de Maastricht, ou s'il tente de faire revenir la livre sterling au sein du système monétaire européen. Il trouvera alors sur son chemin les « euro-sceptiques » du Parti conservateur qui ont actuellement le vent en poupe, peut-être usés à

ceux du Labour. Mais cette perspective n'est pas pour demain. M. Major l'a confirmé : « Je ne crois pas que nous pourrions retourner au sein du mécanisme (SME) rapidement, ou dans le même mécanisme que nous avons laissé ».

Questions
sans réponses

Riches sur la forme, brillant grâce à la prestation du nouveau chef du Labour, ce débat fut aussi léger quant au fond, laissant sans doute les Britanniques avec bien des questions sans réponse : que pourra être une politique économique de substitution, maintenant que la Grande-Bretagne a choisi de quitter le SME? Quelle cohérence politique entre le serment européen d'adhésion renouvelé et le refus de ratifier avant les Danois le traité de Maastricht? Quelle stratégie industrielle pour contrer les suppressions d'emplois qui tombent comme à Gravelotte, 5 500 depuis le début de la semaine (British Aerospace, Ford, Rolls Royce)? Sur tous ces sujets, le premier ministre n'a guère apporté de précisions, préférant se livrer au désarmement classique exercice de colmatage entre « euro-sceptiques » et europhiles du Parti conservateur.

Aux premiers, il a affirmé que l'idée d'une Europe centralisée avait été vaincue : « Ceux qui partagent cette idée sont les descendants directs de ceux qui, il y a vingt ans, pensaient que le socialisme était inévitable, avant qu'il ne devienne complètement discredité dans le monde entier ». De même pour la monnaie unique, et pour la Commission de Bruxelles, dont M. Major estime qu'il faut préciser les attributions : « Nous avons besoin d'une définition de ce qui relève de la politique nationale et de ce qui relève de l'action de la Commission ». Quand ce travail

sera achevé et quand les Danois se seront prononcés, alors le traité de Maastricht pourra revenir devant les Communes.

Aux seconds, M. Major a réaffirmé son opposition à un référendum et redit que la place de la Grande-Bretagne était « au cœur de l'Europe », soulignant qu'il ne savait pas convenable pour un premier ministre britannique « de signer un traité et ensuite de le renier ». Il préféra ignorer la voix de Cassandre de Sir Edward Heath qui, en substance, lui demanda s'il ne croyait pas qu'un vote positif britannique aurait des chances d'entraîner un « oui » danois. « Nous ne voulons plus être une nouvelle fois laissés de côté », souligne, solitaire, l'ancien premier ministre europhile, évoquant le risque de voir la France, l'Allemagne et les pays du Benelux réaliser entre eux, et plus vite qu'on ne le croit, une union monétaire.

Le leader de l'opposition, John Smith, avait la partie belle. Avec une ironie mordante, presque joyeuse, il rappela qu'une semaine avant la dévaluation de 13 % de la monnaie britannique M. Major avait déclaré à un journal que la livre pourrait remplacer le deutschemark comme « autre » du mécanisme de change européen.

Qualifiant son interlocuteur de « premier ministre dévalué », le chef du Labour lança notamment : « Qui a dit que quitter le mécanisme de change européen représentait l'option inflationniste et une trahison de notre avenir et, au cours du même discours, qu'il n'y aurait ni dévaluation, ni réalisme? Nous avons un gouvernement dont la politique économique est en lambeaux, dont la crédibilité est égarée, dont l'incompétence a été mise à nu ».

Soulignant qu'une économie forte était la condition d'une monnaie forte et reprochant au gouvernement de ne pas avoir entrepris une dévaluation « à froid », M. Smith, devant un premier ministre manifestement atteint par cette avalanche de critiques, a cependant manqué de conviction pour défendre la stratégie de l'opposition, fondée sur la croissance et l'investissement. A la fin du débat, l'impression dominait que, au moins à moyen terme, la politique de la Grande-Bretagne empruntera beaucoup aux expédients.

LAURENT ZECCHINI

M. David Mellor victime de la « presse de caniveau »

A la suite d'une campagne de presse ponçant sa vie privée, M. David Mellor, ministre du patrimoine, a remis sa démission jeudi 24 septembre.

LONDRES

de notre correspondant

La presse populaire britannique a finalement eu la « peau » de M. David Mellor après trois mois d'acharnement. Le gibier fut harcelé tout l'été par d'incessantes « révélations » sur sa vie sentimentale scabreuse (le Monde du 25 juillet), puis, à bout de souffle, il se suicida, jeudi 24 septembre, pour un hallali que tout le monde présentait.

Conscient d'être devenu une « charge » pour le gouvernement, M. Mellor a remis sa démission au premier ministre, M. John Major, qui est son ami personnel, s'est résigné à accepter celle-ci « avec grand regret ». Ce départ était devenu inévitable à la suite de la décision prise par les parlementaires du Parti conservateur de « sacrifier » leur collègue, devenu de l'avis de tous un « lame duck » (canard boiteux).

Plus rien ne pouvait sauver M. Mellor d'un sort qui avait été scellé depuis longtemps par les journaux de la « presse de caniveau ». Une fois encore, ceux-ci auront démontré leur incroyable puissance, celle que leur confèrent leurs millions de lecteurs, et aussi leur capacité à disséquer impitoyablement la vie privée des personnalités publiques. Lorsque l'aventure de M. Mellor (surnommé officiellement « ministre de l'amusement ») avec l'actrice Antonia de Sancha fut rendue publique, M. Major

résista à la campagne quasi hystérique lancée par la presse populiste et « couvrit » son ministre. On parla alors de la nécessité de légiférer sur les atteintes à la vie privée, une responsabilité qui revenait précisément au ministre sur la sellette. Ce faisant, le gouvernement déchaînait une violente riposte des médias, qui redoublèrent de pugnacité. Cet acharnement fut payant : enhardi par la perspective de profits engendrés par une augmentation de leurs tirages, les journaux de la presse tabloïd (The Sun, The Daily Mirror, The People, Today, etc.) se livrèrent à une concurrence sans merci. Le « nid d'amour » de M. Mellor fut découvert, des « amis » de M^{me} de Sancha parurent, on apprit une quantité de détails croustillants sur les rapports intimes du ministre et de l'actrice au chômage. Beaucoup d'argent changèrent de main, et plusieurs journaux écrivirent que M^{me} de Sancha elle-même n'avait pas forcément pitié de cette situation.

Début septembre, enfin, la presse tabloïd révéla que l'imprudent avait passé des vacances à Marbella dans une maison mise à sa disposition par une certaine Mona Bauwens. Il apparut que celle-ci était la fille du président du Palestine National Fund, l'organisme qui gère les finances de l'O.P.L. De plus, ces vacances avaient eu lieu au début de la guerre du Golfe... On découvrit enfin que le ministre avait passé d'autres vacances aux frais du cheikh Zayed, chef d'Etat d'Abou Dhabi. Cette fois, la mesure était comble.

L. Z.

ESPAGNE : après le référendum français et la tourmente monétaire

Le gouvernement de M. Felipe Gonzalez s'efforce de justifier sa politique de rigueur et va « expliquer » l'Europe

A la fin du mois d'octobre, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) fêtera ses dix années de pouvoir. D'ici un an, les socialistes devront retourner devant les électeurs. Combien de temps encore le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, restera-t-il en place? Cet anniversaire, cette prochaine échéance et les inquiétudes croissantes de l'opinion publique à l'égard de l'Europe de Maastricht sont déjà au cœur du débat politique.

MADRID

de notre correspondant

Dans les discussions sur Maastricht, le gouvernement a enfin pris conscience du manque d'information des citoyens. Il va entamer, à partir du 1^{er} octobre, date à laquelle les députés vont commencer à examiner le traité, une campagne d'information « sélective et personnalisée » pour expliquer les conséquences pour l'Espagne de la ratification. Ce sera aussi l'occasion pour les responsables socialistes de faire la démonstration de la nécessité du plan de convergence des politiques économiques, donc de sacrifices, pour mettre l'Espagne à l'heure européenne.

Parallèlement aux efforts de sensibilisation sur Maastricht, le PSOE

a décidé d'entrer en campagne pour, officiellement, lutter contre le « pessimisme » et restaurer la « perspective d'avenir ». Selon la direction du parti, il y a « un manque de communication » avec les citoyens et « les messages passent mal ». La remobilisation comprendra, entre autres, une campagne de « porte-à-porte » pour tenter de dissiper les incertitudes et les doutes qui se sont emparés de l'opinion publique.

A ce propos, il y a incontestablement du terrain à refaire. M. Alfonso Guerra, numéro deux du PSOE, a reconnu cette semaine, lors d'une réunion du groupe parlementaire socialiste, que des inquiétudes avaient pu naître au sein de l'électorat et qu'il y avait « une tendance à la lassitude ». Le désarroi est évident. Tout dernièrement encore, le pouvoir socialiste n'a pas été un exemple de sérénité et de cohésion à propos de la crise monétaire et des accords de Maastricht. Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Carlos Solchaga, a été accusé par une partie du gouvernement de semer la confusion dans l'opinion publique et le trouble sur les marchés monétaires en affirmant qu'il fallait adopter une attitude « flexible » vis-à-vis des accords et en montrant du doigt les supposés responsables de la tourmente au sein du SME. M. Guerra, l'orthodoxe, souvent critique à l'égard du libéral, Carlos Solchaga, n'a pas manqué l'occasion de fustiger les errements alarmistes du ministre de l'Economie. M. Gonzalez a été obligé de redonner le « feu » en réaffirmant l'adhésion entière et totale du gouvernement – sans modification aucune – aux accords de Maastricht.

Lendemain
de fête...

Le gouvernement et le PSOE vont donc profiter de l'examen du traité par le Parlement pour convaincre les Espagnols de la justice et de l'importance des choix opérés et justifier, par la même occasion, la rigueur des temps à venir. Une période difficile, de

l'aveu même du gouvernement. Après les fêtes de 1992, des Jeux olympiques réussis, une exposition universelle brillante et la preuve fournie au monde entier que l'Espagne était un pays capable et démocratique, il va falloir resserrer les boulons et faire comprendre que la « perspective d'avenir » ne sera pas restée à la traîne de l'Europe. Un avant-goût de potion amère a été servi à la fin du mois de juillet lors de l'annonce d'un plan d'ajustement. Le taux de la TVA est passé de 13 à 15 % et les impôts ont été augmentés de 0,5 à 3 % selon les revenus.

La « queue de bois » des lendemains de fête s'est accentuée avec la dévaluation de la peseta de 5 %, le 17 septembre, facteur d'augmentation des prix. Enfin, les prévisions budgétaires pour l'année prochaine ne sont guère réjouissantes. La croissance s'annonce décevante, de 0,7 %, le chômage touchera 500 000 personnes supplémentaires pour atteindre le chiffre de trois millions, et les investissements chuteront de 1,2 %, alors que la dette publique s'élève à 21,6 %. Le déficit de l'Agence nationale pour l'emploi se situera à la fin de l'année, selon les prévisions, à 500 milliards de pesetas (25 milliards de francs).

Dialogue
social

Dans ces conditions, on ne voit pas comment les objectifs fixés par le plan de convergence pourront être atteints. Le gouvernement va non seulement devoir gérer une récession sérieuse, mais également tenter de rester dans des normes acceptables au niveau européen pour ne pas être relégué pour longtemps dans le compartiment de deuxième classe. C'est dire à quel point la tâche de M. Gonzalez n'est pas ardue. Pour l'instant, le PSOE jouit encore, selon les sondages, d'une confortable avance sur le Parti populaire (droite), malgré l'usure de dix années de pouvoir. M. José María Aznar, leader de l'opposition, ne fait pas vraiment figure de challenger aux yeux de l'opinion publique.

Sur le front social, l'automne se sera pas chaud, contrairement à ce qu'avaient annoncé les syndicats après la demi-journée de grève du 28 mai. « La situation actuelle de crise ne se poursuivra pas », a constaté, sans sourcilier, M. Nicolas Redondo, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs (UGT). En compagnie de M. Antonio Gutierrez, secrétaire général des Commissions ouvrières, il a rencontré, mercredi 23 septembre, les responsables de l'organisation patronale (CEOE) et son président, M. José María Cuevas, pour constituer une instance de dialogue permanente. Une telle rencontre ne s'était pas produite depuis le mois de décembre 1989. Jeudi 24 septembre, M. Redondo s'est également entretenu avec M. Aznar. Face aux usages qui s'annoncent, les partenaires sociaux et politiques se parlent pour mesurer la gravité de la crise et tenter de trouver un terrain d'entente sans querelles judiciaires.

Il n'est pas pour autant question d'épargner le pouvoir. Le bien-fondé de la politique économique du gouvernement est sérieusement mis en doute. M. Gonzalez répond inlassablement que la crise n'est pas propre à l'Espagne et refuse de modifier sa stratégie économique.

Pour le régime socialiste, la question est de savoir quel sera le moment le plus approprié pour procéder à des élections générales. Faut-il attendre que la situation continue à se dégrader? N'est-ce pas prématuré de se lancer dès cet automne dans une aventure électorale? Et puis, et surtout, qui conduira la bataille? M. Felipe Gonzalez, l'homme que l'on dit fatigué de la politique, va-t-il « remplacer » lui-même ne le sait certainement pas encore, ce qui laisse la place aux rumeurs contradictoires. Mais peut-il vraiment lâcher les rênes alors que le gros temps menace? Et s'il part, qui est en mesure de lui succéder en cette période critique sur le plan économique? La réponse est unanime : personne.

MICHEL BOLE-RICHARD

Le Monde
EDITIONS

Voyage à l'intérieur
de l'Eurocratie

Jean de La Guérivière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

EMPLOI

Chaque mardi
daté mercredi

Le Monde
INITIATIVES

هكذا من الأصل

Inutile de se voiler la face. Les incertitudes économiques n'ont rien pour susciter l'euphorie. Pire, la sinistreuse ambiance crée une atmosphère de plus en plus pesante, qui fige le discours des entreprises dans une langue de bois de plus en plus stérile. Et l'informatique, secteur-phare et miroir de notre santé économique, est bien sûr frappée de plein fouet par le phénomène. Aux premières loges pour encaisser les coups, dans ce contexte peu encourageant, nous avons cependant résolu de fonder une société spécialisée dans l'informatique : OKI Systèmes (France).

Une formidable envie d'aller plus loin.

Si nous prenons un risque, c'est parce que nous avons envie de voir les choses bouger. Notre propos n'est pas de tout bouleverser. Nous voulons seulement faire progresser notre métier et apporter un nouveau souffle au marché. Sans prétention, mais sans concession. En finir avec la morosité, c'est possible. Nous sommes convaincus qu'il faut le vouloir très fort et s'accrocher.

Franchement, qui s'intéresse vraiment à une imprimante ?

Notre métier, c'est de concevoir, de fabriquer et de commercialiser des imprimantes. Et nous sommes conscients que celui qui se sert d'une imprimante s'en moque complètement. Dès l'instant qu'elle fonctionne.

Vous le savez bien, une imprimante se fait remarquer uniquement quand il y a un problème, ou des trainées sur le papier. Ou quand elle édite des documents qui n'ont qu'un rapport avec ceux que l'écran vous présente. Ou évidemment, pour des opérations classiques comme le chargement des feuilles ou le remplacement du toner ou du ruban. Mais le reste du temps, ça ne passionne pas les foules. Les imprimantes, c'est pourtant notre spécialité et nous nous y attachons.

Cependant, soyons honnêtes. Le risque que nous courons avec OKI Systèmes (France) est sérieusement calculé. Nos produits sont déjà présents sur le marché français depuis une dizaine d'années. Et au plan mondial, nous occupons le cinquième rang parmi les fabricants d'imprimantes (source : Datamass 91), toutes catégories confondues. Le fabricant n'a pas tenu compte que des modèles sont "nouveau" (source : Yano Report).

L'imprimante, crayon de demain.

Pour un fabricant d'imprimantes, multiplier les fausses innovations technologiques, c'est se condamner à la fuite en avant. Cela signifie souvent plus de gadgets, plus d'inutile, plus de fragilité, mais aussi moins de bon sens et moins de fiabilité.

Notre style est différent.

Phénomène peu courant, nous fabriquons les coeurs de nos imprimantes. Et nous ne mettons jamais sur le marché une machine qui n'ait franchi toutes les épreuves prouvant qu'elle mérite d'être lancée.

Chez OKI, on pense utile. On sait que vous n'avez pas besoin de dix-huit rangées de petits boutons multicolores, mais que vous voulez une imprimante qui vous fasse le maximum d'usage tout en répondant aux besoins précis de votre entreprise. Alors, c'est celle-là que nous fabriquons.

Notre conviction est simple. L'imprimante est sûrement la machine moderne qui est promise au plus grand avenir. Parce qu'on lui demandera de rendre de plus en plus de services. Parce que, ultime maillon de la chaîne informatique, elle est chargée d'exprimer le concret, le tangible. C'est sans doute le crayon de demain. C'est dire s'il est important qu'il soit taillé à la mesure de vos idées et de vos besoins.

A chacun son métier, à tout le monde la vérité des prix.

Le partenariat est à juste titre une des attentes les plus fortes du marché de l'informatique. Et logiquement, la réponse à cette attente est devenue un argument de vente. Souvent pertinent, rarement différent.

Chez OKI, nous ne souhaitons pas ajouter notre voix à ce concert de banalités. Nous agissons, c'est tout.

D'abord, nous ne vendons jamais nos matériels directement à l'utilisateur. C'est le travail de notre réseau de distribution. Il partage nos valeurs. Il a davantage les moyens que nous d'apporter à ses clients le conseil et les services que ceux-ci attendent. Nous lui faisons totalement confiance.

Ensuite, nous jouons à fond la transparence. Sur un marché où la guerre des prix fait rage, nous affichons clairement la couleur, en l'occurrence notre stratégie de vente. L'acheteur sait ce qu'il paie, le revendeur sait ce qu'il gagne.

Tels sont, en quelques mots, les grands principes pour lesquels nous pensons avoir raison de créer OKI Systèmes (France). Et qui font que nous sommes fermement résolus à vous accompagner là où vos exigences vous mèneront... OKI Systèmes (France) - Tél. (1) 46 15 80 00.

Quand la volonté de comprendre crée l'envie d'entreprendre...

OKI Aussi loin que vous irez, nous irons.

DIPLOMATIE

La construction européenne

M. Delors met en garde les Britanniques contre la tentation d'une manœuvre dilatoire

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Les critiques, assorties d'avertissements, adressées à la politique anglaise ont constitué l'élément le plus polémique de l'intervention du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, jeudi 24 septembre, en clôture du Forum de l'Expansion; et ce bien davantage que les quelques points qui prirent le chancelier Kohl pour cible à la suite de ses attaques contre la «jurisprudence» de la Commission.

«Si les Britanniques persistent à vouloir maintenir un lien entre leur ratification du traité de Maastricht et le règlement de la difficulté danoise, j'en serais très préoccupé. Le Parlement de Westminster a tous les éléments pour décider et le cas danois est un cas spécifique», a noté M. Delors, rappelant que les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis à Washington au lendemain du référendum français, avaient confirmé leur volonté de ne pas renégocier le traité de Maastricht. Pour «apaiser» les Danois, la seule éventualité ouverte, aux yeux de M. Delors, est l'adoption par les Douze de «déclarations interprétatives» en marge du traité.

Le président de la Commission a mis en garde contre la tentation de manœuvres dilatoires. «Si d'aucuns cherchent des prétextes pour retarder la mise en œuvre du traité et en particulier du programme d'Union économique et monétaire (UEM), je n'écarte pas la possibilité que certains pays membres prennent des initiatives, considérant qu'il ne faut pas trop tarder», a expliqué M. Delors. On en revient ainsi, contraint et forcé, à cette UEM à

deux vitesses que souhaitaient les Allemands mais que la majorité des Etats membres avaient voulu éviter.

Le président de la Commission est revenu sur les péripéties de la tourmente monétaire. «La France et l'Allemagne ont conclu un pacte d'acier. Mais des pays ont eu le sentiment qu'on ne les traitait pas de la même manière», a-t-il dit, en pensant sans doute à l'Espagne. «Je tiens à la confiance mutuelle, sans elle on n'aurait pas fait le marché unique; l'esprit communautaire est un peu en danger.»

Trois conditions

Selon le président de la Commission, la Communauté doit remplir trois conditions pour maintenir aujourd'hui son dynamisme. Mettre en œuvre, tout d'abord, ce qui a été décidé. Ce fut pour lui l'occasion de glisser sur ce qui a déjà été réalisé et de répliquer aux récentes critiques du chancelier Kohl. «Il fallait adopter une réglementation importante pour permettre le marché unique. Nous avons la responsabilité de faire respecter les quatre libertés (libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux, des services). Nous avons dû adopter 290 directives ou règlements. A partir de l'année prochaine, notre activité législative sera divisée par dix et nous aurons à gérer alors le grand marché.»

Ensuite, l'Europe a besoin d'un espace économique organisé et non d'une zone de libre-échange. Cela signifie, entre autres, une politique de solidarité en faveur des pays les moins prospères de la CEE ainsi qu'un effort pour rendre plus compétitives les entreprises de la CEE. Tel est l'objet des propositions

budgétaires de la Commission pour les années à venir, ce qu'on appelle le «paquet Delors 2», qui fait actuellement l'objet de discussions difficiles entre les Douze.

«La est le test central de ce que veulent les Européens», s'est exclamé M. Delors en ajoutant: «Si la marche vers l'UEM devait avoir des effets déflationnistes, l'opinion publique la rejetterait. Il faut donc des éléments anticycliques, un premier rang desquels le paquet Delors 2.» Dans le même esprit, un espace économique organisé est indispensable ainsi qu'une politique économique extérieure cohérente: «Nous sommes attachés au GATT, mais pas au point de faire des concessions unilatérales», a affirmé M. Delors à propos de l'interminable Uruguay Round.

Enfin, il faut que l'Europe développe une véritable personnalité politique. En effet, «l'UEM n'est que le prolongement du grand marché de 1993, mais elle n'est pas

réalisable sans une contrepartie politique». Celle-ci, c'est d'abord «la marche progressive, lente, pragmatique, difficile, vers une politique étrangère et de sécurité commune (PESC)».

M. Delors n'apprécie qu'à moitié la méthode très prudente, intergouvernementale, retenue par le traité de Maastricht pour faire fonctionner la PESC: «La dynamique institutionnelle n'est pas à la hauteur de l'ambition». La contrepartie politique, c'est aussi l'organisation d'un meilleur contrôle tant par le Parlement européen que par les Parlements nationaux. Maastricht, selon M. Delors, représente un progrès dans cette voie. «Nous étions en déclin, on nous considérait maintenant à nouveau. L'horizon, c'est une Europe qui tient debout, il nous faut un idéal. Je dis non au ridicule», a conclu M. Delors sous les applaudissements chaleureux des chefs d'entreprise présents.

PHILIPPE LEMAITRE

Les députés socialistes européens demandent une session extraordinaire du Parlement européen. Le groupe socialiste au Parlement européen a proposé la convocation d'une session d'urgence avant le sommet extraordinaire qui se tiendra le 16 octobre à Birmingham (et non à Londres comme cela avait été annoncé). Cette session aurait lieu le 14 octobre et permettrait aux 518 députés européens de débattre «de la crise politique et économique qui agitent actuellement les gouvernements de la Communauté». — (AFP)

M^{me} Guignon envisage une «Europe à géométrie variable». M^{me} Elisabeth Guignon, ministre déléguée aux affaires européennes,

révèle l'idée d'une «Europe à plusieurs vitesses». En revanche, une Europe «à géométrie variable» est, pour elle, non seulement envisageable mais déjà inscrite, en partie, dans les faits. Dans son entretien publié vendredi 25 septembre par Libération, elle souhaite également une construction européenne qui fasse preuve de plus de «souplesse: nous ne pouvons pas faire l'Europe de manière trop rigide». Pour le ministre, une clarification du traité de Maastricht est nécessaire aujourd'hui et pourrait être obtenue par une déclaration interprétative du traité: «Que cet effort de quelques semaines s'applique au traité ne serait pas tragique.»

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Rencontre «imminente» entre M. Mandela et M. De Klerk

Selon un communiqué publié à New-York, M. Nelson Mandela, président du Congrès national africain (ANC), a fait savoir, jeudi 24 septembre, à M. Bontu Bontu-Ghali, secrétaire général des Nations unies, qu'une rencontre entre le président Frederik De Klerk et lui était «imminente». Des mesures ont été prises en Afrique du Sud pour permettre cette rencontre samedi, la dirigeant de l'ANC devant partir pour une tournée de deux semaines au Pékin et en Chine la semaine prochaine, a-t-on précisé de source officielle.

Depuis une dizaine de jours, les discussions entre l'ANC et le gouvernement s'achoppent sur l'organisation de ce sommet, faite d'un accord sur la libération des prisonniers considérés comme «politiques». Le cas de trois hommes dont le mouvement noir réclamait la libération préalable constituait le principal obstacle à cette rencontre, qui pourrait permettre de relancer le processus de négociation sur les réformes constitutionnelles. — (AFP, Reuters)

IRAQ

Bagdad accepterait d'exporter du pétrole pour éviter la saisie d'avoirs à l'étranger

Dans le but d'empêcher l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution permettant de saisir des avoirs irakiens gérés à l'étranger, Bagdad a fait, jeudi 24 septembre, des contre-propositions. Selon des sources diplomatiques, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Mohammed Al Sahaf, a suggéré que son pays pourrait accepter d'exporter du

pétrole pour l'équivalent de 4 milliards de dollars, sous contrôle de l'ONU. Le ministre a également proposé de céder 5 % du produit de ses exportations pour financer des opérations humanitaires et de maintien de la paix de l'ONU, comme celles qui sont en cours dans l'ex-Yugoslavie et en Somalie. Jusqu'à présent l'Irak avait refusé les conditions de l'ONU pour une reprise — contrôlée — de ses ventes de pétrole parce que ce serait une atteinte à sa «souveraineté».

Cependant, les Etats-Unis, soutenus par la Grande-Bretagne et la France, s'emploient à faire adopter par le Conseil, dès la semaine prochaine, une résolution qui permettrait de récupérer près de 800 millions de dollars sur les quelque 4 milliards d'avoirs irakiens gelés, afin de financer les activités de l'ONU en Irak et l'achat de produits nécessaires à la population du pays. — (AFP)

IRAN

La Russie a vendu des sous-marins conventionnels à Téhéran

Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, a confirmé, jeudi 24 septembre, que son pays a vendu à l'Iran des sous-marins conventionnels, deux ou trois selon des informations publiées la jour même par le New York Times.

«L'analyse de nos experts établit que ces ventes n'entraînent pas les limites susceptibles de déstabiliser la région ou de créer des difficultés par ailleurs», a déclaré M. Kozyrev, lors d'une conférence de presse à New-York, après un entretien avec le secrétaire d'Etat américain par intérim, M. Lawrence Eagleburger.

«Ce ne sera pour aucun de vous une surprise de savoir que nous avons de cette vente une vue différente de celle de mon collègue», a déclaré pour sa part M. Eagleburger, indiquant que cette «enquête formelle» des Etats-Unis. D'après le New York Times, les sous-marins sont de la classe Kilo, selon la nomenclature de l'OTAN, et valent 250 millions de dollars chacun. L'Iran sera ainsi le premier Etat de la région du Golfe à posséder des sous-marins. — (AFP)

«L'ambassade d'Irak à Paris dément la fabrication de faux dollars. — L'ambassade de la République d'Iran à Paris a démenti, dans une mise au point qu'elle nous a adressée, les informations, fournies par un groupe républicain de la Chambre des représentants aux Etats-Unis, selon lesquelles le régime iranien serait engagé dans une vaste entreprise de contrefaçon de dollars (le Monde du 15 septembre). L'ambassade souligne que «de telles affirmations n'ont d'autre objectif que de détourner l'opinion publique mondiale des difficultés économiques irakiennes».

AMÉRIQUES

CHILI : en vue de l'élection présidentielle

M. Patricio Aylwin a remanié son gouvernement

SANTIAGO
correspondance

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, en mars 1990, le président chilien Patricio Aylwin a procédé, mercredi 23 septembre, à un remaniement ministériel, changeant de titulaires les ministères de l'économie, de l'éducation, des mines et des transports. Cette mesure, loin de traduire une crise gouvernementale, démontre que la période de transition, qui faisait suite à la dictature du général Pinochet, est en train de laisser la place à une vie politique normalisée, dans la perspective des prochaines échéances électorales.

L'élection présidentielle de décembre 1993 a en effet motivé le départ du ministre de l'éducation, M. Ricardo Lagos. Celui-ci avait depuis longtemps annoncé sa candidature, soutenue

par les deux formations socialistes: le Parti pour la démocratie (PPD), dont il fait partie, et le Parti socialiste (PS). M. Carlos Ossa, membre du PS, quitte le ministère de l'économie pour devenir son directeur de campagne. Quant à M. German Correa, il laisse son poste de ministre des transports pour diriger la direction du PS, d'où il sera en mesure d'apporter son soutien à M. Lagos.

Les nouvelles nominations reflètent la volonté du président Aylwin, auquel la Constitution interdit de briguer un second mandat, de maintenir l'équilibre entre les différentes composantes de sa coalition, dont deux candidats — l'un des partis socialistes et l'autre de la Démocratie chrétienne (le parti du chef de l'Etat) — devraient se présenter au premier tour du scrutin présidentiel.

BRUNO ADRIAN

ÉTATS-UNIS

Désaccord entre M. Bush et M. Clinton sur l'organisation d'un débat télévisé

Un nouveau projet de débat public entre les deux candidats à la Maison Blanche, le républicain George Bush et le démocrate Bill Clinton, programmé pour la semaine prochaine à Louisville (Kentucky), a été annulé, mercredi 23 septembre, par les organisateurs, faute d'accord entre les deux hommes sur les modalités de ce face-à-face. «Nous continuons à travailler pour permettre au peuple américain d'obtenir un débat entre les candidats» dans le cadre de la campagne pour l'élection du

3 novembre, a indiqué un communiqué de la commission des débats présidentiels.

L'équipe de campagne du président Bush exigeait la présence de trois journalistes durant le débat, tandis que M. Clinton avait accepté la proposition de la commission de faire arbitrer le face-à-face par un seul animateur. Un premier projet de débat, prévu pour le 22 septembre à East-Lansing (Michigan), avait déjà dû être annulé, en raison d'un désaccord sur cette même question. — (AFP)

Le général Schwarzkopf avait été présenté comme vice-président par M. Clinton et M. Perot. — Le général Norman Schwarzkopf, à la retraite après avoir commandé les forces alliées contre l'Irak durant la guerre du Golfe, a indiqué, jeudi 24 septembre, que M. Bill Clinton et M. Ross Perot lui avaient chacun proposé d'être candidat à la vice-présidence sur leur «ticket». Dans

une interview à la chaîne ABC, le général a précisé qu'il n'avait refusé ces offres, parce qu'il ne voulait pas «servir de gage dans une campagne politique». M. Clinton a choisi le sénateur Albert Gore comme co-légataire. Le milliardaire texan, qui avait renoncé à se présenter en juillet, laisse actuellement entendre qu'il pourrait éventuellement revoir sa décision. — (AFP, Reuters)

M. Carlos Aldana, numéro trois du régime, serait en résidence surveillée

La destitution de M. Carlos Aldana, numéro trois du régime cubain, n'a toujours pas été confirmée officiellement (le Monde du 25 septembre). Mais, selon plusieurs sources de l'opposition en exil, l'ancien responsable de l'idéologie, de la politique extérieure et de la culture au sein du bureau politique du Parti communiste cubain serait en résidence surveillée depuis plusieurs jours.

C'est le début d'une nouvelle purge qui affecte, cette fois-ci, l'entourage immédiat de Fidel Castro, affirme un exilé lié aux services de renseignements américains. Carlos Aldana, à la fois ouvrier et opportuniste, faisait partie de ces hauts dirigeants rationnels et intelligents qui ne voulaient pas être emportés par la tourmente et cherchaient à convaincre Fidel Castro qu'il fallait absolument des réformes pour sauver le régime. Comme il était prévisible, il a préféré écarter un collaborateur qui avait accumulé un pouvoir excessif et dont les propos avaient trop d'écho dans la presse étrangère. Roberto Robaina (secrétaire général de l'Union des jeunes communistes) et Carlos Lage (responsable de la politique économique) pour-

raient subir le même sort pour les mêmes raisons.

Les tensions se seraient manifestées en juillet, au moment où le chef de l'Etat cubain se trouvait en visite officielle en Espagne, pour le sommet des pays ibéro-américains, ce qui expliquait son retour précipité à La Havane, deux jours avant la date prévue. «Il s'est durement passé quelque chose à ce moment-là», affirme la même source, mais il ne s'agit pas nécessairement d'une tentative de coup d'Etat militaire, comme l'ont cru un peu vite les exilés cubains de Miami.

«Sérieuses erreurs personnelles»

La publication de la lettre de l'ancien ministre de la Défense (le Monde du 31 juillet), condamné à trente ans de prison, pourrait également avoir eu des répercussions. Ce dernier a mis en cause «les plus hautes instances du pays» dans de nombreuses affaires de corruption, et le nom de M. Aldana est cité à propos d'une affaire de trafic de devises dans le cadre des transactions de la représentation commerciale de la société japonaise Sony à La Havane. Cela pourrait expliquer les reproches faits à l'ancien responsable de l'idéologie, qui aurait été accusé d'avoir «commis de sérieuses erreurs personnelles».

L'éviction de M. Aldana survient à un moment particulièrement délicat pour le régime cubain, qui se débat dans une crise économique sans précédent, abandonné par son principal fournisseur et bailleur de fonds, l'ex-Union soviétique. L'entêtement de M. Castro — le socialisme ou la mort — ne cesse-t-il de répéter — a accentué son isolement à l'intérieur et extérieur. La désertion, vers les Etats-Unis ou les pays voisins, de secteurs importants de la société, y compris un nombre de plus en plus élevé de hauts fonctionnaires. C'est ainsi que plusieurs cadres de la société nationale chargée du tourisme, Cubana, viennent d'arriver discrètement en Floride, frappés à leur tour par la crise qui avait jusqu'ici épargné ce secteur privilégié. Sans oublier cette rumeur persistante selon laquelle le

propre fils de M. Castro, «Fidelito», aurait lui aussi quitté l'île pour l'Espagne où vit sa mère, à la suite d'un conflit avec son père, après avoir été limogé de son poste à la tête de l'industrie nucléaire cubaine.

BERTRAND DE LA GRANGE

EN BREF

■ CENTRAFRIQUE: M. Abel Gombé, candidat indigène de l'opposition à l'élection présidentielle, a annoncé, jeudi 24 septembre, que M. Abel Gombé, président du Front patriotique pour le progrès (FPP), avait été désigné candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle du 25 octobre par la Conférence des forces démocratiques (CFD), qui regroupe quatorze partis et associations. M. Gombé, professeur de médecine, a été chef de l'Etat pendant cinq jours, en 1959, après la mort de Barthélémy Boganda, président-fondateur de la République centrafricaine. Il fut candidat malheureux au scrutin présidentiel de 1981. — (AFP, Reuters)

■ CHINE: inquiétude pour un journaliste laotien. — L'Institut de presse international (IPI) fait connaître son inquiétude pour le sort du journaliste chinois Li Guizhen, ancien responsable de la maison d'édition Hua Yue, à X'An. Li Guizhen avait en particulier fondé le magazine littéraire Wen Xue Jie, interdit en 1987. Il a été arrêté en 1989 et condamné à cinq ans de prison pour «propagande contre-révolutionnaire». L'état de santé de Li Guizhen est critique. L'IPI exhorte Pékin à transférer le journaliste dans un centre hospitalier où il pourrait recevoir les soins qui s'imposent.

■ CONGO: un dirigeant de l'opposition unique élu président de l'Assemblée nationale. — Grâce au soutien de l'opposition, un membre du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT), ex-parti unique, M. André Moukoko, a été élu président de l'Assemblée nationale, jeudi 24 septembre, contre le can-

didat du parti du chef de l'Etat, M. Pascal Lissouba. Cette élection concerne la rupture entre le PCT et le président congolais, qui avaient conclu un accord quelques jours avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, début août. — (AFP)

■ LIBÉRIA: M. Taylor admet que ses hommes ont commis des atrocités. — Le chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), M. Charles Taylor, a déclaré, jeudi 24 septembre, les «trouvements inhérents» infligés à des soldats de la Force onct-afrique d'interposition (ECOMOG) et avoué que ses hommes commettaient des «atrocités, à [son] insu et sans [son] consentement» (le Monde du 25 septembre). Dans des déclarations rapportées par la radio du FNPL, M. Taylor a expliqué les agissements de ses combattants en disant qu'ils «étaient perdus dans leurs illusions» en raison de l'avancée du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO). — (AFP)

■ TUNISIE: précision. — La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) nous prie d'indiquer qu'un cours d'un récent entretien de ses dirigeants avec le président Ben Ali (le Monde du 24 septembre), «les problèmes posés par l'amendement à la loi sur les associations ont été évoqués et, plus spécialement, leurs conséquences à l'égard de la Ligue tunisienne des droits de l'homme». Le président tunisien a «exprimé son encouragement» pour l'organisation du congrès de ce mouvement et la poursuite de ses activités selon une solution conforme à la loi.

هكذا من الإصحاح



L'Arabie saoudite célèbre cette année son soixantième anniversaire. Le royaume fondé en 1932 par Ibn Saoud a été le théâtre de l'une des plus prodigieuses transformations économiques et sociales de ce siècle. Ibn Saoud et ses successeurs ont mis le pactole de l'or noir au service du développement agricole et industriel. Mais ils ont pris soin de protéger leur royaume contre une irruption brutale des valeurs et des mœurs occidentales, au prix du maintien de structures politiques archaïques.

Arabie saoudite

soixante ans de modernisation

Tout a été si vite...

Conquis par l'épée et pour l'islam, le pays a mis ses richesses pétrolières au service du développement agricole et industriel

RYAD
de notre envoyée spéciale

SON front à moitié mangé par le keffieh, ses yeux plissés sur un fin sourire et sa barbe noire, sont encore visibles partout, et après ses deuxième, quatrième et septième fils, c'est le onzième d'une lignée de quarante-trois qui règne aujourd'hui sur le territoire de 2 300 000 kilomètres carrés qu'il a unifié sous son nom. Fondateur, il y a soixante ans seulement, de l'Arabie saoudite, Ibn Saoud, mort en 1953, semble ainsi veiller toujours sur son œuvre.

Au cœur du « vieux » Ryad, Ibn Saoud aurait toutefois du mal à reconnaître le Mousmak, ce fort de terre battue qu'il avait reconquis de haute lutte en 1902 sur les Rashidites, de la tribu rivale des Shammar, marquant ainsi le début d'une épopée qui s'est terminée en 1932 avec la fondation du royaume d'Arabie saoudite.

Si la base et petite porte qui marque l'entrée du fort garde-toujours, en son bois, le bout de la lance d'Abdullah Ibn Djilouwi, compagnon et cousin d'Ibn Saoud, le monument rénové témoigne de la magnificence d'une restauration entreprise dans le respect de l'architecture ancienne. Avec ses murs crénelés et ses places ombragées de palmiers, l'ensemble de bâtiments – reconstruit – qui abrite le gouvernement et les services officiels de la municipalité de Ryad ne manque pas d'allure, même si les « vieux » souls paraissent bien neutres.

Capitale en plein désert, Ryad n'a plus rien de la bourgade entourée de remparts d'argile dont Ibn Saoud s'était emparé. A l'image du pays, la capitale du royaume, qui compte près de deux millions d'habitants, ne cesse de se développer et d'étendre ses immeubles modernes à l'architecture saoudienne et réussie, le long d'avenues qui conduisent toujours au désert. C'est dans ce désert hostile et rude, aux tribus turbulentes et guerrières, qu'Ibn Saoud avait trouvé la force et l'énergie d'entreprendre sa reconquête, et encore aujourd'hui beaucoup de Saoudiens aiment s'y retrouver le temps du week-end.

Tout a été si vite ici qu'il est facile de trouver encore des témoins de ces temps reculés où, comme l'affirme Oum Khalaf, soixante-sept ans, « il fallait vingt-cinq jours de chemins pour aller au ravinement sur la côte du Haza et où les bagarres perpétuelles de tribus constituaient la vie courante ». Si Oum Khalaf parle encore avec émotion et nostalgie du temps où elle partait, en toute liberté, trois jours à la recherche de sa chamelle perdue, avec pour tout

vintique quelques dattes et une outre d'eau, elle ne fait pas mystère de sa préférence pour le toit en dur de sa maison, l'électricité, l'eau, les écoles, les hôpitaux. « Que Dieu garde Fahd et ses frères », répète-t-elle comme en invocation, en énumérant, émerveillée, tous les bienfaits reçus. Pour Oum Khalaf, « il n'y a rien comme l'Arabie saoudite », et, ajoute-t-elle, « ici, vous n'êtes jamais inquiets ».

Un souverain entreprenant

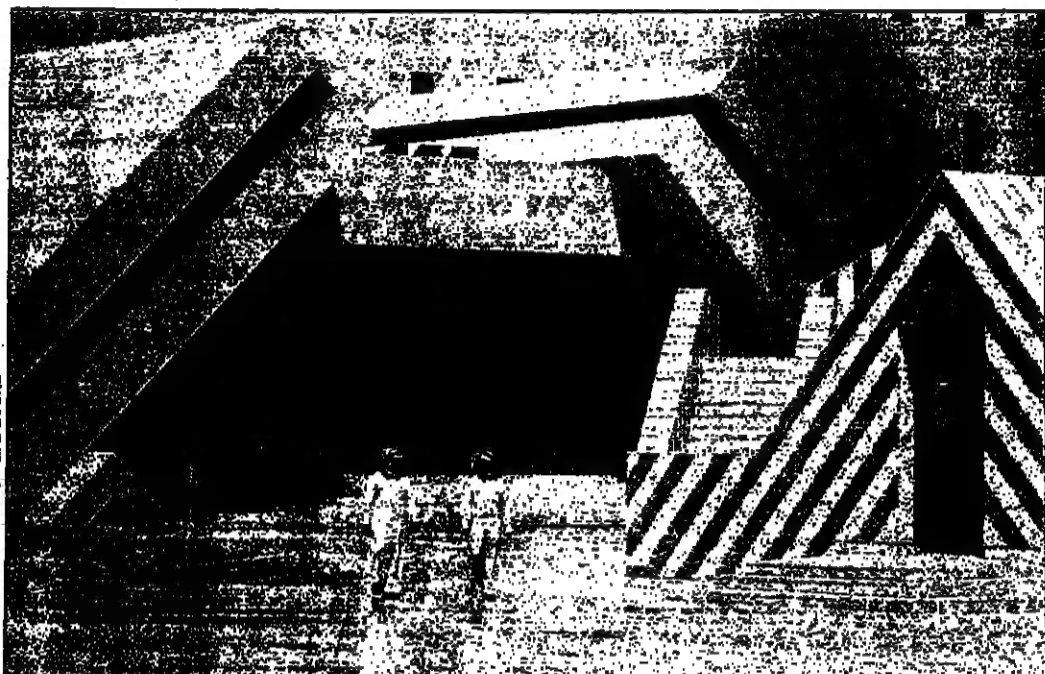
L'unification du royaume, c'est d'abord à la pointe de l'épée et au service de l'islam qu'Ibn Saoud l'entreprend, et il lui faudra trente ans de durs combats et beaucoup de perspicacité politique pour y arriver. Qui s'intéressait alors à ces arpentés de sables désertiques avant qu'Ibn Saoud s'empare des villes saintes de La Mecque et Médine, mettant ainsi fin au règne des Hachémides sur le Hédjaz? La possession des lieux saints de l'islam donne une nouvelle dimension à ce royaume naissant et une responsabilité qui perdure, justifiant, tout autant que ses richesses pétrolières, l'importance de l'Arabie saoudite.

Souverain entreprenant, Ibn Saoud comprend tout de suite l'intérêt de la modernisation – en 1926, c'est en voiture qu'il va à la chasse et c'est avec l'artillerie qu'il mène la révolte des Ikhwans, – même s'il en trace précisément les limites, qui demeurent quasiment inchangées : celle-ci ne se fera pas au détriment des valeurs traditionnelles de la société, au centre desquelles il place la religion.

La place prépondérante qu'occupe toujours celle-ci dans la société, explique sans aucun doute pour une très large part le fait que l'Arabie saoudite, qui a une très importante population étrangère, se montre relativement imperméable à la « contagion » extérieure.

« Mon royaume, disait Ibn Saoud, ne survivra que dans la mesure où il demeurera un pays d'accès difficile à l'étranger, une fois sa tâche accomplie. N'aura-t-elle pas été accomplie? Rien n'a beaucoup changé depuis. Certes la société évolue et change, mais à un rythme qui a permis jusqu'à maintenant d'éviter toute rupture brutale malgré les formidables bouleversements accomplis.

Si pour unifier les tribus, Ibn Saoud avait multiplié les mariages, pour discipliner les Bédouins, il n'avait trouvé d'autres moyens que de les sédentariser, une des principales fonctions qui explique jusqu'à aujourd'hui le développement de l'agriculture saoudienne. Malgré le défi du terrain et du climat, celle-ci connaît un accroissement sans précédent depuis les



Le ministère de l'information à Ryad.

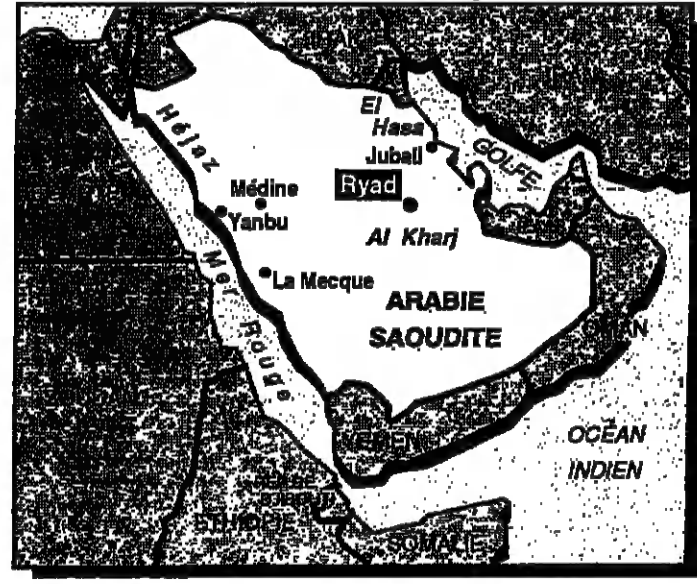
années 70, et il faut visiter les immenses fermes établies en plein désert pour mesurer le travail accompli.

A Al-Kharj, là même où le grand roi avait établi sa ferme modèle, sur 2 500 hectares, la ferme Al-Safi abrite par exemple 21 000 vaches « toutes nées ici, alors qu'il y a dix ans il n'y avait rien », précise non sans fierté M. Khalid El Qasbi, le directeur. Cinq cents personnes de vingt-deux nationalités travaillent dans cette « ferme-usine » ultramoderne qui fabrique tous les types de produits laitiers. L'eau? « Nous la puisons jusqu'à 1 800 mètres de profondeur », explique M. El Qasbi, qui montre, à intervalles réguliers, dans les champs des espèces de tours de bois carrées, sommets des puits à travers lesquels l'eau se refroidit.

Sixième exportateur de blé

Sixième exportateur mondial de blé avec deux millions de tonnes vendues sur quatre millions produites, l'Arabie saoudite est devenue autosuffisante à 100 % pour les produits de la boulangerie et à 50 % pour ceux de la biscuiterie. Certes, dira-t-on, le blé revient à l'Etat cinq fois le cours mondial, mais outre le fait que la diversification vers d'autres cultures a déjà commencé, la production agricole saoudienne a, en 1991, dépassé le montant des importations dans le même secteur.

« Compte tenu de la richesse du pays, le pari de l'autosuffisance alimentaire, ajouté au souci du gou-



vernement de constituer des réserves alimentaires stratégiques, n'est pas fou », estime un expert. Seul problème de taille toutefois, les réserves en eau, à propos desquelles le V^e Plan adopté en 1990 souligne la nécessité d'une gestion plus rationnelle, parallèlement au développement du recyclage des eaux usées.

Ce succès est bien évidemment dû aussi aux immenses ressources financières venant du pétrole dont l'Arabie saoudite est le premier exportateur mondial et le troisième producteur. Mais le pétrole n'est pas une fin en soi, et, en choisissant d'en faire le moyen du développement, le gouvernement a réussi à diversifier ses exportations, créant, outre une agriculture, une industrie et des services dont l'ob-

jectif est à terme de couvrir les besoins du pays et de fournir des emplois.

La part des revenus pétroliers dans les revenus du gouvernement est ainsi passée de 85 % à 64 % en moins de dix ans. On ne sourit plus aujourd'hui de la décision prise en 1975 de créer ex nihilo à Jubail, sur le Golfe, et à Yanbu, sur la mer Rouge, deux cités industrielles géantes. La commission royale de Jubail et Yanbu allie des résultats plus que positifs et plusieurs grands groupes internationaux américains, japonais, italiens, néerlandais, et finlandais sont ici partenaires de sociétés saoudiennes. La pétrochimie saoudienne et toutes les industries qui en découlent sont bien devenues une réalité.

Si, de ce point de vue, l'Arabie saoudite se normalise en devenant petit à petit un pays à l'économie diversifiée, le taux très important de sa main-d'œuvre étrangère reste un problème qui se heurte, il est vrai, à des considérations sociologiques tout autant qu'éducatives. « Nous souffrons de la répugnance des jeunes Saoudiens à devenir des ouvriers spécialisés. C'est une question de fierté tribale », affirme ainsi M. Alsdhan, secrétaire général du conseil d'administration de la fonction publique.

Pénurie de scientifiques

« Pourquoi devrais-je briser la loi de la famille en devenant plombier, se demandent certains, alors qu'un plombier aujourd'hui gagne sans doute plus d'argent qu'un professeur d'université », poursuit-il, tout en affirmant que les choses changent doucement. Malgré le fait que les salaires de certaines catégories de fonctionnaires n'ont pas été relevés depuis dix ans, « les jeunes Saoudiens, assure M. Alsdhan, ont toujours tendance à vouloir venir dans l'administration, où nous ne pouvons plus recruter tous les diplômés ».

De plus, le déséquilibre est net entre le manque de scientifiques et le trop-plein de littéraires. M. Alsdhan ne craint pas de dire : « Nous devrions avoir une meilleure planification au niveau de l'enseignement supérieur et trouver un équilibre entre le libre choix des étudiants et les besoins de la société. » Autre frein à la saoudisation : les salaires plus élevés réclamés par les diplômés saoudiens sans expérience.

A cet égard, l'analyse critique des efforts à faire dans ce domaine, publiée dans le résumé du V^e Plan, envisage la possibilité d'accorder une subvention de salaires aux employeurs qui accepteraient d'organiser une formation sur le tas. La saoudisation passe aussi par la participation des femmes à la vie active. Or 5 % seulement d'entre elles travaillent. L'obstacle est, là, tout autant religieux que social, même si M^{me} Kifaya Hashem, directrice d'une agence féminine de la Saudi American Bank, affirme que « les mentalités évoluent ».

Une génération après sa mort, Ibn Saoud ne reconnaîtrait peut-être pas son royaume, mais sûrement ses habitants. Au-delà des immenses transformations du pays, ceux-ci gardent profondément ancrés les liens qui les unissent entre eux mais aussi à leur terre bienfaite.

FRANÇOISE CHIPHAUX

Un royaume dans le siècle

1902 Prise de Ryad par Abd El Aziz Ibn Saoud.	1924-1925 Prise du Hédjaz et expulsion des Hachémides. Les Saoud contrôlent les villes saintes de La Mecque et Médine.	1932 Ibn Saoud proclamé roi d'Arabie saoudite ; création d'un ministère des finances. Il faudra attendre 1958 pour voir le premier budget ; le ministère de la défense sera constitué en 1944 et celui de l'intérieur en 1951.	1933 La Standard Oil of California reçoit sa première concession dans la région est.	1948 Création de l'Aramco, consortium de compagnies pétrolières américaines : en 1972, Ryad prend 25 % de participation dans le capital, l'augmente à 60 % en 1974 et acquiert les 40 % restants en 1980.	1952 Création de la SAMA (banque centrale) et introduction du billet de banque.	1953 Mort d'Ibn Saoud le 9 novembre à Taëf ; son fils Saoud devient roi le 12 novembre et le prince Fayçal est nommé prince héritier ; le premier gouvernement est constitué sous la présidence du roi.	1956 Rupture des relations diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne à la suite de l'affaire de Suez ; Ryad renouera avec Paris en 1962 à la suite des accords d'Evian qui mettent fin à la guerre d'Algérie, et avec Londres l'année suivante. Création de la première école de filles à Djeddah.	1960 Fondation de l'OPEP. Fondation de la première école normale pour former des institutrices ; en 1963, le prince Fayçal devra faire intervenir la garde nationale à Surayda pour empêcher les habitants de prendre d'assaut un édifice qui devait abriter une école de filles.	1962 Suppression de l'esclavage.	1964 Déposition du roi Saoud dont l'« incapacité » est constatée par les princes et les oulémas. Il s'exile en Égypte. Le prince Fayçal est proclamé roi et son frère Khaled, prince héritier.	1965 Introduction de la télévision malgré les protestations des oulémas.	1973 Embarge sur les livraisons de pétrole à la suite de la guerre d'octobre. Le prix du baril quadruple.	1975 Assassinat du roi Fayçal par un de ses neveux, le prince Fayçal Ibn Moussy. Celui-ci sera décapité publiquement trois mois plus tard. Le frère de Fayçal, Khaled, est désigné roi et le prince Fahd, prince héritier.	1979 Prise de La Mecque par un groupe intégriste ; l'ordre n'est rétabli qu'au bout de quinze jours, et soixante-trois insurgés sont décapités en place publique dans huit villes du royaume en janvier 1980.	1982 Mort du roi Khaled ; le prince Fahd le remplace et le prince Abdallah devient héritier.	1987 Affrontements entre des pèlerins iraniens qui manifestaient et les forces de sécurité saoudiennes à La Mecque ; quatre cent deux morts ; Ryad rompt avec Téhéran en avril 1988.	1990 Le roi Fahd fait appel aux troupes alliées pour protéger le royaume à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak.	1992 Annnonce de la création d'un Conseil consultatif (Majlis as choura), publication d'une loi fondamentale et d'une nouvelle loi sur l'organisation des provinces.
---	--	--	--	---	---	---	---	---	--	--	--	---	--	---	--	--	---	--



ARABIE SAOUDITE : SOIXANTE ANS DE MODERNISATION

Sur la voie des réformes

En créant un Conseil consultatif, le régime veut couper l'herbe sous le pied des extrémistes religieux

RYAD

de notre envoyée spéciale

ANNONCÉE le 1^{er} mars par le roi Fahd, la création d'un Conseil consultatif (Majlis al Shura) de soixante membres a franchi une nouvelle étape avec la désignation, la semaine dernière, de son président, l'ancien ministre de la justice Cheikh Mohammad Bin Ibrahim Bin Jubair.

La nomination pour quatre ans des soixante membres de ce conseil, qui aura le droit de « discuter la politique générale de l'Etat », devrait intervenir maintenant d'autant plus rapidement que le roi a récemment insisté sur la nécessité de mettre en place « dans les meilleurs délais » les réformes politiques qu'il avait annoncées en mars.

En choisissant un religieux considéré par beaucoup comme « modéré et dévoué » pour prendre la tête du Conseil, le roi a voulu couper l'herbe sous le pied des fondamentalistes qui, depuis la guerre du Golfe, multiplient les critiques, par l'intermédiaire de tracts ou de cassettes. Le fait que cette nomination soit intervenue vingt-quatre heures seulement avant la publication d'un communiqué très ferme de l'Assemblée des grands oulémas, démentant l'assentiment de leur chef, Cheikh Abd al-Aziz Ibn Baz, à un appel aux réformes envoyé au roi Fahd, ne relève sûrement pas non plus du hasard.

Pas de matériel militaire américain

Présenté sous forme de « Mémoire de conseils et contre-propositions », le texte auquel fait référence le communiqué des oulémas qui soulignent les signatures de « tenter de promouvoir la discipline et d'ignorer les bienfaits de l'Etat », constitue en quelque sorte le programme que les fondamentalistes saoudiens voudraient voir appliquer dans le royaume.

Ce document, publié notamment dans les lettres confidentielles sur le Proche-Orient, qui en date la parution en août et en attribue la paternité à « cent oulémas et théologiens saoudiens », appelle à une révision majeure sur dix sujets. Il demande par exemple « un renforcement du rôle des oulémas », qui, selon eux, ne sont pas « assez consultés par le gouvernement », et réclame « une totale liberté d'expression sur tous les sujets ». Le texte exige aussi « une révision article par article » de la législation pour que celle-ci soit en conformité totale avec le charia.

Critiquant le fait que les médias soient tous aux mains de l'Etat, il

réclame pour « les bons musulmans le droit d'avoir leurs propres radio, télévision et journaux ». Il demande à cet égard la création « d'un conseil de théologiens reconnus qui auraient autorité sur tout ce qui est diffusé ou écrit en Arabie saoudite ». Le texte critique aussi l'administration, comme « inefficace, obsolète et corrompue dans ses hautes sphères ».

Le texte condamne « les accords de sécurité avec des pays étrangers », appelant à « une armée de cinq cent mille hommes et au service militaire obligatoire ». Il demande « de ne pas s'appuyer sur des pays non musulmans pour la défense du royaume ».

Si ces critiques ne sont, dans l'ensemble, pas nouvelles, il semble toutefois que ce soit la première fois qu'un tel « programme » assorti de propositions de solutions soit élaboré et remis au roi. Depuis la crise du Golfe et la présence massive sur le sol saoudien d'armées occidentales, la contestation religieuse s'est multipliée, sans toutefois se matérialiser sous les formes violentes que connaissent d'autres pays arabes.

Pour l'instant au moins, ce mouvement ne doit pas être surestimé, dans la mesure où, profondément conservatrice, la majorité de la société saoudienne se situe entre les deux extrêmes que sont les ultra-fondamentalistes d'un côté, les libéraux de l'autre, qui eux aussi ont fait entendre leurs voix, mais plus discrètement. Il n'est de toute façon étonnant que l'Arabie saoudite échappât à la contestation islamique qui agite tous les pays arabes, d'autant plus que beaucoup de jeunes Saoudiens ont participé à la campagne d'Afghanistan ou ont eu des liens avec les milieux islamistes plus radicaux.

En nommant Cheikh Mohammad Bin Jubair à la tête du Majlis, le roi, gardien des lieux saints de l'islam, entend faire savoir à ces fondamentalistes qu'il n'a pas de leçon à recevoir d'eux et que de toute façon les vrais religieux sont aux côtés du régime. Cela ne veut pas dire toutefois que le gouvernement ne soit pas sensible à certaines des questions soulevées.

Contrairement à plusieurs des pays du Golfe qui ont signé des accords de défense avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France, l'Arabie saoudite n'a jusqu'à maintenant rien concrétisé. Elle s'est refusée à accepter le matériel militaire américain sur son sol dans la mesure où celui-ci devait s'accompagner du maintien d'un nombre significatif de troupes.

Si Ryad a dû accepter, principalement pour soutenir la campagne électorale du président Bush, l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak, ce n'est qu'à la demande expresse de

Washington qu'il a autorisé un petit déploiement de troupes britanniques – trois cents hommes et six avions – et, dans la foulée, françaises – huit chasseurs et un ravitailleur – sur l'aéroport de Dhahran. La plus grande discrétion a été fermement recommandée en la matière, et on cherchait en vain dans la presse des évocations de cette présence.

La marge de liberté laissée aux mutawas, la police religieuse en charge de surveiller les « bonnes mœurs », est sans doute aussi un autre signe d'un soutien fondamentaliste qui réclament toujours plus de rigorisme dans l'application de l'islam. Beaucoup plus présents qu'il y a quelques années, les mutawas multiplient leurs incursions dans les souks où ils « inspectent » pas à pas toute femme dont le voile n'est pas assez baissé ou à contrôler qu'à l'heure de la prière tous les musulmans sont bien dans les mosquées.

Inexplicable aux yeux de nombre de Saoudiens qui dénoncent comme une « plaie » cette police faite de plus en plus par des jeunes frustres qui n'ont souvent de religieux que le nom qu'ils se donnent, cette « tolérance » s'est toutefois accompagnée dans la Loi fondamentale d'articles visant à restreindre ces prérogatives.

Ministres à vis

Selon le texte, « l'Etat garantit la sécurité à tout citoyen ou résident étranger et il est interdit de restreindre les libertés de l'individu, de l'arrêter sans mandat ou de l'emprisonner sans jugement ». La Loi fondamentale précise, d'autre part, qu'il est interdit de pénétrer dans un domicile sans autorisation de son propriétaire ou d'y effectuer des perquisitions. Cette loi devrait mettre fin aux « descentes » qu'effectuaient les mutawas chez les non-musulmans, par exemple pour contrôler qu'ils n'avaient pas d'alcool.

Nombre de ces religieux voient avec la modernisation du pays leur pouvoir diminué ou contesté. De plus, affirme un universitaire, « l'éducation religieuse fait partie intégrante du cursus scolaire, celle-ci est enseignée de façon archaïque, et les étudiants qui se dirigent vers les facultés islamiques le font non par vocation mais parce que leurs notes ne leur permettent pas d'obtenir d'autres études ». Nous devons réformer ces études et ne plus nous contenter d'avoir des étudiants qui apprennent par cœur sans chercher à comprendre l'évolution des choses. Nous devons faire une révolution pacifique pour être capables de porter un jugement critique sur notre société ».

Cette lucide critique, qui émane d'un homme proche de la famille

royale, rejoint la préoccupation de beaucoup d'intellectuels et d'hommes d'affaires qui dénoncent le maintien dans leurs postes, pour certains depuis vingt ans, « d'hommes dépassés dont la seule préoccupation est de se maintenir ». « Dans ce pays vous êtes ministres à vie pour peu que vous ne fassiez pas de fautes », affirme ainsi un homme d'affaires, et la meilleure façon de ne pas faire de fautes est de ne prendre aucune responsabilité. « Certains ministres techniques n'ont pour seul objectif que de ne pas dégrader leur budget pour montrer qu'ils sont économes », déclare pour sa part un haut fonctionnaire, sans voir les manques qui affectent leurs administrations.

Cette nécessité de réformes, le pouvoir l'a, semble-t-il, admise avec l'annonce en mars du Conseil consultatif dont le rôle ne saurait toutefois être surestimé, la publication d'une Loi fondamentale qui définit pour la première fois noir sur blanc les droits et devoirs de l'Etat et des citoyens, et celle de l'organisation des provinces qui devrait permettre aux habitants, à défaut de décider, de mieux se faire entendre. Traditionnellement, les juges, au cours desquels le roi et les princes reçoivent quiconque vient, ne peuvent plus répondre seuls aux besoins d'une société qui s'est diversifiée et dans laquelle les contacts personnels sont plus rares.

Rejetée par avance par le roi Fahd, la démocratie à l'occidentale n'est pas, de toute façon, la revendication première de la grande majorité des Saoudiens. « Dans une société conservatrice où les liens tribaux et familiaux restent encore très forts et où le vingtième siècle cède la place au Moyen Age, le vote irait d'abord aux extrémistes religieux, aux riches et aux tribus », estime, sans doute avec raison, un politicien.

Les germes de division qu'implique tout choix, inquiètent « d'autre part certains qui, malgré les critiques, voient dans la famille Al Saud le meilleur ciment de l'unité du pays. Puis, les Saoudiens le disent volontiers : « Qui, autour de nous, vit mieux que nous ? Nous avons des choses dans ce pays qu'aucun autre n'a. La stabilité, la sécurité, le développement sont autant d'acquis que personne ne veut remettre en cause ».

Après soixante ans d'un développement continu qui a profondément modifié l'image du pays, la majorité des Saoudiens, fiers de leurs réalisations et conscients de la chance qu'ils ont, ne sont pas prêts à bouleverser un ordre des choses qui, pour beaucoup, paraît encore aujourd'hui le meilleur.

F. Ch.

L'éducation, levain d'une révolution sociale

Les progrès de l'enseignement ont bouleversé la mentalité traditionnelle

L'EXPERIENCE saoudienne dans le domaine de l'éducation est aussi courte que spectaculaire. D'abord – et c'est sans doute sa plus grande spécificité – son développement a été très récent et très rapide. La Constitution saoudienne n'étant autre que la parole de Dieu – le Coran – il ne saurait être question d'éducation en dehors de cette connaissance primordiale.

Le royaume a très tôt possédé les moyens financiers de sa politique éducative. Celle-ci s'est faite d'ensemble trois objectifs : parvenir à éliminer un analfabétisme alors généralisé dans des populations à très intense tradition orale ; fixer et sédentariser la large part de ces populations encore nomades ; implanter une mentalité nationale par le biais de l'enseignement de l'histoire de l'unification du royaume. Il s'agissait de faire ressentir par des régions et populations très dispersées la fierté de leur toute récente unification et de la place que leur nouvel Etat prenait dans le monde.

En quelques décennies donc, l'éducation a promu une profonde révolution sociale, suscitant des heurts et des ruptures entre les générations. Imaginons la France passant, en quarante ans, de Charlemagne à Joffre. Le pays comptait à l'époque primaire en 1926 et 4413 en 1980. Mais le combat le plus dur contre la mentalité traditionnelle – tribale et nomade – concernait l'accès au

monde féminin au savoir. Par un décret royal de 1959, la société saoudienne décida de scolariser ses filles, malgré de fortes résistances.

Le gouvernement n'a cessé d'augmenter le budget de l'éducation : entre 1975 et 1986, il passa de 8,2 % à 11,9 % des dépenses de l'Etat. La première université fut fondée – ce n'est pas une surprise à La Mecque. Cette université abritait les études de la charia (la loi islamique). C'était en 1949. En 1957, s'ouvrait à Ryad, l'université Roi-Saoud dont l'architecture récente de réalisation française, est l'une des plus prestigieuses réussites mondiales en ce domaine. Elle compte aujourd'hui, dans ses vingt et une facultés et ses deux instituts (de langue arabe et de langues européennes et asiatiques), 46 000 étudiants étrangers ou saoudiens, tous boursiers du gouvernement. Il en est de même dans les 13 universités actuelles du royaume où les étudiants, outre le logement et diverses prestations, perçoivent un salaire.

Sur ces 46 000 étudiants, 13 000 sont des jeunes filles ayant accès aux mêmes disciplines que les hommes. Ces études universitaires saoudiennes conduisent, en quatre ou cinq ans, à l'équivalent approximatif d'une licence et, en quatre années supplémentaires, à l'équivalent d'un doctorat. La quasi-totalité de la main-d'œuvre et la grande majorité des techniciens de tout niveau. Résultat : la réussite de l'enseignement technique laisse à désirer au moment même où les

coopérations étrangères semblent se désintéresser de ce secteur, hormis dans le domaine de l'armement.

Les autorités attachent aujourd'hui une grande importance à la restructuration du système éducatif, y compris en agissant sur les programmes. L'enseignement saoudien est devenu de plus en plus élitiste.

L'adaptation cognitive des écoliers doit être améliorée, davantage d'activités chez les garçons que chez les filles. La façon par trop autoritaire dont le savoir religieux est transmis serait une des causes de blocage.

Mais le handicap le plus important tient à l'insuffisance de la formation des enseignants. Avant même que soient créées les filières techniques, le ministère avait mis en place, sur des cycles de deux à cinq ans, à la suite de l'école intermédiaire, des formations de maîtres et de professeurs (instituts de pédagogie pour le primaire, facultés moyennes pour le second degré). Mais on a continué de trop faire appel à des maîtres venant de pays limitrophes, inégalement formés, motivés surtout par l'argent et trop peu confiants dans la capacité intellectuelle des écoliers saoudiens.

L'enseignement supérieur a connu très tôt une situation plus favorable. Dès 1937, 50 % des assistants, professeurs et maîtres de conférences étaient saoudiens, formés pour la plupart, jusqu'à de très hauts niveaux, à l'extérieur du royaume, aux Etats-Unis en particulier.

J.-J. RICHARD AL SOUFI

Khalaf et Ahmad hommes d'affaires partis de rien

RYAD

de notre envoyée spéciale

Meublé design, le bureau est modeste. Sa seule décoration est une photo souvenir du roi Fahd en compagnie du premier astronome saoudien, le prince Sultan Bin Salmen. Arabesat n'a pourtant rien à voir avec l'espace. C'est l'abréviation de son nom pour son évocation moderne et futuriste, affirme le jeune directeur propriétaire de cette agence de publicité.

Trente ans, célibataire, M. Khalaf Rabah Al Shammani fait partie de cette nouvelle et encore mince génération de jeunes Saoudiens qui ont décidé de s'installer à leur compte et de créer leur propre entreprise. « J'ai démarré il y a sept ans, dit-il, alors que j'étais encore à l'université, car nous avions du temps libre. Pourquoi la publicité ? A ce moment-là, il y avait un grand manque dans ce domaine et cela ne demandait pas beaucoup d'argent au départ. » Ses premiers clients furent les entreprises faites sur le saïra qui repak chaque étudiant saoudien durant ses études.

« Au début, j'ai recruté une ou deux personnes capables qui en voulaient et je faisais beaucoup de choses moi-même. Les deux premières années, j'ai construit le nom et le capital de ma société et, petit à petit, je suis devenu fort. Pour ceux qui veulent travailler dans ce domaine, il faut être très sérieux, car nous sommes très exigeants », affirme aujourd'hui Khalaf Al Shammani, qui ne s'est pas arrêté là. Des idées, il en a. Et même si certaines d'entre elles – comme la publicité commerciale dérivée dans les supermarchés, n'ont pas l'heur de plaire aux mutawas, la vigilance police religieuse saoudienne, « c'est à l'orientation des deux ans nous avons dû arrêter malgré le succès et l'investissement, car nous avions trop d'ennuis avec eux ».

Désireux de diversifier ses affaires sans prendre trop de risques et sans emprunter aux banques, Khalaf Al Shammani, grâce aux premiers bénéfices d'Arabesat, ouvert en 1989 une école. « J'avais des amis étrangers dont la femme avait beaucoup d'expérience dans ce domaine », dit-il. Alors nous avons commencé par le jardin d'enfants et petit à petit nous ouvrons de nouvelles classes. Aujourd'hui, l'école mène pour les enfants âgés de moins de huit ans accueille trois-cents élèves et seize professeurs et a fait un profit de 500 000 riyals l'année dernière.

Non content de ces succès, ce jeune PDG entreprenant, associé à un ami avocat, a ouvert un cabinet de consultants en assurances qui marche aussi très bien. Et des projets, il en a encore, comme l'ouverture très bientôt d'une galerie d'art et, plus tard, d'un magasin de parfums, luxe très prisé ici. Entre son agence de publicité et son cabinet d'assurances Khalaf Al Shammani n'emploie pas plus de dix personnes.

« Nous avons tout pour réussir »

Toutefois ses employés sont tous des étrangers car, comme beaucoup de ses confrères, y compris parmi les officiels, Khalaf Al Shammani l'avoue, les jeunes Saoudiens prêts à travailler ne courent pas les rues et réclament de toute façon des salaires beaucoup plus élevés que ceux des étrangers.

Industriel, Ahmad Al Abdullatif est un autre exemple de réussite d'une famille comme il le dit « partie de rien ». Il y a trente ans, nous n'avions rien, et le rêve de mon père, assistant chauffeur, était de servir le thé dans une de ces petites échoppes qui jolonnaient la construction du pipeline trans-arabique », dit-il, non sans fierté. Aujourd'hui, à trente ans, il gère la trentième entreprise de capita dans le monde et dirige mille huit cents personnes.

« Cette usine est née en 1980 pour répondre à une commande

royale de tapis qui exigeait une production locale. Mon père a vite pris une licence pour acquiescer le marché et nous avons démarré avec trente personnes. A quinze ans, sortant de la « high school », j'ai commencé à travailler avec mon père qui m'a tout appris et à dix-huit ans, j'étais gérant de millions de dollars. »

Si l'usine tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, son directeur ne craint pas d'y passer ses huit ou dix heures par jour et, dit-il, « chaque jeudi, je passe la journée dans les ateliers. J'ai besoin de voir tourner les machines, savoir comment cela marche en cas de problèmes, rester en contact avec les ouvriers. Avant de devenir directeur, j'ai fait quatre ans à tous les postes de travail ».

Installé dans la zone industrielle de Ryad, Saudi Carpet est aussi un bon exemple de développement industriel de l'Arabie saoudite. « Une part de plus en plus grande de notre matière première est faite ici et nous collaborons avec la Saudi Basic Industries Corporation pour faire des recherches », affirme M. Abdullatif. Nous nous intégrons petit à petit, et dans les années 95, 60 % à 70 % de notre matière première sera locale. Equipés de la dernière technologie, les quatre ateliers de l'usine débiteront chaque année 30 millions de m² de tapis ou moquettes et Saudi Carpet, qui exporte déjà dans la péninsule arabique, fait des études de marché pour exporter aux Etats-Unis.

L'aide au secteur privé

Un tel développement doit être encouragé par le secteur public. Les parcs industriels de Ryad, la cité industrielle n'est qu'à vingt-cinq minutes du centre, alors que, selon M. Abdullatif, il fallait plus d'une heure et quart il y a cinq ans. Toutes les facilités en électricité, eau, etc., sont fournies. Le loyer d'un terrain y est dérisoire et, pour tout projet sérieux et compétitif, le secteur de développement industriel finance sous forme de prêts de dix ans, assortis de deux ans de moratoire, la moitié du montant de l'investissement.

Meis, affirme M. Abdullatif, « les conditions sont très strictes. Il y a dix ans, il n'y avait pas de compétition, c'était plus facile. Aujourd'hui, c'est dur, et si le gouvernement ne sait pas qui vous êtes, il ne vous donnera pas d'argent ». Les Saoudiens sont obligés de venir de plus en plus nombreux dans le secteur privé car les emplois publics se font plus rares, affirme ce chef d'entreprise, qui, sur mille huit cents personnes, emploie 15 % de Saoudiens.

« Au début, il n'y avait que 2 % ». Et cela va augmenter encore, bien que l'industrie soit le secteur le plus dur pour les Saoudiens. Le secteur privé travaille six jours et le public cinq seulement. Or, malgré les salaires moins élevés du secteur public, nombre de jeunes préfèrent encore cette sécurité confortable et sans risques où la responsabilité est très diluée.

Représentatifs d'une certaine classe de jeunes Saoudiens qui, partis de rien, ont réussi dans leur domaine, ces deux hommes d'affaires estiment toutefois que les mentalités commencent à changer et que, nécessairement, beaucoup de jeunes devront se mettre sérieusement au travail même si, comme l'affirme un expatrié de longue date, « leur est difficile d'admettre qu'ils ne pourront pas obtenir en quelques années ce que leur père ou leurs frères ont eu avant eux ».

« Alors que nous attendions à l'aéroport de New-York avec une femme, confie en riant M. Abdullatif, quelqu'un nous a demandé si nous possédions un puits de pétrole. Je lui ai expliqué que je travaillais comme lui, sinon plus. Les gens doivent comprendre que nous sommes un pays normal, même si, il est vrai, nous avons eu de la chance. »

F. Ch.

هكذا من الأصل

• Le Monde • Samedi 26 septembre 1992 9

(Publicité)

15

LU
LU
an-
20-
2C,
re-
re,
13;
ard
tel,

25,
22,
15,
11;
5;
de
ica
17;

7;

sp-
de-
que
des
du
par
au
il
st-
tre
du
se-
ur
re

15
un
le
J-
on
ul
a-
de
n-

3



SOIXANTE ANS DE **PROGRÈS** SANS BOULEVERSEMENT

Le 23 septembre 1932, le roi Abdul Aziz Ibn Saoud proclama la naissance d'un Royaume unifié dans la péninsule arabique. Il l'appela le Royaume d'Arabie Saoudite. Ce fut le point culminant d'une entreprise qui débuta en 1902, quand il parvint à rétablir la règle de la Maison Al Saoud dans Riyadh, la capitale.

La découverte d'une des plus grandes réserves mondiales de pétrole dans les provinces orientales du royaume en 1938 a permis d'assurer le développement du pays à un rythme jamais atteint précédemment. Au cours des deux dernières décennies en particulier, l'Arabie Saoudite est devenue une des puissances économiques les plus prospères et les plus dynamiques au monde. Les infrastructures matérielles de la protection sociale sont désormais comparables à ce qui se fait de mieux. Les Saoudiens sont cependant toujours restés loyaux et fidèles à leurs valeurs traditionnelles et à leur foi dans l'Islam. Ils ont progressé au-delà de tout ce qu'on pouvait imaginer mais ils ont su conserver leur identité.

Consciente de ses responsabilités envers la société humaine et eu égard à l'héritage de sa civilisation et aux valeurs islamiques qui encouragent la coopération et l'entraide sociale, l'Arabie Saoudite a réservé une partie de son PNB à l'aide aux pays pauvres et en voie de développement ; elle a contribué au soutien de nombreux projets et programmes des organisations et institutions internationales affiliées à l'O.N.U.

L'Arabie Saoudite a versé, entre 1973 et 1989, cinquante-neuf milliards quatre cent soixante-dix millions de dollars aux pays en voie de développement, c'est-à-dire 5,45 % de son PNB annuel.

Selon le rapport annuel de l'O.C.D.E. publié en 1988, l'Arabie Saoudite occupait la deuxième place au monde quant au volume absolu des aides étrangères pour la période 1973/1978. La moyenne de son aide pour l'année 1988 (2,7 % de son PNB) a dépassé sept fois la moyenne de celles des pays industrialisés membres de la commission des aides au développement pour la même année et qui furent de 0,36 %.

هكذا من الإلهام

10 Le Monde • Samedi 26 septembre 1992 •

(Publicité)

Le Royaume d'Arabie Saoudite

Soixante
ans
de
progrès
sans
bouleversement

**CAMPENON
BERNARD
SA**

Secteurs d'activités :

GÉNIE CIVIL, BÂTIMENT,

OUVRAGES D'ART,

TRAVAUX SOUTERRAINS,

INDUSTRIEL,

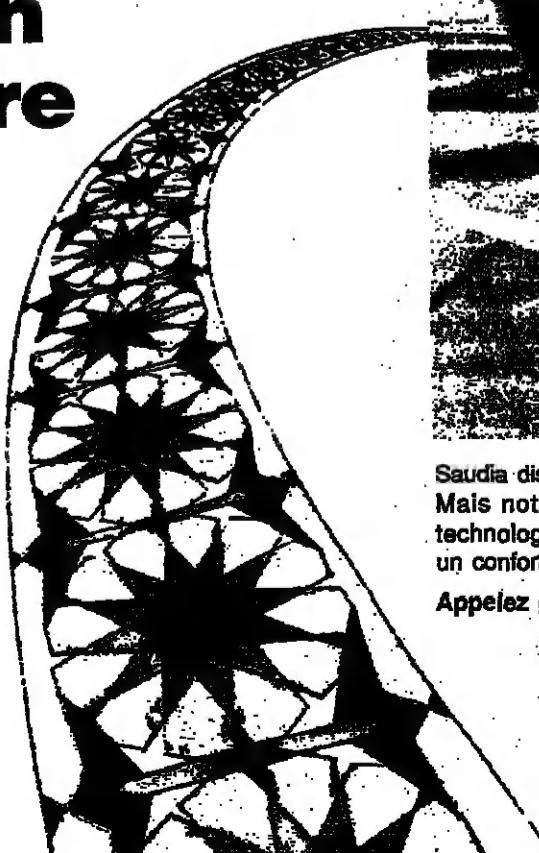
MONTAGES IMMOBILIERS,

INGÉNIERIE.

5, cours Ferdinand de Lesseps
92851 Rueil-Malmaison Cedex
FRANCE
Téléphone : (1) 4716 47 00
Télécopie : (1) 4716 33 60

P.O. Box :
4036 Riyad 11491
Téléphone : 966 14787478

**Ahlan Wasahlan
avec toute notre
considération.**



Saudia dispose d'une des flottes les plus importantes et les plus modernes du monde. Mais notre considération pour nos passagers ne s'arrête pas au seul aspect technologique. En effet, nos avions sont spécialement conçus pour vous apporter un confort optimal, que vous pourrez apprécier à chacun de vos voyages sur Saudia. Appelez gratuitement Paris : 05 23 72 72, Nice : 05 21 34 90 ou 3615 SAUDIA.

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES

Ahlan Wasahlan

55:20 من الإصملى

POLITIQUE

Un entretien avec M. Georges Marchais

« Il me paraît possible d'empêcher les promoteurs de Maastricht d'appliquer leurs projets » nous déclare le secrétaire général du PCF

Le comité central du Parti communiste français a été convoqué, lundi 28 septembre, pour dresser un bilan du référendum. A la veille de cette réunion, le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a répondu à nos questions en exposant les enseignements qu'il tire de cette consultation.

La carte électorale du «non» a épousé les contours de la France rurale et ouvrière, de la France des chômeurs, des laissés-pour-compte des banlieues. Y voyez-vous la confirmation d'une analyse de votre parti ?

« Je n'ai rien contre la formulation de votre question, mais il me semble que les analyses effectuées depuis dimanche, notamment par votre journal, permettent une évaluation plus riche de ce qui a été le «non». Ce vote a effectivement rassemblé la majorité des ouvriers, des chômeurs, des agriculteurs, mais aussi la majorité des employés. Au total, la majorité des salariés. Il a également été choisi par la majorité des moins de trente-cinq ans. Enfin, la dimension politique de ce vote est évidente, puisque tout le monde a souligné que la carte des départements où le «non» l'a emporté recouvre presque exactement celle qui a assuré le succès de François Mitterrand en 1981.

« Je ne pense pas qu'on puisse qualifier tous ceux-là — de même que les 40 % de cadres moyens ou les 30 % d'ingénieurs et d'enseignants qui ont fait le même choix — de «laissés-pour-compte». Pas plus, d'ailleurs, que le ne qualifions tous ceux qui ont voté «oui» de «privilegiés». Disons que le «non» a surtout été le vote de ceux et de celles qui souffrent le plus de la politique actuelle, qui seraient le plus directement frappés par l'application du traité de Maastricht, et qui sont les forces vivantes de notre pays, les forces populaires. Ce vote est porteur d'un fort mécontentement et d'une forte demande de changement de politique de leur part. Je crois qu'il est extrêmement positif que ce message ait pu être exprimé. Celles et ceux qui ont voté «oui» et «non» ont de ce fait reconnu dans la gauche n'ont rien à se reprocher, bien au contraire.

« Alors, «confirmation de nos analyses» ? Oui, au sens où nous avons lancé l'idée d'un «non de gauche», alors que tant d'hommes politiques se sont efforcés de nous faire croire que le «non» ne serait que le fait de la droite ou de l'extrême droite. Neilly a suivi Sarcozy et non Pasqua, alors que, comme vous l'avez écrit, le «ben-étre rouge» a voté «non».

« Confirmation aussi, pensons-nous, de ce que nous avons dit après les élections régionales en parlant de «crise politique», provoquée par la puissance de l'aspiration à une autre politique et à une autre façon de faire de la politique. Quand le président de la République, les premiers dirigeants du PS,

du RPR, de l'UDF, des Verts et de Génération Ecologie, 89 % des parlementaires sans parler du CNRP, sont approuvés par un tiers des Français, désavoués par un autre tiers, le troisième s'abstient, comment contester cette notion de «crise» ?

« Cela dit, je ne prétends pas que nous aurions tout su, tout compris et tout prédit ! La réalité issue du vote de dimanche dernier est très riche d'enseignements, et il nous faut l'analyser avec beaucoup de soin. C'est un «menu» de notre comité central, qui se réunit au début de la semaine prochaine.

«Une aspiration au changement»

« Sans attendre, tirez-vous du résultat du référendum la conclusion qu'il existe aujourd'hui, pour les communistes français, un espace de renouvellement électoral ?

« Je le pense. Mais pas au sens où cet «espace» serait délimité par une frontière séparant désormais les «oui» des «non». Cette frontière n'existe pas. En ce qui nous concerne, par exemple, nous n'avons rien de commun avec un militant léniniste qui a voté «non», alors que nous avons beaucoup de raisons de nous retrouver avec des électeurs de gauche, progressistes, qui ont voté «oui». Le sens d'un vote en faveur des coopérations, des échanges, de la fraternité en Europe.

« Donc, pas deux camps : les «oui» contre les «non». Mais en même temps une situation politique modifiée, marquée par l'ampleur du «non», qui a révélé, comme je viens de le dire, la force de l'aspiration populaire au changement. Cette aspiration est épuisée aujourd'hui par des millions de gens, mais elle ne s'est pas éteinte politiquement. Il y a effectivement besoin d'une force politique qui contribue à ce rassemblement, qui soit porteur de cette aspiration, lui permette de grandir politiquement, de s'exprimer électoralement et donc de modifier le cours des choses. Le Parti communiste n'a pas d'autre ambition que de jouer un rôle utile au service de cette dynamique.

« Le «oui» l'ayant toutefois emporté, dans quel sens faut-il, à votre avis, inflexion le traité de Maastricht ?

« Inflexion... Vous savez, ce traité est mauvais et dangereux non par certains de ses aspects, mais dans sa logique même. Tout est conçu en fonction des exigences des marchés financiers, hors de la «libre concurrence», point de salut. Les conséquences de cette logique sont malheureusement prévisibles : hausse du chômage, graves dommages sociaux, déséquilibres et tensions dans toute l'Europe. La seule perspective de la monnaie unique déchaîne déjà les spéculations et l'agresse des programmes de super-austérité, comme on le voit en Italie aujourd'hui et sans doute en France



Georges Marchais

demain. Donc, tout «inflexion» de cette logique qu'il sera possible d'arracher constituera un succès, mais nous continuons de considérer que ce sont les dispositions maitresses du traité qui sont en cause.

« Alors, certes, le «oui» l'a emporté, mais nous ne considérons nullement ce vote comme nul et non avenue. Cela dit, un «oui» à 51 %, ce n'est pas le «oui» à 70 % que les tenants du traité prévoyaient au départ. Ce support des forces ne leur permet pas tout, d'autant plus que beaucoup de ceux qui ont voté «oui» ne souhaitent pas davantage que nous qu'on mette en concurrence les salariés et les peuples ni qu'on laisse la bride sur le cou aux marchés financiers.

« Enfin, le débat politique intense impulsé dans tous les pays de la Communauté par le «non» depuis, par quatre mois de campagne en France et par le «petit oui» du 20 septembre alimente les contradictions entre les Douze. Tous ces éléments font qu'il ne paraît pas possible d'empêcher les promoteurs de Maastricht d'appliquer leurs projets. Quant les peuples d'un instant, rien n'est jamais irréversible.

« En tout cas, cette situation place les forces progressistes favorables au «non» devant une grande responsabilité : être capables d'ouvrir des perspectives réellement alternatives pour la construction européenne. Cela suppose d'avancer des idées et des propositions rigoureuses dont les Français puissent se saisir. Cela suppose aussi des dialogues avec d'autres forces démocratiques européennes. Nous avons progressé en cette voie et nous sommes résolus à donner à cette dimension de notre travail l'impulsion qu'appelle la situation.

« Il reste que le «non» a eu, en France, plusieurs formes d'expression, parfois complètement opposées. A supposer qu'il existe entre elles un dénominateur commun, quelles conséquences devrait en tirer, selon vous, le gouvernement ?

« Je crois qu'il ne faut pas compliquer les choses. Ce n'est pas juxtaposer les discours de ceux qui ont appelé à voter «non» pour tenter d'en déduire le «dénominateur commun» — je l'ai dit : il n'existe

pas — qu'on découvrirait la signification du «non». Cette signification, c'est celle que les électeurs qui ont voté «non» lui ont donnée. Et, à cet égard, toutes les enquêtes d'opinion indiquent que le «non» de l'électorat populaire a été un «non» aux injustices, un «non» au chômage croissant et à la précarité qui se généralise, aux attaques contre les droits et les acquis sociaux, au mépris et à l'autoritarisme qui caractérisent la construction européenne actuelle et la politique du gouvernement. Ces aspirations à davantage de justice et de démocratie sont partagées par beaucoup de ceux qui ont voté «oui». Si le gouvernement voulait tenir compte de la volonté des Français, c'est dans ce sens qu'il infléchirait sa politique à gauche.

« Sur quelles bases pourrait se faire, selon vous, le rapprochement des «non» de gauche dans la perspective des prochaines échéances électorales ?

« Je le récite : pas seulement des «non de gauche». Nous souhaitons ouvrir au rassemblement de toutes celles et tous ceux qui, à l'occasion des futures élections, veulent faire éclater le dilemme dans lequel on prétend les enfermer : ou bien la droite et l'extrême droite, ou bien la continuation de la politique actuelle. A deux reprises, lors des régionales et lors de ce référendum, les Français ont emprunté un autre chemin que celui qu'on avait tracé pour eux ; ils peuvent en mars prochain ouvrir une issue dont on ne saurait douter jusqu'à l'existence : celle d'un changement politique enfin conforme aux intérêts populaires et nationaux.

« Bien sûr, une telle solution ne s'imposera miraculeusement. Elle ne peut être que le résultat d'un choix conscient. Un changement de politique : quel contenu ? comment ? avec qui ? Ou, en d'autres termes : quel projet politique pour rassembler les forces populaires, les forces de gauche, dans l'action, dans le vote, puis dans le contrôle de la mise en œuvre d'une politique nouvelle ? Telles sont les questions posées à celles et à ceux qui, dans leur diversité, aspirent à une autre issue.

« Nous sommes disponibles, pour notre part, pour tout dialogue avec qui le souhaite ; tout ce qui pourra contribuer à ce rassemblement, à cette recherche de solutions progressistes nouvelles, nous le favoriserons. Mais surtout nous avons la conviction que ces solutions n'auront aucune chance d'aboutir si elles ne sont pas portées et maîtrisées par les citoyens eux-mêmes. Il y a besoin pour cela de beaucoup de discussions et de travail démocratiques. Nous avons l'intention d'y contribuer en étant à l'initiative, dans les semaines qui viennent, de débats ouverts à tous ceux qui s'interrogent et qui acceptent cette libre — et, nous l'espérons, — confrontation.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT

M. Chirac exclut une nouvelle cohabitation

Suite de la première page

A première vue, on pouvait croire que le «petit oui» de Maastricht avantagé plus M. Valéry Giscard d'Estaing que M. Chirac. Beaucoup plus que le président de l'UDF, le président du RPR se trouvait sous le feu des critiques venant de ses propres rangs. Ne lui reprochait-on pas à la base, ici où là, d'avoir donné le coup de pouce nécessaire à la victoire du «oui» par son engagement dans ce camp ? MM. Charles Pasqua, Philippe Séguin et leurs partisans ne profitaient-ils pas du score massif du «non», très majoritaire parmi les cadres et les électeurs du parti néogaulliste, pour réclamer une «autre ligne» politique mise en œuvre par «d'autres hommes» à la direction du RPR ? Le «standem» du «non» n'allait-il pas substituer un divorce sur la cohabitation au divorce sur l'Europe ? Il fallait prévenir le nouvel incendie.

Ne s'embarrassant pas de fioritures, l'opération «réalignement» a été rapidement menée. Elle était un préalable nécessaire à l'opération «Elysée». M. Chirac ne pouvait, forçant l'allure et les étapes comme il se plaît à le faire, apparaître dans l'opinion publique comme le «candidat virtuel» de l'opposition sans s'être, auparavant, réaligné comme le chef incontesté du RPR. Le conseil national, instance à risque pour l'ancien premier ministre, a été chargé de ce travail administratif. Résultat : M. Pasqua

« venir », c'est-à-dire, en clair, de faire face à l'éventualité d'une élection présidentielle anticipée consécutive à un départ du chef de l'Etat.

« L'usage des «primaires» accélérées est d'obliger les uns, M. Giscard d'Estaing en tête, à une procédure qui leur tasse le ché, et à contraindre les autres, MM. Pasqua et Séguin par exemple, à déclarer leurs intentions présidentielles, à tout le moins à se permettre de lever des «ambiguïtés» ou «équivoques» dénoncées par M. Alain Juppé.

Message à détente multiple

Reprenant donc immédiatement à compte la proposition de M. Longuet, il faut battre le fer quand il est chaud, le secrétaire général du RPR a affirmé, de son côté, que «les membres du conseil de l'opposition ont décidé de ne pas se réunir par l'opposition, mais la rentrée parlementaire. Tant de «signes» envoyés à MM. Pasqua, Séguin, Giscard d'Estaing peuvent que soulager les premiers et inquiéter le second. Il est clair que le «non» d'opposition résout au mieux un problème qui ne peut que satisfaire le député des Vosges et le sénateur des Hauts-de-Seine. Surtout s'il s'accompagne d'un petit «plus» : le refus préventif de la prochaine cohabitation. Qui, en revanche, ne



siège au RPR mais 95 % des cadres sont fidèles à M. Chirac.

Volontairement ou involontairement, M. Gérard Longuet a envoyé un message au président du RPR, lui permettant ainsi de rester sur sa lancée médiatique. Dans un entretien accordé, jeudi 14 septembre, au Figaro, le président du RPR a déclaré que, pour régler le problème de la prochaine cohabitation, il était simplement «accablé par le processus des primaires» dans l'opposition, ce système «la française» inventé par M. Pasqua pour donner à la droite un seul candidat présidentiel afin d'éviter à la gauche la menace de l'extrême droite et la victoire des «gauchistes» à la présidence, M. Longuet a suggéré d'anticiper les

peut-être pas au président du conseil régional d'Auvergne. Une joie supplémentaire pour MM. Pasqua et Séguin.

Car tel est bien le message à détente multiple que M. Chirac a délivré, jeudi soir, sur TF 1. Dès avant le référendum, M. Edouard Balladur s'était montré, en privé, beaucoup moins chaud pour la cohabitation dont, il est vrai, il était destiné à être un acteur de premier plan, en cas de victoire du RPR au sein de l'opposition aux législatives en mars prochain. Le président du RPR a affirmé à la télévision que «la morale, la dignité demandent au président de la République, cette fois-ci, à en tirer les conséquences» et la droite gagne largement les législatives. Traduction : «Cela va de soi», le président de la République devra partir.

Finie donc la «cohabitation dure» envisagée après la première élection de 1986-1988. Oubliée l'épreuve «impossible et indigeste» que certains évoquaient au RPR. Quant à la «cohabitation inscrite dans les institutions», démentie il y a peu encore par M. Chirac lui-même, elle s'est envolée. Le choix offert au chef de l'Etat n'est même pas entre «se soumettre» et «se démettre». L'ordre, c'est parti. D'aucuns y verront «un coup d'Etat constitutionnel» ou «un gag de faiblesse». M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre de Georges Pompidou et baron du gaullisme, estime, lui, que «faire la grève du gouvernement» n'est pas conforme à la Constitution. A moins que la majorité parlementaire ne droite ne soit «cristallisée» qu'elle la «maintienne» à la pensée. OLIVIER BIFFAUD

PUBLICITE : POUR UNE CHARTE DE LA TRANSPARENCE

Le projet de loi «SAPIN» sur la publicité a donné lieu à de nombreuses polémiques, mais n'a pas, à ce jour, suscité de débat clair, exhaustif et dépassionné. Certes, les acteurs du monde publicitaire sont tous peu ou prou prononcés en faveur de la «transparence». Mais cette notion est tellement vague qu'elle permet de recouvrir de multiples interprétations, éventuellement contradictoires. Et de fait, le jeu des lobbies a commencé. Une semaine après avoir explicitement pris position en faveur des principes contenus dans le projet de loi, l'Union des annonceurs (U.D.A.) croit donc devoir appeler à un véritable débat, ouvert et complet, sur les modalités de ce texte. Ce souci de clarification conduit à résumer les diverses dispositions et conséquences du projet «SAPIN» en 10 propositions. Ces 10 propositions constituent une véritable «Charte de la transparence». Les annonceurs invitent donc les institutions représentatives des agences, des centraux et des médias (affichage, cinéma, presse, radio, télévision) à se prononcer, par «oui» ou par «non», sur chacune des 10 propositions de cette charte de la transparence. Au nom de tous les annonceurs, l'U.D.A., pour sa part, répond «oui» à ces 10 questions. P.S. Ce communiqué est publié sous forme d'annonce : si l'U.D.A. est en effet convaincue que la transparence est indispensable à la publicité, elle pense aussi que cette publicité peut être utile à la transparence.

- ### CHARTRE DE LA TRANSPARENCE
1. Tout vendeur d'espace publicitaire doit — conformément aux pratiques habituelles du commerce — communiquer à tout acheteur son barème de prix et ses conditions de vente, et les respecter scrupuleusement. oui ☐ non ☐
 2. La facturation de l'achat d'espace, obligatoire, doit être exhaustive ; elle doit notamment intégrer tous les rabais, remises ou ristournes. oui ☐ non ☐
 3. Les liens financiers entre un conseil en médias et des supports (ou une région) doivent être connus. oui ☐ non ☐
 4. Le support doit rendre compte directement à l'annonceur des conditions de diffusion des messages publicitaires ; le support — ou, selon le cas, l'agence ou le central — doit obtenir l'accord préalable de l'annonceur sur tout changement des conditions de diffusion. oui ☐ non ☐
 5. Un contrat écrit doit être établi, qui précise notamment la juste rémunération due à l'intermédiaire pour lui permettre de maintenir la qualité des divers services qu'il assure à l'annonceur. oui ☐ non ☐
 6. En tant que mandataire, une agence ou une centrale ne peut — en application des principes du Code civil — être normalement rémunérée que par ses seuls clients. oui ☐ non ☐
 7. L'impartialité du «conseil médias» interdit à un prestataire en conseil médias de recevoir un quelconque avantage ou une quelconque rémunération de la part d'un support. oui ☐ non ☐
 8. Afin de permettre aux P.M.E. d'avoir accès au marché publicitaire à des conditions concurrentielles, les supports sont autorisés — dans le respect des règles de la concurrence — à prévoir, dans leurs conditions de vente, des dégressifs par mandataire, dès lors que ces dégressifs sont réservés à leurs mandants. oui ☐ non ☐
 9. Hormis les remises visées au 8. ci-dessus, aucune discrimination ne doit exister entre annonceurs dans leur achat d'espace, qu'ils achètent directement à un support ou par l'intermédiaire d'une agence ou d'un central. oui ☐ non ☐
 10. La remise en ordre tarifaire qu'implique ce projet de loi ne devra pas alourdir les charges des entreprises en matière d'investissement publicitaire, ni leur permettre d'accroître leurs achats dans tous les supports. oui ☐ non ☐

U.D.A. — 53, avenue Victor-Hugo — 75116 PARIS

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERTISE COMPTABLE
• D.P.E.C.F.
• D.E.C.F.
• D.E.S.C.F.
TOUTES ÉPREUVES Enseignements annuels
45 85 59 31 — 4114 10 72 —
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE PÉRIODE

هكذا من الإلهام

12 LE MONDE 20 septembre 1992

POLITIQUE

Le bicentenaire de l'abolition de la royauté

M. Bérégovoy exalte la permanence des valeurs républicaines

Le 21 septembre 1792, la Convention nationale décrète : « La République est abolie en France ». Le 25 septembre, elle proclame : « La République française est une et indivisible ». Ce bicentenaire-là a été dans une étonnante discrétion : un livre de Manoncourt à l'imprimerie nationale, de quatre timbres commandés par le ministère des Postes, une médaille, quelques expositions et colloques à l'Assemblée nationale, au Sénat et à la Chambre. C'est presque tout. Mais, en accueillant le premier ministre, jeudi 24 septembre, au colloque international organisé par l'Institut d'histoire de la République française de l'université Paris-I qu'il dirige, M. Michel Vovelle a pu rappeler que ces événements d'il y a deux siècles ont été le point d'origine d'un héritage sur lequel nous vivons encore.

L'exception française

La cérémonie avait été retenue par le président de la République pour être la « manifestation officielle de son anniversaire ». La malade de M. François Mitterrand a été M. Bérégovoy à le remplacer, c'est-à-dire à le présider. Les représentants des deux continents ont été le chef du gouvernement et le président de la République. Les républicains ne sont pas archaïques ni conquies à jamais. Elles demeurent en 1992 comme en 1792, les plus fortes et les plus difficiles réponses que l'homme ait données à la solitude des hommes, à l'inventé pour résister aux pulsions de l'égoïsme et aux tentations du désespoir.

Une République née « de la Révolution », une République fille « des Lumières », une République « laïque » : voilà pour M. Bérégovoy les trois traits de l'exception française.

La journée du livre politique

Le 26 septembre à l'Institut de la Sorbonne, M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a ouvert la journée d'exposition, de débats et de lectures du livre politique.

Deux grands thèmes sont proposés qui se tiendront à l'Institut de la Sorbonne, le 26 septembre, à 10 h 30, dans une salle de conférences. Le premier thème : « Liberté, égalité, fraternité : que sont nos valeurs républicaines devenues ? ». Avec Paul Ricoeur, Henri Emmanuelli, Maurice Agulhon, Jean-Louis Borloo, Jean-Michel Di Falco, Michel Halperin, Rachid Masmoudi et Claude Pasqua. A 14 h 30, Alexandre Adler, directeur de l'enseignement politique, avec Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean Delumeau, Georges Duby, Marc Ferro, Bernard Kouchner, Bernard Tricot et Jean-Viel.

Le 14 heures à 18 heures, journaux et journaux politiques, historiens et sociologues, politologues, philosophes, géographes, auteurs de livres sur la chose publique s'engageront leurs livres. De Jean Andrieu à Jacques Faizant, de Jean-Louis Borloo à Jean Tiberi, de Yann Vovelle à Jean Tiberi, de Georges Salandier à Tzvetan Todorov, puis d'une série d'écrivains de la politique.

Le maire d'Amiens (UDF-PR) M. Fred Thoret, adjoint au maire d'Amiens, M. Gilles de Robien (UDF-PR), a annoncé, jeudi 24 septembre, son adhésion à Génération Ecologie. Approuvant son initiative, M. de Robien a déclaré que ce « correspondant » au rapprochement national initié par M. François Liotard est « une génération écologique ». (Corresp.)

INSEE
La référence au bout des pages...
RAPPORT LES COMPTES DE LA NATION 1991
UNE ANNÉE EN DEMI-TEINTE
La situation économique de la France en 1991 dans un contexte international difficile.
301 pages - 142 F
En librairie et dans les directions régionales de l'INSEE



Nous présentons les candidatures aux élections sénatoriales du dimanche 27 septembre dans les départements concernés par ce renouvellement triennal (série B, d'Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales, sauf Paris, auxquels s'ajoutent la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, quatre représentants de France et un siège de la Corse).

Français établis hors de France : sept listes pour quatre sièges

Quatre sénateurs représentant les Français établis hors de France seront désignés par les membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Renouvelable par moitié tous les trois ans et désigné au suffrage universel direct, celui-ci est composé de cent cinquante membres élus par les Français établis hors de France, de vingt et un membres nommés par le ministre des Affaires étrangères et des deux sénateurs des Français de l'étranger.

Sept listes sont en présence. Parmi les sénateurs sortants, MM. Jean-Pierre Cantegrit (act. Un. cent.) et Charles de Cutoli (RPR), proche de M. Charles Pasqua, devraient retrouver sans trop de difficultés leur siège. Le troisième devrait revenir, pour la gauche, à M. Monique Ben Guira (PS), qui l'a emporté au sein de son parti sur le sénateur sortant, M. Jean-Pierre Bayle. Le quatrième siège sera très disputé entre M. André Maman, qui figure en deuxième position sur la liste de M. Cantegrit, et M. Marie-Antoinette Lissard, proche de M. Jacques Chirac, qui conduit une seconde liste RPR.

THIERRY BRÉNIER

La candidature de la République

M. Mitterrand ne se rendra pas à Libreville

M. François Mitterrand, actuellement en convalescence, ne se rendra pas au sommet franco-africain de Libreville, au Gabon, au début du mois d'octobre, a annoncé, jeudi 24 septembre, le porte-parole de l'Élysée. C'est le premier ministre qui ira à la capitale gabonaise à cette conférence, a précisé M. Louis Mouton, adjoint au ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, ministre de l'Économie et des Finances, M. Michel Sapin, et du secrétaire d'État à la coopération et au développement, M. Marcel Debarge.

En attendant, le président de la République se conforme à l'avis de ses médecins, qui lui ont prescrit environ deux semaines de repos. Ceux-ci le pressaient en effet, depuis quelques jours, de se déplacer en raison de la distance et des difficiles conditions climatiques du Gabon.

Annulation d'une élection cantonale dans le Nord. Le tribunal administratif de Lille a annulé, mardi 22 septembre, l'élection au conseil municipal de la commune de M. de la Roche, acquiesçant avec une voix d'avance, de M. Thierry Lazard (RPR) dans la commune de Pont-à-Marcq (Nord). Inspecteur des impôts, M. Lazard était en effet, dans le département où il exerce son métier, le tribunal a en revanche, révoqué un conseiller municipal qui avait été élu à l'élection présidentielle du conseil général. M. Jacques Donnay (RPR), acquis par 40 voix sur 115 inscrits. (Corresp.)

La préparation des élections sénatoriales

Nouvelle-Calédonie : M. Ukeiwé (RPCR) isolé

NOUMÉA

de notre correspondant

Les élections sénatoriales en Nouvelle-Calédonie risquent de provoquer une déchirure au sein de l'électorat canaque fidèle au RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), que préside M. Jacques Ukeiwé, député RPR. Sénateur sortant, porte-drapeau des canaques loyalistes lors des troubles que l'archipel a connus en 1984-1985 puis en 1988, M. Ukeiwé a été écarté par la commission d'investiture élargie du RPCR au profit d'un de ses jeunes poulains, M. Simon Louechote, âgé de trente-cinq ans, originaire de l'île d'Ouvéa. M. Louechote avait déjà accédé à des responsabilités de premier plan en juin 1989 lorsqu'il fut élu président du Congrès du territoire. Le soutien appuyé de M. Laffeur, qui se montre soucieux d'un renouvellement des cadres canaques de son mouvement, se lui a jamais fait défaut.

Meurtri par ce qu'il appelle un « vote sanction » du RPCR, M. Ukeiwé a annoncé qu'il maintiendra sa candidature. Sa décision a été prise à l'issue d'une réunion au sein du RPCR, où l'on a tenté sans succès de le ramener dans le rang. M. Laffeur allant jusqu'à lui proposer un autre poste de responsabilité.

Le RPCR a en effet quelques raisons de s'inquiéter : la rivalité entre M. Ukeiwé et M. Louechote pourrait faire le jeu du troisième candidat en lice, M. Rock Wanytan, investi par le FLNKS qui vient de prendre la décision historique de participer à un scrutin national. Sa charte constitutionnelle, datant de 1984, le lui avait jusqu'alors interdit.

Les chances de M. Wanytan sont restées en raison de l'âge largement contestées dont il est crédité. Les critiques visent à l'indépendance de l'Union calédonienne (UC), la composante majoritaire de la coalition indépendantiste, à laquelle il est affilié, lui sont en général épargnées. Petit-fils de l'ancien député canaque M. Rock Ploje, dont il fut l'assistant du conseil régional, M. Wanytan, s'il s'agit bien le premier tour, devrait bénéficier des voix du Parti communiste régional (PCR). Celles-ci sont également convoitées par M. Boyer, qui a aussi le soutien de certains socialistes dans la logique de l'accord conclu avec le premier secrétaire de la fédération locale du PS pour la gestion de l'Assemblée départementale, en mars dernier.

Une fois de plus, le PCR et ses deux cent quarante grands électeurs apparaissent donc comme les arbitres de ces élections. S'il est disposé à faire un geste en faveur de M. Wanytan ou de tout autre candidat, à l'exception de M. Virapoulle, le PCR entend bien profiter de la situation pour conquérir au moins une place dans cette chaise gardée où la droite, majoritaire, est fortement divisée.

A. D.

Loire-Atlantique : espoirs au PS

La composition du collège sénatorial de la Loire-Atlantique a été considérablement modifiée à la suite des élections municipales de 1989, au cours desquelles le PS a remporté la majorité au conseil général de Nantes. Les socialistes, qui ne disposaient jusqu'à présent que d'un siège de sénateurs sur cinq, occupé par M. François Autain, candidat à sa propre succession, sont assurés d'en obtenir un second, qui devrait revenir à M. Marie-Madeleine Dismigland.

Orme : un candidat déclaré inéligible. Le tribunal administratif de Caen a examiné, mardi 22 septembre, deux recours en inéligibilité déposés par le préfet de l'Orne, visant deux candidats aux sénatoriales. Le tribunal a estimé que M. Thierry Boisboul, conseiller régional de Génération Ecologie, était éligible malgré sa fonction de directeur du service départemental des anciens combattants de l'Orne. En revanche, le tribunal a déclaré inéligible un candidat de dernière heure, M. Pierre Lehoucq, ancien conseiller général, en raison d'une liquidation judiciaire prononcée à son encontre en 1990 par le tribunal de commerce d'Argentan. Douze candidats ont ainsi en lice le premier tour pour les deux sièges à pourvoir. (Corresp.)

parlementaire, il est devenu, au lendemain de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou, l'ambassadeur itinérant du FLNKS auprès des instances internationales.

Ses missions diplomatiques lui ont permis de nouer une relation privilégiée avec le président en titre de la coalition, M. Paul Néaoutyine, issu des rangs d'une autre composante, le PALIKA. Un tel compagnonnage n'est pas passé inaperçu à un moment où la gestion des accords de Matignon avait littéralement « ballonné » le FLNKS en factions rivales.

Fort de l'appui unanime de ce dernier, M. Wanytan bénéficie, en outre, du soutien du mouvement libération kanak socialiste (LKS), dirigé par le grand chef de l'île de Maré, M. Nidoish Naiselane, qui n'a pourtant jamais été tendre avec l'attitude des dirigeants canaques ayant accédé aux responsabilités. Même si elles s'avèrent sans lendemain, ces retrouvailles de la famille indépendantiste autour de la candidature de M. Wanytan sont en tout cas suffisamment exceptionnelles pour être relevées. (Indéfini.)

Lot-et-Garonne :

M. François-Poncet en point de mire

AGEN

de notre correspondant

Qu'il soit ou non, le candidat à la présidence du Sénat, M. Jean François-Poncet, sera en point de mire d'abord retrouver son siège au palais de Luxembourg. Le président du conseil général et son collègue, M. Raymond (UDF-rad.), adversaires des représentants du PC, du PS et du FN, ont été les deux seuls de ce congrès à leur propre camp. Le RPR, dont les élus avaient envisagé de solliciter les suffrages des grands électeurs, sera finalement pas présent.

Tout n'est pas joué pour autant. Au lendemain d'une campagne pour le référendum qui a vu certains conseillers régionaux et généraux RPR militer avec ardeur pour le « non », alors que M. François-Poncet, président de la branche française du Mouvement européen, faisait campagne pour le « oui », le comportement de ces élus est l'une des inconnues du scrutin. D'autant que l'annonce, pour les prochaines élections législatives, de la candidature de M. Claude Larroche, maire (UDF) de Villeneuve, dans la circonscription que brigue le président départemental du RPR, M. Michel Gonelle, n'est pas pour le plaire.

Le Parti communiste présente pour la région, conseiller général, conseiller régional et conseiller départemental, M. Guy Saint-Martin, conseiller régional et maire de Tonneins. Le premier, vice-président de la chambre d'agriculture, et promoteur du Salon international des fruits et légumes, peut certes redouter l'impact des effets de son engagement pour Maastricht, mais il pourrait aussi bénéficier de quelques bulletins inattendus venant des rangs RPR.

PHILIPPE TUGAS

Pyrénées-Orientales : le maire de Perpignan mis en minorité dans sa ville

PERPIGNAN

de notre correspondant

L'un des deux sortants, M. André Daugnac (Un. cent.), a choisi, il y a quelques jours, de ne pas se représenter, mais le second, M. Paul Alduy (attaché Un. cent.), maire de Perpignan depuis trente et un ans, reste dans la course malgré ses soixante-dix-huit ans. Son suppléant sera M. Jean Colinde, agriculteur, élu d'un canton rural de montagne depuis 1988.

Toutefois, lors de la désignation des soixante-quinze députés supplémenaires de la ville de Perpignan, M. Alduy a été mis en minorité par son premier adjoint, M. Claude Bernat (RPR), qui a fait être transféré contre vingt et un voix à M. Alduy. L'enquête préliminaire sur la société immobilière de la ville de Perpignan, présidée par M. Alduy, n'est peut-être pas étrangère à cette redistribution au sein du conseil municipal (le Monde du 18 août).

M. Alduy doit également compter avec les ambitions de M. René Marquet (UDF), président du conseil général, maire et conseiller général de Saint-Laurent-de-la-Salanque, et de M. Paul Blanc (RPR), maire et conseiller général de Prades. Le « patron » du département peut ainsi se révéler être un adversaire redoutable pour les valeurs de M. Philippe de Villiers - paraissent vouloir à faire de la figure.

Cette concurrence à droite peut-être pour surmonter une chance à la gauche ? Il est probable que, du côté du PS, M. Louis Cassiles, maire et conseiller général de Toulouges, ou M. Michel Cavalier, conseiller municipal de Villeneuve-de-la-Raho, capteront un nombre suffisant de suffrages. Une guerre intestine empêche cependant ce parti. Ses deux grands électeurs de Perpignan ont annoncé leur intention de voter blanc au premier tour pour marquer leur désaccord avec les candidats présentés par la fédération départementale.

Le Parti communiste présente les candidatures de M. Colette Tignères, conseillère municipale de Perpignan, et de M. Jean Viki, maire de Cabestany, conseiller général et conseiller régional.

Il sera enfin intéressant de mesurer l'audience du Front national depuis la disparition de son leader local, Pierre Séguy, en observant le score que réalisera M. Jacques Mulet (FN), conseiller municipal de Perpignan et conseiller régional.

J.-C. M.

Ils répondent aux questions qu'ils n'ont pas toujours envie d'entendre.

Chère de vérité

2 France

A 12 h, François-Henri de VIRIEU reçoit Philippe SÉGUIN

55 ذان لامل

Le Monde • Samedi 20 septembre 1982 • 15

LES INONDATIONS DANS LE SUD-EST

Solidarité et polémique

Les obsèques des victimes des inondations devaient avoir lieu, vendredi 25 septembre à Vaison-la-Romaine, après que les recherches se poursuivaient dans toute la région pour retrouver les disparus. Dans la matinée de vendredi, le bilan était de 34 morts, d'une trentaine de blessés et de 42 disparus dans l'Ardèche, la Drôme et le Vaucluse. Dans ce seul département, 29 corps ont déjà été retrouvés. M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'ac-

tion humanitaire, s'est rendu jeudi 24 septembre dans le Vaucluse. Excusant l'absence du président de la République, il a déclaré que « si M. Mitterrand n'avait pas des problèmes de santé, il se serait rendu là. Il nous demande à tous de nous unir pour secourir les victimes ». L'élan de solidarité ne cesse de s'étendre. Ainsi, le Secours catholique organise ce week-end un grand chantier de la solidarité, en mobilisant 400 jeunes dans les villages rive-

rains de l'Ouvèze. La ville de Paris a débouqué un secours de 1 million de francs. M. Jacques Chirac a appelé tous les maires de France à faire pour Vaison-la-Romaine. Le pape Jean-Paul II a adressé jeudi ses vives sympathies à tous ceux qui sont affectés par la catastrophe. Pendant ce temps, la polémique sur les responsabilités de la catastrophe rebondit. Selon M. Antoine Waechter,

porte-parole des Vaisiens, « A Vaison comme ailleurs, ce n'est pas la rivière qui a fait le malin, mais le laxisme des autorités et l'inconscience des constructeurs. Il n'y a pas de fatalité dans le domaine des risques naturels. » Pour sa part, M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a estimé qu'il est trop tôt pour se prononcer sur d'éventuelles responsabilités. L'heure est plutôt à la solidarité, aux secours aux victimes.

La leçon de Vaison

Suite de la première page

C'est à ce niveau modeste, ingrat souvent, que les petits fantassins de la société civile ont déployé des prodiges de courage et de talent. Les militants associatifs ont été les premiers, mais ils ont été vite rejoints par leurs concitoyens soviétiques, tous prêts à affronter leurs manches. Pas de profil pour présenter cette troupe de bonne volonté dont la richesse est précisément dans la diversité, l'éclectisme dans la différence. De l'institutrice retraitée à jeune artisan plombier, du petit patron à l'agriculteur.

Un bureau d'accueil des bénévoles

C'est cette jeunesse de famille de Villadien, qui a confié ses enfants aux grands-parents et a rallié le gymnase de Vaison pour préparer des casse-potée et des cafés à l'attention des « gens du front ». C'est cet étudiant en lettres qui distribue jusqu'à plus soif les bouteilles d'eau filtrées des traites palestiniennes tout jute détrempées d'un semi-remorqué. C'est ce fils de commerçant qui croque malgré ses bottes d'équiper qui va repartir manier la pèle après une brève pause-café.

C'est aussi ce restaurateur de tableaux anciens qui a fermé son atelier pour faire profiter de son trilinguisme français-anglais-allemand - à touristes étrangers

atteints par le drame. « Le chacun pour soi ne résiste pas à une telle situation et chacun ici a été profondément secoué et ému, donc motivé, observe-t-il. Pour les étrangers, principalement des Hollandais, des Belges, des Allemands et des Anglais, nous avons dû faire face à une tâche de réconfort. » Puis l'on s'est préoccupé de leur hébergement. Là, pas de problème, l'offre des Vaisiens a été vite alignée la demande. Aujourd'hui, en liaison avec certains consuls et grâce à la DDC qui a des titres de transport gratuits, on organise les premiers rapatriements. Jeudi après-midi, en effet, un avion devait venir chercher une cinquantaine de touristes rescapés, parmi lesquels ce jeune campeur allemand qui, comme beaucoup d'autres, n'avait plus pour bagage que son T-shirt, son jean et ses baskets.

Pour que chacun des volontaires soit employé à mieux de ses compétences, l'« équipe municipale » a accompli un gros travail d'aiguillage et de coordination et un guide d'accueil de bénévoles a dû même être créé. Ainsi, à l'intérieur de la mairie, une cohorte active et chaleureuse, constituée essentiellement de femmes, propose des services bien identifiés. Ici, on procède à la distribution de l'eau, là à celle du pain et des vêtements; au premier étage, on trie et on distribue les vêtements et les chaussures collectés en nombre, dans une salle du fond on recueille

les dons, on enregistre les propositions de logement de longue durée. On remplit les déclarations de dons. On finit enfin une « coordination financière » ministérielle à 100 %.

Eviter le tourisme-catastrophe

Comme sur le terrain, on assiste à un placement des activités pour passer, selon l'expression du colonel Quentel, commandant le groupement « du Zodiac à la pelle ». C'est-à-dire du sauvetage à l'entretien et au déblaiement, avec pour objectif « le retour à la vie normale ». On presquise. La sécurité civile a mis en place une énorme charnière d'eau potable sur la place du 11-Novembre, et les équipes d'EDF ont rétabli l'électricité. Le téléphone dans plusieurs quartiers qui en étaient privés. La circulation, en revanche, et pour longtemps, très problématique du fait de la destruction du Pont-Neuf de Vaison et du Pont de Rozeix, utilisés en aval comme déviation pour les poids lourds.

Pour ce qui concerne les victimes, si les recherches aériennes continuent, des enquêtes poussées sont parallèlement menées par les gendarmes. Elles ont permis de réduire en vingt-quatre heures le nombre de personnes disparues à Vaison de 45 à 30. Des chiffres dont la fiabilité est toujours relative, compte tenu du nombre de touristes étrangers qui résidaient dans le camping et dont la liste nominative a bien sûr été détruite. Les sauveteurs ont dû aussi raisonner de crainte que l'eau, la boue, le limon, dans l'épaisseur atteinte par le maître, dissimulent un nombre de corps que la dérive totale ou le hasard pourraient seuls révéler.

Le colonel a d'autres soucis : les petits villages et les patrouilles en 4x4 doivent silloner les berges pour protéger les biens épars. Dans la nuit du 23 au 24 septembre, trois personnes ont été arrêtées en flagrant délit et présentées au Parquet. Durant le week-end qui s'ouvre, les forces de l'ordre s'attendent à devoir canaliser un nouveau flot : celui des adeptes du tourisme-catastrophe, des « touristes » de Vaison-la-Romaine qui doivent impérativement être préservés.

ROBERT BELLERET

EN BREF

Education : recours d'une association basque contre le ministre. « Bas-Bas », une association basque qui cherche à développer l'enseignement de la langue régionale dans les écoles publiques, a récemment déposé, devant le tribunal administratif de Pau, un recours pour excès de pouvoir visant le ministre de l'Éducation nationale et le recteur de l'académie de Bordeaux. Elle proteste contre l'inspection académique de Pau qui avait refusé de corriger des copies rédigées en langue basque lors de l'examen du brevet des collèges. Les élèves de la première promotion bilingue du collège de Saint-Jean-de-Luz ont subi l'épreuve d'histoire et de géographie en basque. Sept des huit élèves ont toutefois réussi, car ils avaient obtenu des satisfactions au contrôle.

Médecine : vers une législation américaine sur les dons des organes humains. Aux États-Unis, la directrice de l'Institut national de la santé (NIH), M^{me} Bernadine Healy, a demandé un Congrès, mardi 22 septembre, d'étudier une législation qui clarifierait les modalités d'obtention de dons humains. Découverte de gènes humains. Cette demande fait suite à une décision de la Cour américaine de brevets, qui a rejeté il y a quelques jours une demande du NIH pour obtenir des brevets sur 2 400 fragments de gènes humains identifiés aux États-Unis.

Les limites de la prévision

« On avait prévu », explique un météorologue de Météo-France, qu'il y aurait de fortes précipitations sur une vaste zone couvrant l'Ardèche, la Drôme et le Vaucluse. Dès le lundi 21 septembre à 15 heures, l'alerte avait été donnée.

Un bulletin « Alerte » fut aussitôt émis. La Protection civile répéta l'information vers les centres régionaux et les préfectures. Mardi matin, l'information était réactualisée. Le centre régional de la météo de Marnage (Bouches-du-Rhône) précisait même que les précipitations pourraient recevoir plus de 200 litres d'eau au mètre carré. Mais il était impossible de faire plus : « On ne pouvait pas prévoir le début de Vaison-la-Romaine. »

Ce type de précipitations, fruit de puissantes cellules orageuses, est relativement fréquent en France. Ce qui a, dans ce cas, été le fait, c'est l'extension du phénomène qui s'est développée sur une vaste région et de ce fait, touché un bassin hydrologique très important dont la vidange a conduit à une brusque montée des eaux.

Aurait-on pu anticiper les inondations, d'après plus tôt et évacuer les populations ? Mais, répondent les météorologistes, « Si nous savons prévoir à relativement long terme l'arrivée des phénomènes, il nous est difficile de décrire avec précision, dans ces vastes zones orageuses, le comportement des systèmes locaux plus complexes et plus violents qu'ils se développent. Bien sûr, on sait observer avec des radars le cœur d'une

grosse formation nuageuse, mesurer la pluie qu'elle produit et suivre sa trace. C'est ce que l'on a fait à Albertville au moment des Jeux olympiques et c'est ce que l'on fait chaque année à Roland-Garros au moment des Internationaux de France. »

Ces dispositifs permettent de mesurer les déplacements des perturbations, mais pas toujours de prédire dans le détail leur comportement. Ainsi, au Vaucluse, fut-il impossible de prévoir que le gros orage annoncé sur la région vauclusienne pendant des heures, avec ses terribles conséquences que l'on sait.

En dépit de ces difficultés, les météorologues ne désespèrent pas d'améliorer leurs prévisions. « Pour cela, disent-ils, il faut développer le réseau de stations météorologiques en France et disposer de puissantes moyens de calcul. »

C'est ce que font aujourd'hui les Américains, avec le réseau Nextrad, pour prévenir les effets dévastateurs des fameux flash-floods, ces inondations extrêmement brutales, relativement fréquentes, qui frappent certaines régions des États-Unis. Des progrès sont donc attendus. « Mais même ainsi, il ne faut guère espérer anticiper plus sur l'événement. Porter à quelques heures les délais de prévision pour une zone très localisée est, pour le moment, utopique », estime un spécialiste. Il est même si l'on en était capable, la prévision de telles catastrophes resterait extrêmement difficile, car il faut alors entrer en jeu, comme la météo des sols, la

hydrologie concernée, et les modifications apportées par l'homme à l'environnement.

Une opinion qui partage les hydrologues et les spécialistes des crues. « Certes, en cas de défilé exceptionnel, il n'est pas de prévoir une montée catastrophique des eaux. Lorsqu'il s'agit (comme dans le cas de Vaison-la-Romaine) de précipitations exceptionnelles, comme « normales », à l'échelle d'une décennie ou d'un siècle, il est pratiquement impossible de prévoir le comportement du bassin hydrologique », explique M. Philippe Mérot, hydrologue au département du sud de l'INRA de Rennes. Les prévisions sont trop subtiles, et les paramètres entrant en jeu si considérables que la modélisation est pratiquement impossible. À fortiori quand la région touchée est vaste.

D'autres part, poursuit M. Mérot, les aménagements fonciers peuvent entraîner une diminution de l'infiltrabilité des sols ; l'arasement des haies peut favoriser l'écoulement des eaux ; l'emploi répété d'engrais cultureux peut tasser le terrain. Si l'on ajoute à cela les effets d'une sécheresse de plusieurs années, qui modifie profondément le comportement des sols, on conçoit qu'aucun ordinateur ne soit, aujourd'hui, capable de prévoir pareille catastrophe.

J.-F. A. et Ca. V.

Deux bébés allemands sauvés des eaux

Vaison-la-Romaine
de notre envoyé spécial

Au camping du Moulin de César, en amont du pont Romain, à la confluence de l'Ouvèze et du Lauzon, le furie des eaux fait table rase. Ce site, naguère exotique et ombragé, n'est plus qu'une plaque d'égout, un cloaque. Il a fallu que certaines haies de cyprès résistent pour que quelques carcasses de voitures ou de caravanes viennent s'y échouer.

Les bâtiments de pierre du campement d'été, qui ont été rasés par l'inondation, sont réduits à l'état de débris. Les charnières de Vaison et gère le camping - sont également restées debout, coquilles vides de bois. Au ras des godaillottes du toit, c'est-à-dire au-dessus des fenêtres du premier étage, la ligne sombre laissée par l'inondation témoigne de son intensité. Cette marque de mieux que tout dans quel page infernal près de deux cents campeurs se sont trouvés engloutis.

Tandis qu'un camion-grue passe en ramorquant une benne immatriculée en Belgique, une femme foudroyée en larmes : « C'est la voiture de nos amis. Ils sont saufs, comme nous, parce que le jour du drame nous étions allés ensemble dîner au restaurant. Mais au retour, l'eau a continué à monter et les deux bébés, puis submergés. Je ne pourrai jamais oublier... »

A quelques mètres, un bambin blond jaspé en jouant avec un trousseau de clés. Il porte quelques traces de griffures sur le nez. Cette petite fille, Fran-

cesca, avec son frère Felix, sept mois, sont quasiment des miraculés. Même si c'est l'instinct de survie et la résistance exceptionnelle de leurs parents allemands qui les ont sauvés.

Une rage de forcenés

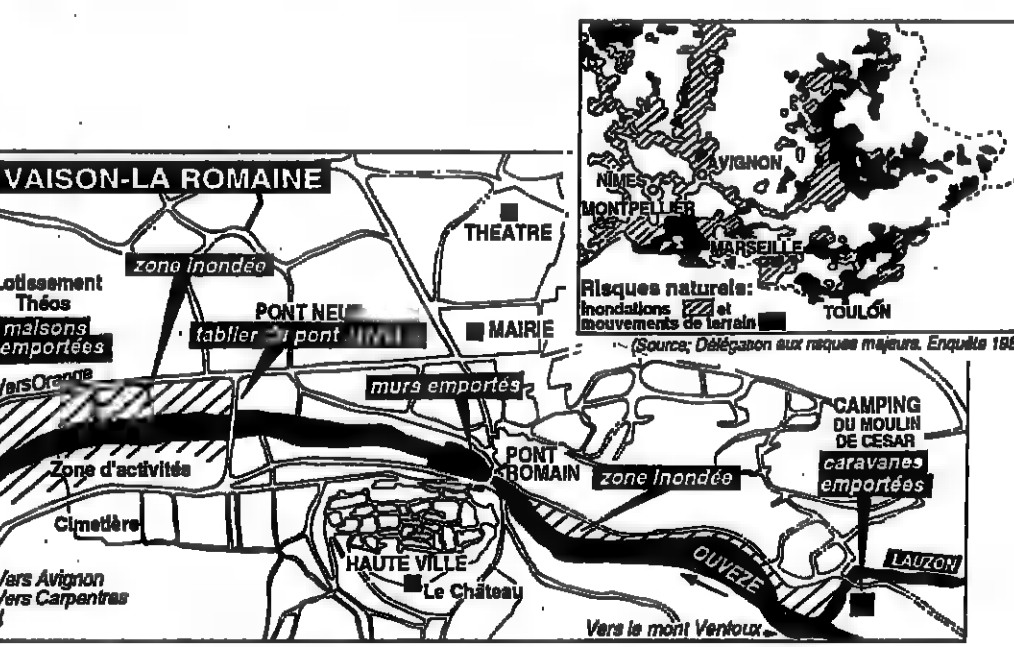
Les Rudolph viennent d'Helldorf, Thomas, trente ans, raconte leur terrifiante aventure. Au plus fort de l'événement, comme beaucoup d'autres campeurs, ils ont d'abord jugé préférable de rester à l'abri de leur camping-car Volkswagen. Et quand ils ont compris le danger il était trop tard : le niveau de l'eau inondait toute fuite à pied.

Prénant chacun un bébé, Thomas et son épouse se sont alors jetés à l'eau et, entravés dans leurs mouvements, ils ont nagé, comme des forcenés. Ils ont fini par atteindre un rideau de grands peupliers, à près de 50 mètres de leur véhicule. Là, avec la même rage, ils se sont accrochés à des branches et ont attendu. Lorsque, trois heures plus tard, un bateau à moteur mis à l'eau par un riverain intrépide - qui sauva peut-être aussi les douzaines de vies - réussit à les recueillir, les Rudolph tenaient toujours. En arrivant à l'hôpital de Vaison, le petit Felix, qui souffrait d'une hypothermie, avait perdu connaissance, mais très vite il put être réanimé.

Les Rudolph reviendront à Vaison. Ils y ont un couple de vrais amis, les Bernard, qui, deux jours durant, les ont recueillis dans leur maison du quartier Montagne. M. Bernard, viticulteur, et son épouse, sage-femme à l'hôpital de Vaison, ont perdu un couple d'amis dans la catastrophe et avaient bien besoin de vivre en embellie de fraternité.

R. B.

Des risques naturels pour 54 communes



Après la catastrophe qui avait frappé Nîmes le 3 octobre 1980, le secrétariat d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs avait fait établir une carte des régions sur lesquelles pèsent des menaces dues notamment à l'eau, à la neige ou à la géologie. Un rapport établi par cinq ingénieurs des ponts et chaussées qui accompagnaient ces cartes a été remis au secrétaire d'Etat le 23 mars 1982. Un an plus tard, une liste de cinquante-quatre agglomérations, grandes ou petites, menacées par le « concours de circonstances exceptionnelles » dans les départements méditerranéens a été rendue publique. Sont notamment recensées les probabilités de précipitations violentes localisées sur un bassin versant causant des ruissellements torrentiels, les possibilités d'écoulement insuffisantes en raison du manque d'infrastructures, la présence d'une urbanisation forte. En ce qui concerne le Vaucluse, le rapport avait noté que « les dégâts par ruissellements torrentiels sont a priori exclus, sauf peut-être à Apt et à Vaison-la-Romaine ». La loi de 1987 sur la sécurité civile et sur les risques naturels et technologiques dispose que les populations des zones exposées à de tels dangers doivent en être informées.

Concert au bénéfice des sinistrés de Vaison-la-Romaine. La chanteuse Barbara Hendricks donnera dimanche 27 septembre à 19 heures un concert exceptionnel au théâtre antique d'Orange en l'honneur des victimes des inondations. La cantatrice chantera le Requiem de Mozart, accompagnée par l'Orchestre lyrique de la région Avignon-Provence.

Au théâtre antique d'Orange, le 27 septembre à 19 heures. Prix des places : 100 F. Location, tél. : (16) 90-34-24-24 et 90-34-15-52.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

MÉTÉOROLOGIE

3

ÉCONOMIE

Tandis que la spéculation contre le franc reflue

Le chancelier Kohl affirme que le SME ne sera pas abandonné

Le franc retrouvait une certaine vigueur vendredi 25 septembre, après une nouvelle série d'interventions de la Banque de France et de la Bundesbank, la veille, sur les marchés des changes. L'annonce par la Suisse de la diminution de son taux d'escompte, ramené de 6,5 % à 6 %, contribuait aussi à apaiser les opérateurs des marchés financiers, qui espèrent toujours un assouplissement du crédit en Allemagne.

En France, le taux au jour le jour s'établissait toujours à 20 % vendredi matin. Dopé par la crise des changes en Europe, le yen a clôturé jeudi son plus haut niveau historique contre le dollar (120,25 yens pour un dollar), avant de refluer légèrement vendredi. Le marché du franc sur les marchés des changes,

amorcé mercredi 23 septembre avec l'annonce de l'appui inconditionnel de la Banque fédérale d'Allemagne et l'abandon des taux d'intérêt sur le place de Paris, porté à plus de 20 % au jour le jour et à 35 % à 40 % sur le semaine, s'est poursuivi jeudi 24 et vendredi 25, dans une atmosphère beaucoup plus calme. Le cours du deutschemark est retombé à 3,42 francs le moins de 3,40 francs, revenant même à 3,38 francs vendredi matin. Intervenant devant le Parlement allemand, vendredi 25 septembre, le chancelier Helmut Kohl a déclaré que la parité entre le franc et le mark ne serait pas modifiée et que les récentes turbulences sur les marchés des changes ne signifiaient pas que le SME (système monétaire européen) doit être abandonné.

La Bundesbank a fait connaître publiquement, à plusieurs reprises, qu'elle achetait du franc au-dessus de son cours plancher. Les quantités achetées ont sans doute été assez réduites. L'effet d'annonce étant suffisant face à la détermination des deux banques centrales et au niveau très élevé des taux d'intérêt à court terme, la spéculation se décourage. Les ventes de francs au comptant ont encore été enregistrées, provenant, dit-on, d'investisseurs étrangers achevant de se désengager. Désormais, les marchés ont les yeux fixés sur le 2 octobre, date à laquelle se réunira le conseil d'administration de la Bundesbank, dont le monde entier attend une baisse des taux, sans aucune certitude toutefois. La suspense continue.

FRANÇOIS RENARD

BILLET

Les administrations centrales au pied du mur

Les administrations centrales ont beau leur force d'inertie, elles retrouvent aujourd'hui au pied du mur. M. Pierre Bérégovoy, en effet, a décidé, le 11 septembre, de réorganiser les ministères de l'État. Une circulaire précise les modalités concrètes des plans de réorganisation de leurs services, qu'ils sont invités à préparer d'ici au 31 octobre (à l'exception du 3 juillet).

Pour la première fois depuis la loi de décentralisation, les ministères sont invités à livrer à l'opération des missions et à répartir les missions de l'État entre les services ministériels et l'administration déconcentrée. Il est entendu qu'en vertu de la loi de décentralisation, les ministères ne doivent pas remplir que des missions de conception, d'impulsion et d'évaluation des politiques. L'administration déconcentrée ou régionale, pour sa part, responsable de leur application.

Certes, cette réorganisation n'est pas neuve. Michel Rocard premier ministre l'avait déjà suggérée en avril 1991, lors d'un séminaire intergouvernemental consacré au «renouveau de l'administration publique». Mais cette fois-ci, les ministères ne pourront plus reculer, car la circulaire est parvenue à M. Bérégovoy prévoit une méthodologie plus stricte.

Chaque ministère devra d'abord présenter l'ensemble des attributions exercées par ses directions centrales en précisant les moyens humains et financiers qui y sont affectés. Si le maintien d'une mission en administration centrale est demandé, il conviendra de préciser le fondement sur lequel s'appuie cette proposition. Et pour chaque attribution dont la déconcentration est proposée, devront être précisés le calendrier, les transferts de moyens. Au passage, les ministères sont invités à supprimer les organismes «d'interface» ou «d'interface».

Les copies seront ensuite adressées pour examen aux ministères de la fonction publique, de l'intérieur et du budget. Pour M. Michel Delebarre, ministre de l'Intérieur, la loi de décentralisation, l'insertion dans la continuité. N'était-il pas clair, en qualité de ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire du précédent gouvernement, le grand ordonnateur de la politique de «délocalisation» d'organismes publics?

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

COMMUNICATION

Rupture de contrat avec le CIC

Débuts difficiles pour le parrainage sur Arte

Les banques du groupe CIC ont décliné. Le communiqué annonçant leur refus de parrainer pendant un an le programme était prêt, mercredi 23 septembre, à la diffusion. Mais elles ont été avisées que l'opération était annulée. L'assemblée générale du GIE Arte - pour des raisons mal expliquées - a estimé qu'il n'était pas «judicieux» que le nouveau logo du groupe CIC ponctue le début et la fin de l'antenne d'Arte ainsi qu'un certain nombre de programmes, et ce dès le 28 septembre, date de l'inauguration du réseau de l'ex-Cinq. «Mieux vaut attendre que la chaîne soit rodée», affirme M. Olivier-René Veillon, directeur de la communication, des affaires commerciales et du développement du SEPT. Le CIC étudie les suites qu'il convient de donner sur le plan judiciaire à cette rupture de contrat.

L'Allemagne sous les reproches

Suite de la première page

On s'explique mal les réactions outre-Rhin et on ne comprend pas les attitudes de la Bundesbank si on n'a pas à l'esprit que les Allemands nomment leur «culture de la stabilité» et dont ils sont intimement imprégnés. Cette «culture» a comme point de départ leur hantise de l'inflation et elle conduit à placer la défense de la monnaie dans les mains de la banque centrale protégée des influences laïques par un statut qui garantit son indépendance (1).

Cela n'impose pas d'adorer la «rigueur», comme beaucoup le croient en France, à tort. Par nombre de socialistes. Sinon comment croire un jour que la «rigueur» puisse être à la portée de tous? Comment expliquer que le «modèle allemand» se conjugue fort bien avec les salaires les plus élevés d'Europe? On confond tout en France sous ce mot de «rigueur», tandis que les Allemands veillent jalousement à un partage des genres: la politique budgétaire dépend de l'État et des Länder, la politique sociale dépend des partenaires sociaux, et la politique économique d'une banque centrale indépendante. Chacun chez soi, même si évidemment chacun tient compte des décisions du voisin.

Ne pas dépasser les limites

Ainsi, indépendante, la Banque fédérale d'Allemagne agit «dans le but de sauvegarder la monnaie» (article 1 de ses statuts). Tous les autres objectifs, comme celui de «soutenir la politique économique du gouvernement» (article 12), lui ne sont d'ailleurs recevables que dans la mesure où ils ne portent pas préjudice au premier. Depuis sa création en 1948, la Bundesbank a repoussé les tentatives de pressions des politiciens, tout comme elle s'est bien gardée de toucher sur leurs terres. Ne pas dépasser ses limites: surveiller le mark, rien de plus, rien de moins. La population allemande lui est redevable d'avoir accompli cette tâche avec brio.

Financière avant des idées d'entreprise. Les idées d'entreprise ont particulièrement pesé sur la politique d'automne, mais l'INSEE dans sa dernière enquête sur le climat de conjonction, publié jeudi 24 septembre. Les jugements sur l'économie se sont dégradés. L'été. Les perspectives sont jugées incertaines. Les commandes déclinées.

cadre et compréhensible par tous sous ce nom de «culture de la stabilité».

En 1979, la création du système monétaire européen (SME) a donné à la Bundesbank, comme aux autres banques centrales, un devoir supplémentaire: celui d'intervenir sur les marchés des changes dès lors que le cours d'une monnaie européenne s'éloignait trop d'un cours pivot vis-à-vis des autres. Ce pivot est fixé par les gouvernements puisque les taux de change des monnaies sont, même en Allemagne, de leur responsabilité. Mais ce devoir d'intervention, européen, est second. La Bundesbank se mettrait dans l'illégalité si elle inversait les priorités et elle serait, en outre, très mal jugée par les Allemands. Cela signifie que la Bundesbank n'est pas opposée au principe du SME ou d'un régime de changes semi-fixes. Mais à la condition expresse de ne pas subir de préjudice. Or c'est ce qui s'est passé du fait de la conjonction de deux événements.

Le premier est le changement progressif d'objectif du SME. Il était une zone de changes flexibles autour de pivots ajustés dès que nécessaire. Depuis 1987, les gouvernements utilisent pour s'écarter du mark afin de se contraindre à prendre des mesures conjuguées de stabilisation des monnaies (c'est la stratégie appelée en France «dévaluation compétitive»). Du coup, les réajustements des courants pivots sont interdits. Le mark est devenu une «ancre». Il est chargé d'un rôle international que la Buba, qui craint des répercussions, n'a jamais voulu accepter.

Tout s'est bien passé avec la France, l'Italie et les autres pays. L'inflation a été de beaucoup celle de l'Allemagne, c'est-à-dire que la lire s'est perdue et a été remplacée par le rapport au mark. D'où les nombreux touristes italiens en Allemagne et en France et ces millions qui viennent acheter leurs chaussures à Munich! La Grande-Bretagne n'est, elle, entrée qu'en 1990 dans le SME, mais à un niveau de la livre qui n'est pas soutenable. De sorte que le SME a été contraint de réajuster les cours ne correspondant plus aux valeurs des économies.

Le second événement est bien évidemment la réunification allemande, qui recrée le pays sur ses propres problèmes, provoque de l'inflation et force la Bundesbank à monter par six fois ses taux en deux ans. Inévitablement, le mark est poussé vers le haut. Cette escalade est critiquée à l'extérieur puisque tous les partenaires du SME doivent la suivre en dénotant les taux «anormaux» qui bloquent leur reprise économique.

Elle est, en revanche, approuvée par la population allemande, même si quelques économistes pensent que le réajustement de l'inflation est en cours et qu'il est devenu possible de défendre un peu le loyer de l'argent.

Le recul du dollar, toujours profitable au mark, et le référendum en France ont allumé la mèche à la fin des vacances. Début septembre (sans doute avant), la Bundesbank demandait aux gouvernements de réajuster les cours du SME, pour éviter la crise. Elle s'est vu opposer un refus. D'abord parce que cela eût remis en cause le rôle du SME dans la stratégie de «dévaluation compétitive». Ensuite et surtout parce que le moment était mal choisi à quelques jours du référendum français. Pour les gouvernements, la seule solution permettant d'arrêter les spéculateurs est de défendre les taux allemands.

Deux poids deux mesures

L'attaque commence sur la lire. La Bundesbank jette 24 milliards de marks dans la bataille au cours de la semaine du 7 septembre. Elle est seule avec la Banque d'Italie. Le SME est ainsi fait que la monnaie «à haut» défend celle «à bas», tandis que les autres banques centrales regardent faire. Tous les marchés dépendent maintenant du marché allemand. L'afflux de capitaux y fait baisser les taux d'intérêt à court terme (devenus négatifs à certains moments) alors que la Bundesbank essaie au contraire de les maintenir élevés. En clair, la défense des autres monnaies porte préjudice à celle du mark, estime-t-elle.

Pendant le week-end des 12 et 13 septembre, la Buba a fait la lire soit dévaluée, mais elle doit faire un geste et annoncer, le lundi, une baisse de ses taux. Ce geste dénotant d'explication par une situation de «dévaluation compétitive». Mais le message ne passe pas: l'opération est interprétée comme une mise de genou à terre devant les pressions politiques. Le directeur reçoit une volée de bois vert dans la presse allemande (le «Monatsspiegel» du 14 septembre). De leur côté, les spéculateurs pressent qu'ils ont fait trembler le temple et ils redoublent d'efforts.

M. Helmut Schlesinger, le président de la Bundesbank, estime, dans des propos maladroits et démentis, que le réajustement n'était pas suffisant. C'est ce qu'il a déclaré. On ne le saura pas. Mais par la suite, la banque de Francfort intervient avec moins de conviction: l'Italie et la Grande-Bretagne doivent se mettre en congé du SME. A l'inverse, elle court défendre le franc dont le cours reflue bien, à ses yeux, le bon état de l'économie française.

Pourquoi deux poids deux mesures? Parce que les monnaies ne peuvent se rapprocher que si les économies le sont assez. Sinon, il faut les réajuster régulièrement en fonction.

«différentiels» d'inflation. Le SME ne peut pas retarder longtemps, encore moins interdire, les dévaluations indispensables. On ne peut exiger de la Bundesbank qu'elle défende l'indéfinissable sans lui demander de déroger à sa tâche prioritaire vis-à-vis du mark. Pour la même raison, on ne peut réclamer une baisse de ses taux d'intérêt pour ses missions internationales. Les taux baisseront lorsque les conditions internes le permettront.

Certains économistes pensent que cela pourrait venir assez vite: la hausse des prix en septembre ne serait que de 0,1 %, et les dévaluations en Europe vont abaisser les prix des produits importés. Deux facteurs positifs. Mais le piège est qu'aujourd'hui toute baisse serait interprétée à nouveau comme une soumission aux pressions extérieures. La Bundesbank ne peut pas se le permettre. Elle s'est fait coïncider dans un SME où ses responsabilités externes sont entrées en conflit avec ses responsabilités internes. Loin d'avoir été «égale et arrogante», elle a choisi conformément à ses statuts, du moins tels qu'elle les interprète. Il est vain d'espérer qu'elle change. Tous les Allemands s'y opposeraient.

De là une question: le SME peut-il tenir pendant les cinq ou sept longues années qui nous séparent de la monnaie unique en 1999? Bon et Francfort, le pensent. Pourtant, il est logique de penser que l'Espagne et le Portugal seront exclus demain, comme la Grande-Bretagne et l'Italie aujourd'hui. L'Europe méditerranéenne sera exclue à cinq. Le schéma correspond bien avec la «culture de stabilité» allemande. Il a la faveur de nombreux journaux, qui critiquent le côté inflationniste de l'Allemagne, la France) avec de moins bons. M. Karl-Otto Pöhl, le président patron de la Buba, proclame carrément l'abandon du SME et du traité de Maastricht au profit d'un passage rapide à la monnaie unique des «cinq»: Allemagne, France et Benelux. Les autres attendront l'entrée d'avoir mis leur économie en ordre. Maastricht doit être un club des pauvres.

L'idée en a été écartée lors des débats qui ont précédé la rencontre de Maastricht. Mais elle ne manque pas d'atouts. Faut-il y revenir, même si cela paraît juridiquement difficile? Bon comme Paris ont répondu par la négative jeudi 14 septembre, indiquant qu'il ne saurait y avoir une Europe des riches et une Europe des pauvres.

Reste à réformer le SME pour essayer de rendre compatibles les intérêts nationaux et internationaux de la Bundesbank. Cela ne peut se faire que par l'adoption d'une monnaie commune. La responsabilité monétaire ne se partage pas, répète-t-on à Francfort. Elle appartient à la Buba. Les moyens ne

manquent pas (renforcement du FIECOM, mise en commun de réserves de devises...), mais tous impliquent que les Allemands comprennent que la meilleure défense de leur stabilité monétaire passe désormais par l'exportation de leur «culture». Cela imposera d'accepter dans le club quelques imparfaits.

Dans l'autre sens, les partenaires de l'Allemagne doivent reconnaître, une bonne fois et clairement, qu'ils ont fait le choix à Maastricht d'une banque centrale indépendante et de la priorité donnée à la lutte contre l'inflation sur la «règle». Les gouvernements en France et en Grande-Bretagne restent, à cet égard, extrêmement ambigus. Le débat sur le référendum a montré que les Français étaient à cent lieues de comprendre ce que la stabilité monétaire veut dire. A chacun de faire un pas. Mais aujourd'hui on ne peut pas dire que les opinions publiques, en Allemagne comme chez les partenaires de ce pays, semblent prêtes à changer de «culture».

ÉRIC LE BOUCHER

(1) Lutte contre l'inflation et défense de la monnaie sont en fait la même chose. La hausse des prix, en effet, fait perdre de la valeur à la monnaie puisqu'on obtient moins de produits avec la même somme. Obtenir moins d'inflation signifie défendre la monnaie.

Après l'Espagne et le Portugal

L'Irlande renforce le contrôle des changes

La Banque d'Irlande a annoncé, jeudi 24 septembre, un renforcement du contrôle des changes afin de défendre la livre irlandaise (la punt). Ces mesures touchent tous les échanges de devises entre résidents et étrangers, qui dorénavant obtiendront l'agrément de la banque centrale d'Irlande. Les banques commerciales ne pourront donc plus monter des devises à l'étranger pour leurs clients étrangers.

Après le renforcement du contrôle des changes, le 25 septembre, et une décision prise jeudi par la banque du Portugal, l'Irlande utilise à son tour la dérogation dont elle bénéficie (avec le Portugal et la Grèce) aux accords sur la libre circulation des capitaux dans la CEE. Outre une première phase de libéralisation réalisée le 1^{er} juillet 1990 dans huit pays de la Communauté, les accords prévoyaient la suppression totale des mesures de contrôle des changes pour le marché unique du 1^{er} janvier 1993 et des mesures spéciales jusqu'en 1995 pour certains pays.

Contre «l'aggravation des conditions de travail»

Les journalistes de France 3 ont déposé un préavis de grève

Trois syndicats de journalistes de France 3, le SNU, le SNU-CGT et la CGC, ont déposé un préavis de grève à partir du lundi 28 septembre, jour où Christine Ockrent inaugurera le nouveau journal de la chaîne, le «Soir 3».

Il y a une semaine, les personnels techniques et administratifs (PTA) de la rédaction nationale et les journalistes de Paris-Île-de-France appelaient à la grève, le 28 septembre, pour protester contre «l'aggravation des conditions de travail». Dans une contrainte, les trois syndicats soutiennent les nouveaux projets d'information, «en particulier la nouvelle formule du «Soir 3».

(celle de Christine Ockrent), mais «regretent que les moyens humains et matériels ne soient pas à la hauteur des ambitions».

Les journalistes de l'Île de France, qui est la formule du «19-20», qui est la formule du «19-20», ne soit apparue par les nouveaux projets.

Ils demandent «que la direction leur donne les moyens humains et matériels pour atteindre les objectifs fixés, sans modifier les conditions de travail». Les syndicats dénoncent aussi «la persistance de disparités salariales inacceptables» entre les deux chaînes.

Transparence publicitaire

Les annonceurs proposent une charte

Le projet de loi dit «Sapin» sur la transparence des activités économiques, dont le rapporteur à l'Assemblée nationale sera M. Yves Durand (PS, Nord), a déjà suscité de multiples réactions dans les milieux de la publicité. Sont en jeu, notamment, la rémunération des agences et centres d'achat, les liens entre médias et annonceurs. Ces derniers, par la voix de l'Union des annonceurs, ont approuvé les principes de la loi Sapin. Ils proposent de proposer à leurs interlocuteurs une «charte de la transparence» en dix points. Cette charte prévoit, comme la loi, la publicité des barèmes de vente d'espaces, une facturation exhaustive, des contrats écrits, des mandataires (les intermédiaires) rémunérés normalement par leurs seuls mandants (les annonceurs). Elle ajoute une disposition - les supports publicitaires des dépressés par mandataires - qui encouragerait le recours aux intermédiaires.



COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 1992

Le Conseil d'Administration de LYONNAISE DES EAUX DUMEZ, réuni sous la présidence de M. Jean-Marie Monod le 23 septembre 1992 a examiné les comptes consolidés au 30 juin 1992.

Pour le Groupe, le premier semestre de l'exercice 1992 se caractérise par une augmentation de 14,1 % du chiffre d'affaires, qui s'élève à 44.769 MF (contre 39.226 MF au premier semestre 1991).

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en MF)			
	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1992	Variation (en %)
Eau, services et holding	12.509	15.835	+26,6 %
Aménagement et construction	15.838	19.530	+22,6 %
Distribution	5.682	4.765	-16,1 %
Affaires industrielles, immobilières et financières	5.097	4.631	-9,1 %
TOTAL	39.226	44.769	+14,1 %

L'analyse du compte de résultat fait apparaître :

- une augmentation sensible du résultat d'exploitation (+36,8 %) qui s'explique par une bonne activité et une maîtrise satisfaisante des charges,
- le poids accru des charges financières lié à des effets de change,
- un résultat courant en hausse de près de 20 %,
- un résultat des opérations exceptionnelles en baisse de 12 % compte tenu des moindres désinvestissements au premier semestre 1992 par rapport à la période équivalente de 1991.

Le résultat net a augmenté de 22,4 % (607 MF contre 496 MF au premier semestre 1991) et une progression de 11 % pour la part revenant au Groupe.

Cette évolution relative plus s'explique essentiellement par le poids du secteur immobilier de DUMEZ qui est supporté intégralement par le Groupe depuis la prise de contrôle de la totalité du capital de VALINCO au deuxième semestre 1991.

VENTILATION DU RESULTAT, PART DU GROUPE (en MF)		
	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1992
Eau, services et holding	657	600,4
Aménagement et construction	- 3,6	- 30,2
Distribution	- 28,7	- 25,7
Affaires industrielles, immobilières et financières	92,7	174,5
TOTAL	697	711

L'activité et les résultats du second semestre continueront d'être affectés par la situation médiocre dans le bâtiment et les travaux publics, la crise immobilière et les effets de change. Pour l'ensemble de l'année, l'objectif de progression du résultat consolidé (part du Groupe) par rapport à celui de 1991 est maintenu.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en MF)

	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1992	Variation en %
Chiffre d'affaires	39.226	44.769	+14,1 %
Résultat d'exploitation	837	1.144	+36,8 %
Résultat financier	-290	-500	-72,6 %
Résultat courant	569	682	+20 %
Résultat exceptionnel	714	629	-12 %
Impôts sur les sociétés	-519	-381	NS
Sociétés mises en équivalence	75	150	NS
Résultat net :			
- avant amortissement des survalues	785	985	+25,4 %
- après amortissement des survalues	659	807	+22,4 %
Résultat net (part du Groupe)	697	711	+2 %

Les résultats opérationnels du secteur Eau, services et holding progressent de façon régulière et satisfaisante, notamment dans l'eau et la propriété. La moindre importance des plus-values réalisées au premier semestre 1992 par rapport à celles du premier semestre 1991 explique la réduction apparente de la contribution totale de ce secteur.

Le recul du résultat du secteur aménagement et construction s'explique par les difficultés de la conjoncture dans le BTP, qui affecte les principales sociétés du Groupe.

Au sein des autres activités, le pôle immobilier a dégagé des résultats fortement négatifs qui ont pu être compensés par les contributions des activités industrielles et financières et éléments exceptionnels.

Eridania Béghin-Say

Groupe Ferruzzi

Une augmentation des résultats semestriels qui concrétise la réorganisation du groupe

Le Conseil d'Administration réuni le 23 septembre 1992 sous la présidence de Monsieur Jean-Marc VERNES a approuvé les comptes consolidés pour le premier semestre 1992.

Les principales données se résument ainsi :

(en millions de francs)	30 juin 1992	30 juin 1991	Variation en %
Chiffre d'affaires	24.087	19.727	+22
Résultat d'exploitation	1.668	1.348	+24
Résultat courant			
avant impôts	974		+13
Résultat net			
(part du groupe)	572	464	+23
Capitaux propres			
de l'ensemble	16.167	9.489	
Endettement financier net	13.396		

Les données consolidées du premier semestre 1992 tiennent compte des sociétés nouvellement entrées en consolidation du fait :

- de l'apport partiel d'actifs réalisé en mai 1992 pour un montant de 7,2 milliards de francs : activité sucrière en Italie, 30 % du groupe Ceresar et autres actifs financiers ;
- des nouvelles acquisitions réalisées depuis juillet 1991 concernant principalement : Sucreries hongroises, Eridania Lievito, Biscor, groupe Ducros, Continental Grain Italie, NMR et CanAmara.

La progression de 22 % du chiffre d'affaires, et celle de 24 % du résultat d'exploitation proviennent essentiellement de la branche "Grand Public" (+14 % et +15 % respectivement) et de la branche "Grand Public" (+5 % et +1 %), ces deux branches étant celles qui ont été les plus influencées par l'impact des sociétés nouvellement entrées en consolidation.

Les autres activités d'activités enregistrées résultats satisfaisants, en particulier les secteurs "Amidon" et "Trituration et Raffinage" qui ont en augmentation par rapport au premier semestre précédent.

Le rapport dettes sur capitaux propres, calculé à partir du fonds de roulement net, s'établit à 0,83 au 30 juin 1992 contre 0,81 au 30 juin 1991. Cette nette amélioration traduit l'effet de l'apport partiel d'actifs, malgré l'impact des acquisitions et des consolidations au 30 juin 1992 y compris l'endettement repris (soit au total 3,7 milliards de francs environ). Après conversion de l'emprunt obligataire, le rapport s'établit à 0,63 au 30 juin 1992.

Les résultats du premier semestre permettent d'envisager une progression équivalente pour l'ensemble de l'année en termes de résultat net du groupe.

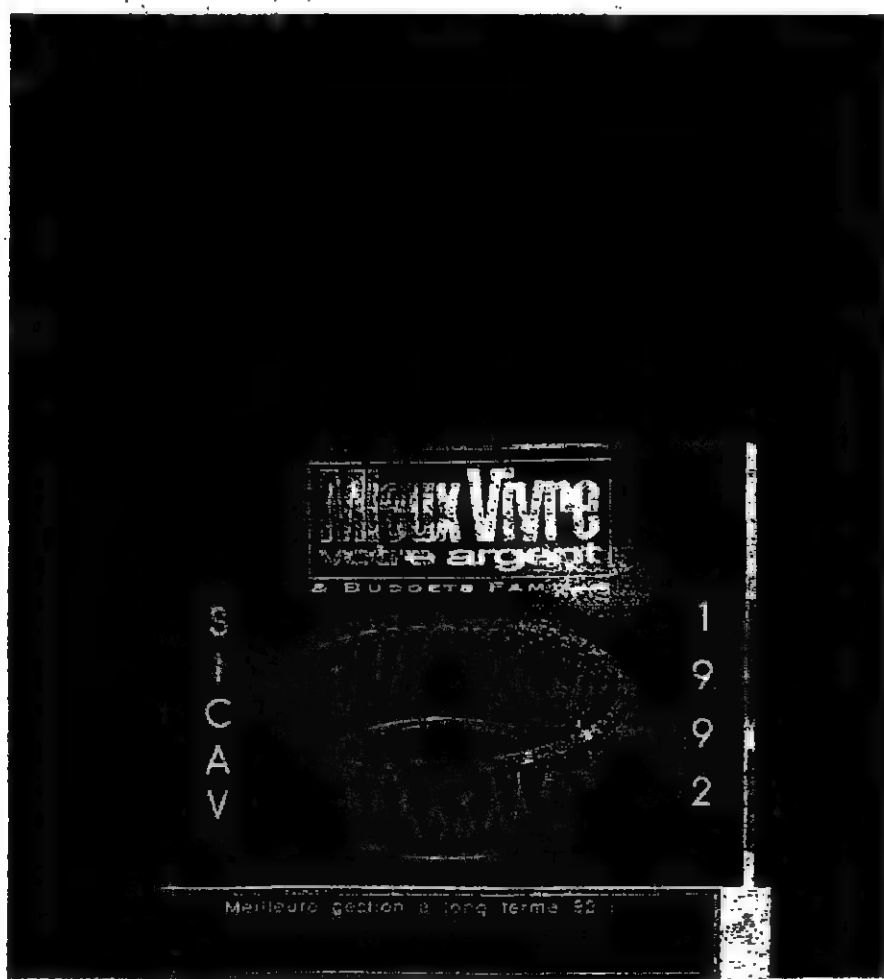
141 000 LECTEURS du Monde exercent une PROFESSION LIBÉRALE. Le Monde est leur premier titre d'information.

(IPSOS 92)

a/ Sachant que la BNP vient de recevoir le premier prix pour la gestion de ses SICAV sur 5 ans;

b/ Sachant que le PEA est un produit de placement à long terme;

Dans quelle banque allez-vous souscrire vos SICAV PEA?



Parmi les premières depuis plusieurs années, la gestion des SICAV BNP aujourd'hui reconnue comme la meilleure de toutes sur le long terme. Le magazine Mieux Vivre vient en effet de décerner à la BNP le Premier Prix pour la gestion

de ses SICAV actions et obligataires sur 5 ans. Compétence et Technicité de ses gestionnaires, des qualités dont un million d'épargnants ont déjà bénéficié ! Vous savez maintenant où vous devez souscrire votre PEA.



TOUT QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER

La corbeille Mieux Vivre remise à la BNP par Monsieur Michel Sapin, Ministre de l'Economie et des Finances.

VIE DES ENTREPRISES

En s'alliant au britannique Inchcape

Peugeot tente d'enrayer la baisse de ses ventes au Japon

Peugeot réforme son réseau de distribution au Japon. Le constructeur français vient de racheter le britannique Inchcape, numéro un mondial des distributeurs automobiles indépendants, pour l'importation et la commercialisation de véhicules au Japon. Cette association prendra la forme d'une commune nouvelle à Paris.

La nouvelle structure, dont la création a été annoncée à Paris jeudi 24 septembre, reprendra les activités de Peugeot Japon et de la partie des 170 points de vente de Peugeot en France avec d'autres constructeurs (en particulier Renault et Suzuki). Peugeot entend profiter de la bonne implantation de Inchcape au Japon. Le britannique, avec ses 170 points de vente, emploie 38 salariés, emploie 1 000 personnes sur l'archipel nippon.

La mise à l'échelle des 40 millions de francs pour acheter deux partenaires, Inchcape et Peugeot, a permis de réduire le nombre de points de vente de Peugeot au Japon de 170 à 100.

Les objectifs sont ambitieux : Peugeot espère vendre 4 000 véhicules en 1992, contre 3 000 en 1991. Le constructeur français prévoit de vendre 5 000 véhicules en 1993. Le constructeur japonais prévoit de vendre 5 000 véhicules en 1993. Le constructeur japonais prévoit de vendre 5 000 véhicules en 1993.

Les résultats enregistrés en 1991, pour les ventes de véhicules japonais, ont été de 3 000 véhicules, contre 2 000 en 1990.

Le marché automobile nippon connaît actuellement une récession assez forte, mais la part des véhicules importés (même hors réimportation de véhicules japonais) est, elle, en progression. Dans ces importations, la part du constructeur français est revenue, en 1991, à son niveau de 1988 (1,6 %), alors qu'elle représentait 3,5 % des ventes japonaises en 1987.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

Le groupe ROL va supprimer 248 emplois. Le groupe ROL (Rougeur-Océan-Landex) dont le siège est à Niort (Deux-Sèvres) envisage de supprimer 248 emplois. Spécialiste dans la fabrication de produits en plastique, le groupe ROL prévoit de supprimer 248 emplois. Le groupe ROL prévoit de supprimer 248 emplois.

Le groupe ROL va supprimer 248 emplois. Le groupe ROL (Rougeur-Océan-Landex) dont le siège est à Niort (Deux-Sèvres) envisage de supprimer 248 emplois. Spécialiste dans la fabrication de produits en plastique, le groupe ROL prévoit de supprimer 248 emplois.

de vodka aux Etats-Unis portant 1,2 milliard de dollars (6 milliards de francs) sur dix ans. Cet accord prolonge la coopération entre les deux firmes, amorcée en 1972, précise Interfax. PepsiCo importe de la vodka et livre en échange des concentrés permettant la fabrication de Pepsi-Cola par des usines russes, ainsi que des équipements pour les usines de vodka et de liqueurs. Depuis vingt ans, PepsiCo a importé en moyenne 13 millions de litres de vodka par an. En 1992, le volume pourrait cependant être moins important en raison des difficultés que connaît la Russie.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 24 septembre 1992 :

UN DÉCRET
N° 92-1015 du 23 septembre 1992 modifiant le code de la sécurité sociale (3^e partie : décrets) et relatif à la réorganisation des allocations de logement.
DES ARRÊTÉS
N° 17 septembre 1992 modifiant l'arrêté du 19 août 1992 relatif à la procédure d'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités (année 1993).
N° 23 septembre 1992 revalorisant les plafonds de loyer à prendre en considération pour le calcul des allocations de logement.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 25 septembre 1992 :

UNE LOI
N° 92-1017 du 24 septembre 1992 autorisant la ratification du Traité sur l'Union européenne.
DES DÉCRETS
N° 92-1019 du 21 septembre 1992 portant publication du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, fait à Washington, Londres et Moscou le 1^{er} juillet 1968 ;
N° 92-1025 du 17 septembre 1992 relatif aux marchés financiers et modifiant le code des marchés publics.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lemaire, président directeur de la publication
Benoît Frémont, directeur de la rédaction
Jacques Gault, directeur de la gestion
Marcel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Coudaneau, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Anselme, Jacques Anselme, Thomas Fauriol, Philippe Hervani, Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty, Jacques Fauriol, André Laurens (1982-1991), André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 18, RUE DE LA HARPE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-45-25-25
Télécopieur : 40-45-25-25
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 92082 NANTY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-30-10

TACOTAC
Ligne spécialisée en taxis et transports
L.N. 387 670 000 400 000 F

TOUS LES BILLETS DE TRAVAILANT PAR	
87 670	40 000 F
7 670	4 000 F
670	400 F
70	40 F
0	10 F

DATE LIMITE DE PAIEMENT DES BILLETS : 15 SEPTEMBRE 1992
39^e TRANCHE
TIRAGE DU 24 SEPTEMBRE 1992

PHI COMMUNICATION
« La communication financière »
« La meilleure agence de communication financière »

PHI Communication a été élue « la meilleure agence de communication financière » au Grand Prix des Agences de l'Année, lors du Top Com à Deauville le 19 septembre 1992.

Ce qui caractérise :

- La qualité d'une équipe.
- La qualité d'une clientèle exigeante et fidèle.
- La qualité des résultats.
- La qualité de la réflexion et de la création.

PHI Communication est présidée par Vincent LIGER-BELAIR.

PHI COMMUNICATION
220-224, boulevard Jean-Jaures - 92100 BOULOGNE
Tél. : 47-61-04-05

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 septembre

Incertain

Encore une séance sans réelle orientation à la Bourse de Paris dans un marché toujours aussi peu actif. Après une ouverture en hausse sensible, les valeurs françaises ont rapidement cédé du terrain pour s'inscrire en baisse avant de se redresser un peu. En hausse de 0,58 % en début de journée, l'indice CAC 40 affichait un niveau de 3 477,33 points, soit 0,22 % en début d'après-midi, un gain infime de 0,07 %.

La calme revenant peu à peu sur les marchés, les échanges après l'action concertée et « musclée » de l'Allemagne et de la France, les investisseurs sont soulagés. Et ce sont d'ailleurs des rachats de vendeurs à découvrir qui expliquent la petite hausse initiale. Mais les investisseurs retrouvent les préoccupations économiques qu'ils avaient oubliées tout à la fois le lendemain tranquille et la crise mondiale.

Les analyses constantes que l'activité économique est très faible au début de l'automne aux Etats-Unis, au Japon et en France. Les événements monétaires risquent de peser sur les résultats des sociétés qui, déjà, ne sont pas très brillantes pour le premier semestre. « La hausse du franc » est bien sûr un élément de confort, mais en dessous de 10 % et on verra, explique un professionnel, « l'incertitude » de ce côté, le marché reste dangereux, surtout si.

Parmi les titres à la baisse, on note la participation de la SFR (Société Française de Radiodiffusion) (-4,1 %), GAN (-4,0 %), Total (-3,4 %) et Havas (-2,9 %). En revanche, hausse de 4,3 % de la SFR de Thomson-CSF, de 1,9 % de Michelin et de 1,3 % de Imat.

NEW-YORK, 24 septembre

Progression modeste

Wall Street a modestement progressé jeudi 24 septembre, bénéficiant d'un transfert de capitaux du marché obligataire après une baisse des taux d'intérêt à long terme qui avaient nettement progressé depuis le début de la semaine. Au terme des transactions, l'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 287,87 points, en hausse de 9,18 points, soit un gain de 0,28 %.

L'activité a été calme avec quelque 187 millions d'actions changeant de mains. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses dans un rapport de neuf contre sept : 930 contre 782 ; 636 titres ont été inchangés.

Le recul des taux d'intérêt à long terme a été provoqué par la publication de nouvelles statistiques économiques montrant que la reprise reste molle aux Etats-Unis. La croissance annuelle du PIB a été de 2,8 % au deuxième trimestre avec une progression du produit intérieur brut (PIB) limité à 1,5 %, contre une première estimation de 1,4 %.

LONDRES, 24 septembre

Nette hausse

Les valeurs ont terminé en nette hausse jeudi 24 septembre au Stock Exchange, après la réévaluation par le premier ministre, M. John Major, qu'il n'y aurait pas de retour rapide de la livre dans le système monétaire européen (SME). Au terme des échanges, l'indice Footsie des valeurs européennes a clôturé en progression de 40,7 points, soit 1,5 % à 2 821,2 points. Le volume des transactions a été contrasté, passant de 731,1 millions de titres la veille à 866,6 millions.

Les déclarations de M. Major concernant le SME, faites lors d'une conférence de presse au Parlement britannique, ont également accentué les espoirs d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt britanniques.

TOKYO, 25 septembre

Recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette baisse vendredi 25 septembre à l'issue d'une séance torride. L'indice Nikkei a reculé de 215,19 points, soit 1,16 %, à 18 394,76 points, dans un volume de quelque 350 millions d'actions contre 270 millions jeudi.

Des primes de bénéfices et des ventes liées à l'indice ont pesé sur les cours avant le week-end. D'autre part, la semaine prochaine, les sociétés boursières leur comptent de premier semestre, ce qui commence à affecter le marché.

« Les affaires ont été plutôt ternes aujourd'hui. On pouvait attendre les nouvelles valeurs », a commenté Paul Righetto (Jardins Fleming). « Les fonds des institutions publiques qui devraient arriver sur le marché à partir de lundi soutiendront le coté, mais ils ne devraient pas pousser les cours à la hausse », a-t-il ajouté.

VALEURS	Cours de 24 sept.	Cours de 25 sept.
Agropur	1 380	1 380
Alcatel	1 380	1 380
Canal	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4451	4470	Imat	1000	1009
BAC	23 70	23 70	Imat Comp	135	135
Banque Paribas	880	885	I.P.M.	83	83
Banque Paribas	476	480	Locat	70	73 50
Banque Paribas	227	228	Mars Com	286 70	286 70
Banque Paribas	687	672	Mars	132	132
Banque Paribas	165	160	Philipp	440	440
Banque Paribas	180	180	Philipp	314	314
Banque Paribas	280	280 50	Philipp	182 10	182 10
Banque Paribas	1055	1055	Philipp	302	302
Banque Paribas	282	286	Philipp	447	447 50
Banque Paribas	88 40	87	Philipp	220	220
Banque Paribas	250	240	Philipp	281	280
Banque Paribas	1010	1020	Philipp	95	95
Banque Paribas	400	400	Philipp	788	780
Banque Paribas	1040	1035			
Banque Paribas	115	115			
Banque Paribas	115	115			
Banque Paribas	200	200			
Banque Paribas	185	182			
Banque Paribas	107 30	111			
Banque Paribas	46	46			
Banque Paribas	325	340			
Banque Paribas	180	184			
Banque Paribas	730	745			
Banque Paribas	182 10	182 10			
Banque Paribas	75 10	75			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ

MATIF

National 10 % - Cotation en pourcentage du 24 septembre 1992

Nombre de contrats estimés : 171 111

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	187,70	185,64	189,10
Précédent	186,04	185,70	189,10

Options sur national	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
PRIX D'EXERCICE	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92
100	1,56	2,18	1,00

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 16 061

COURS	Sept. 92	Oct. 92	Déc. 92
Dernier	1 832	1 852	1 884
Précédent	1 836	1 878	1 907,50

CHANGES

Dollar : 5,0110 F

Le dollar était en net recul vendredi à Paris, s'échangeant à 5,0110 F contre 5,0110 F la veille à la clôture. Le dollar vert se repliait également à Francfort à 1,4773 DM contre 1,4875 DM jeudi à la clôture. L'apaisement de la tempête monétaire au sein du SME semble affaiblir la devise américaine.

FRANCOFORT 24 sept. 25 sept.
Dollar (en DM) 1,4773 1,4775
Tokyo 24 sept. 25 sept.
Dollar (en yen) 163,13 163,15

MARCHÉ MONÉTAIRE

Basis (25 sept.) 15-17 %
New York (24 sept.) 3 1/8 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
5,0141	5,0175	5,0225	5,1175	5,1225
5,1600	5,1635	5,1685	5,2255	5,2305
5,3650	5,3680	5,3730	5,4360	5,4410
5,6200	5,6265	5,6315	5,6965	5,7015
5,9550	5,9595	5,9645	6,0195	6,0245
6,3100	6,3195	6,3245	6,3795	6,3845
6,7100	6,7195	6,7245	6,7795	6,7845
7,1100	7,1195	7,1245	7,1795	7,1845
7,5100	7,5195	7,5245	7,5795	7,5845
7,9100	7,9195	7,9245	7,9795	7,9845
8,3100	8,3195	8,3245	8,3795	8,3845
8,7100	8,7195	8,7245	8,7795	8,7845
9,1100	9,1195	9,1245	9,1795	9,1845
9,5100	9,5195	9,5245	9,5795	9,5845
9,9100	9,9195	9,9245	9,9795	9,9845
10,3100	10,3195	10,3245	10,3795	10,3845
10,7100	10,7195	10,7245	10,7795	10,7845
11,1100	11,1195	11,1245	11,1795	11,1845
11,5100	11,5195	11,5245	11,5795	11,5845
11,9100	11,9195	11,9245	11,9795	11,9845
12,3100	12,3195	12,3245	12,3795	12,3845
12,7100	12,7195	12,7245	12,7795	12,7845
13,1100	13,1195	13,1245	13,1795	13,1845
13,5100	13,5195	13,5245	13,5795	13,5845
13,9100	13,9195	13,9245	13,9795	13,9845
14,3100	14,3195	14,3245	14,3795	14,3845
14,7100	14,7195	14,7245	14,7795	14,7845
15,1100	15,1195	15,1245	15,1795	15,1845
15,5100	15,5195	15,5245	15,5795	15,5845
15,9100	15,9195	15,9245	15,9795	15,9845
16,3100	16,3195	16,3245	16,3795	16,3845
16,7100	16,7195	16,7245	16,7795	16,7845
17,1100	17,1195	17,1245	17,1795	17,1845
17,5100	17,5195	17,5245	17,5795	17,5845
17,9100	17,9195	17,9245	17,9795	17,9845
18,3100	18,3195	18,3245	18,3795	18,3845
18,7100	18,7195	18,7245	18,7795	18,7845
19,1100	19,1195	19,1245	19,1795	19,1845
19,5100	19,5195	19,5245	19,5795	19,5845
19,9100	19,9195	19,9245	19,9795	19,9845
20,3100	20,3195	20,3245	20,3795	20,3845
20,7100	20,7195	20,7245	20,7795	20,7845
21,1100	21,1195	21,1245	21,1795	21,1845
21,5100	21,5195	21,5245	21,5795	21,5845
21,9100	21,9195	21,9245	21,9795	21,9845
22,3100	22,3195	22,3245	22,3795	22,3845
22,7100	22,7195	22,7245	22,7795	22,7845
23,1100	23,1195	23,1245	23,1795	23,1845
23,5100	23,5195	23,5245	23,5795	23,5845
23,9100	23,9195	23,9245	23,9795	23,9845
24,3100	24,3195	24,3245	24,3795	24,3845
24,7100	24,7195	24,7245	24,7795	24,7845
25,1100	25,1195	25,1245	25,1795	25,1845
25,5100	25,5195	25,5245	25,5795	25,5845
25,9100	25,9195	25,9245	25,9795	25,9845
26,3100	26,3195	26,3245	26,3795	26,3845
26,7100	26,7195	26,7245	26,7795	26,7845
27,1100	27,1195	27,1245	27,1795	27,1845
27,5100	27,5195	27,5245	27,5795	27,5845
27,9100	27,9195	27,9245	27,9795	27,9845
28,3100	28,3195	28,3245	28,3795	28,3845
28,7100	28,7195	28,7245	28,7795	28,7845
29,1100	29,1195	29,1245	29,1795	29,1845
29,5100	29,5195	29,5245	29,5795	29,5845
29,9100	29,9195	29,9245	29,9795	29,9845
30,3100	30,3195	30,3245	30,3795	30,3845
30,7100	30,7195	30,7245	30,7795	30,7845
31,1100	31,1195	31,1245	31,1795	31,1845
31,5100	31,5195	31,5245	31,5795	31,5845
31,9100	31,9195	31,9245	31,9795	31,9845
32,3100	32,3195	32,3245	32,3795	32,3845
32,7100	32,7195	32,7245	32,7795	32,7845
33,1100	33,1195	33,1245	33,1795	33,1845
33,5100	33,5195	33,5245	33,5795	33,5845
33,9100	33,9195	33,9245	33,9795	33,9845
34,3100	34,3195	34,3245	34,3795	34,3845
34,7100	34,7195	34,7245	34,7795	34,7845
35,1100	35,1195	35,1245	35,1795	35,1845
35,5100	35,5195	35,5245	35,5795	35,5845
35,9100	35,9195	35,9245	35,9795	35,9845
36,3100	36,3195	36,3245	36,3795	36,3845
36,7100	36,7195	36,7245	36,7795	36,7845
37,1100	37,1195	37,1245	37,1795	37,1845
37,5100	37,5195	37,5245	37,5795	37,5845
37,9100	37,9195	37,9245	37,9795	37,9845
38,3100	38,3195	38,3245	38,3795	38,3845
38,7100	38,7195	38,7245	38,7795	38,7845
39,1100	39,1195	39,1245	39,1795	39,1845
39,5100	39,5195	39,5245	39,5795	39,5845
39,9100	39,9195	39,9245	39,9795	39,9845
40,3100	40,3195	40,3245	40,3795	40,3845
40,7100	40,7195	40,7245	40,7795	40,7845
41,1100	41,1195	41,1245	41,1795	41,1845
41,5100	41,5195	41,5245	41,5795	41,5845
41,9100	41,9195	41,9245	41,9795	41,9845
42,3100	42,3195	42,3245	42,3795	42,3845
42,7100	42,7195	42,7245	42,7795	42,7845
43,1100	43,1195	43,1245	43,1795	43,1845
43,5100	43,5195	43,5245	43,5795	43,5845
43,9100	43,9195	43,9245	43,9795	43,9845
44,3100	44,3195	44,3245	44,3795	44,3845
44,7100	44,7195	44,7245	44,7795	44,7845
45,1100	45,1195	45,1245	45,1795	45,1845
45,5100	45,5195	45,5245	45,5795	45,5845
45,9100	45,9195	45,9245	45,9795	45,9845
46,3100	46,3195	46,3245	46,3795	46,3845
46,7100	46,7195	46,7245	46,7795	46,7845
47,1100	47,1195	47,1245	47,1795	47,1845
47,5100	47,5195	47,5245	47,5795	47,5845
47,9100	47,9195	47,9245	47,9795	47,9845
48,3100	48,3195	48,3245	48,3795	48,3845
48,7100	48,7195	48,7245	48,7795	48,7845
49,1100	49,1195	49,1245	49,1795	49,1845
49,5100	49,5195	49,5245	49,5795	49,5845
49,9100	49,9195	49,9245	49,9795	49,9845
50,3100	50,3195	50,3245	50,3795	50,3845
50,7100	50,7195	50,7245	50,7795	50,7845
51,1100	51,1195	51,1245	51,1795	51,1845
51,5100	51,5195	51,5245	51,5795	51,5845
51,9100	51,9195	51,9245	51,9795	51,9845
52,3100	52,3195	52,3245	52,3795	52,3845
52,7100	52,7195	52,7245	52,7795	52,7845
53,1100	53,1195	53,1245	53,1795	53,1845
53,5100	53,5195	53,5245	53,5795	53,5845
53,9100	53,9195	53,9245	53,9795	53,9845
54,3100	54,3195	54,3245	54,3795	54,3845
54,7100	54,7195	54,7245	54,7795	54,7845
55,1100	55,1195	55,1245	55,1795	55,1845
55,5100	55,5195	55,5245	55,5795	55,5845
55,9100	55,9195	55,9245	55,9795	55,9845
56,3100	56,3195	56,3245	56,3795	56,3845
56,7100	56,7195	56,7245	56,7795	56,7845
57,1100	57,1195	57,1245	57,1795	57,1845
57,5100	57,5195	57,5245	57,5795	57,5845
57,9100	57,9195	57,9245	57,9795	57,9845
58,3100	58,3195	58,3245	58,3795	58,3845
58,7100	58,7195	58,7245	58,7795	58,7845
59,1100	59,1195	59,1245	59,1795	59,1845
59,5100	59,5195	59,5245	59,5795	59,5845
59,9100	59,9195	59,9245	59,9795	59,9845
60,3100	60,3195	60,3245	60,3795	60,3845
60,7100	60,7195	60,7245	60,7795	60,7845
61,1100	61,1195	61,1245	61,1795	61,1845
61,5100	61,5195	61,5245	61,5795	61,5845
61,9100	61,9195	61,9245	61,9795	61,9845
62,3100	62,3195	62,3245	62,3795	62,3845
62,7100	62,7195	62,7245	62,7795	62,7845
63,1100	63,1195	63,1245	63,1795	63,1845
63,5100	63,5195	63,5245	63,5795	63,5845
63,9100	63,9195	63,9245	63,9795	63,9845
64,3100	64,3195	64,3245	64,3795	64,3845
64,7100	64,7195	64,7245	64,7795	64,7845
65,1100	65,1195	65,1245	65,1795	65,1845
65,5100	65,5195	65,5245	65,5795	65,5845
65,9100	65,9195	65,9245	65,9795	65,9845
66,3100	66,3195	66,3245	66,3795	66,3845
66,7100	66,7195	66,7245	66,7795	66,7845
67,1100	67,1195	67,1245	67,1795	67,1845
67,5100	67,5195	67,5245	67,5795	67,5845
67,9100	67,9195	67,9245	67,9795	67,9845
68,3100	68,3195	68,3245	68,3795	68,3845
68,7100	68,7195	68,7245	68,7795	68,7845
69,1100	69,1195	69,1245	69,1795	69,1845
69,5100	69,5195	69,5245	69,5795	69,5845
69,9100	69,9195	69,9245	69,9795	69,9845
70,3100	70,3195	70,3245	70,3795	70,3845
70,7100	70,7195	70,7245	70,7795	70,7845
71,1100	71,1195	71,1245	71,1795	71,1845
71,5100	71,5195	71,5245	71,5795	71,5845
71,9100	71,9195	71,9245	71,9795	71,9845
72,3100	72,3195	72,3245	72,3795	72,3845
72,7100	72,7195	72,7245	72,7795	72,7845
73,1100	73,1195	73,1245	73,1795	73,1845
73,5100	73,5195	73,5245	73,5795	73,5845
73,9100	73,9195	73,9245	73,9795	73,9845
74,3100	74,3195	74,3245	74,3795	74,3845
74,7100	74,7195	74,7245	74,7795	74,7845
75,1100	75,1195	75,1245	75,1795	75,1845
75,5100	75,5195	75,5245	75,5795	75,5845
75,9100	75,9195	75,9245	75,9795	75,9845
76,3100	76,3195	76,3245	76,3795	76,3845
76,7100	76,7195	76,7245	76,7795	76,7845
77,1100	77,1195	77,1245	77,1795	77,1845
77,5100	77,5195	77,5245	77,5795	77,5845
77,9100	77,9195	77,9245	77,9795	77,9845
78,3100	78,3195	78,3245	78,3795	78,3845
78,7100	78,7195	78,7245	78,7795	78,7845
79,1100	79,1195	79,1245	79,1795	79,1845
79,5100	79,5195	79,5245	79,5795	79,5845
79,9100	79,9195	79,9245	79,9795	79,9845
80,3100	80,3195	80,3245	80,3795	80,3845
80,7100	80,7195	80,7245	80,7795	80,7845
81,1100	81,1195	81,1245	81,1795	81,1845
81,5100	81,5195	81,5		

BOURSE DU 25 SEPTEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations								
Emp. Etat 9.89/28			CITIZENS B	2650		Pennsba Irons	277 10	277 80
10.87% 7/95			Compton	800	482	Petrol Chalmers		
Emp. Etat 13.40/28	104 95	96 21	Co Industrial	3750	3700	Poor Holdings	1000	1000
Emp. Etat 12.25/94	104 95	96 21	Co Lyon Almond	3700	3700	Powder	382	
			Conoco	511	511	Protonics (C)	349 80	350
Dat. 10% 5/2000	103 80	9 31	Crown Milk Prod			Pulsafe	580	
Dat. 8.5% 12/1997	102 80	8 38	Celanese Chem Ind	101 10		Reformations	112 80	112 80
Dat. 8.5% 1/1998	102 80	8 38	C. Universal (C)	370		Reform	145 20	
PTT 11.2% 95	109 50	9 40	Dowchem	650		Rouge	207 50	209 50
	102 80	8 30	Diamond	2180	1783	S.A.C.E.L.	440	
CHF 10.25% nov 90	108 67	5 44	Diamond Values	1700		S.A.F.A.A.	211	
OM 10 % 1975		5 38	Ditels Data	1540		S.A.P.I.C. Alcan.	258	
FINA 10% 1987	86	2	Son. France Vely	2607	2890	Saps	320 50	321
OM 5% 5/2000	81 50	2	Enl.	325	326	Sol. Dominique (F.)	108	108
OM 11/22 5000F	80 02	2	Enl. Belg. Nam.	4280		Refus du Mex	800	800
DAT 8 % 88	87	3 79	Enl. Suisse-Miglin Cl	482	481 50	Securities M.	147	145
OM 10.50% 10/2000	807 58	7 23	Enl.	1785	1781	S.E.A.C.	886	
CORAN FCS 3% 10/00			Finch	323	327 10	Servis	100	420
CORAN FCS 3% 10/00			P.I.P.P.	289 80	286 70	S.E.M.P. (M)	135	130
CHC	1048		F.I.A.C.	1801	1770	Servis	836	840
Alcan 8 % jan 88	2187		Finch (C)	450	456	S.I.P. (M)	105 80	101
Ly. Etat 8 % 85	760		Finch (F)	130	315	S.M.C.	130	
Thema. 8 % 85	791		Finch	330	315	Sol.	103	
			Frangols	801	800	Sol.	220	215
			France I.A.R.D.	425		Sol.	1020	1010
			France S.A. L.	1478	1488	Solcom (St. Senn)	86	86
			Fr. Post-Telcom	2080		Solcom	2280	
			Gazette			Soudan Autonom.	888	888
			Gazette	285	285	Soudan	330	
			G.E.C.			Suez	916	
			Glofin	311	316	Tanger	2200	2200

SICAV (sélection)[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Hong-cate

Aluminum Extrusions	2500 75	2500 75	Aluma Structures	12386 22	12386 22	Aluminum	12386 22	12386 22	Aluminum	12386 22	12386 22
Aluminum Trimmers	1500 10	1500 10	Aluma Trimmers	1500 10	1500 10	Aluma Trimmers	1500 10	1500 10	Aluma Trimmers	1500 10	1500 10
Aluminum	1145 107	107 23	Aluma-Glass	4852 49	4852 49	Aluma-Glass	4852 49	4852 49	Aluma-Glass	4852 49	4852 49
Aluma-Glass	2 438616	2 438616	Aluma-Glass	158 12	157 18	Aluma-Glass	158 12	157 18	Aluma-Glass	158 12	157 18
Aluma-Glass	266 31	254 23	Aluma-Glass	154 71	154 71	Aluma-Glass	154 71	154 71	Aluma-Glass	154 71	154 71
Aluma-Glass	3707 78	3707 78	Aluma-Glass	2629 68	2580 80	Aluma-Glass	2629 68	2580 80	Aluma-Glass	2629 68	2580 80
Aluma-Glass	4426 33	4426 33	Aluma-Glass	1036 77	1021 45	Aluma-Glass	1036 77	1021 45	Aluma-Glass	1036 77	1021 45
Aluma-Glass	10968 38	10968 38	Aluma-Glass	2584 65	2584 65	Aluma-Glass	2584 65	2584 65	Aluma-Glass	2584 65	2584 65
Aluma-Glass	10968 38	10968 38	Aluma-Glass	176 15	176 15	Aluma-Glass	176 15	176 15	Aluma-Glass	176 15	176 15
Aluma-Glass	1659 21	1610 18	Aluma-Glass	1372 21	1358 62	Aluma-Glass	1372 21	1358 62	Aluma-Glass	1372 21	1358 62
Aluma-Glass	157 90	192 31	Aluma-Glass	13291 81	13291 81	Aluma-Glass	13291 81	13291 81	Aluma-Glass	13291 81	13291 81
Aluma-Glass	14687 51	14688 10	Aluma-Glass	1027 82	1027 82	Aluma-Glass	1027 82	1027 82	Aluma-Glass	1027 82	1027 82
Aluma-Glass	1254 76	1254 76	Aluma-Glass	1515 73	1453 80	Aluma-Glass	1515 73	1453 80	Aluma-Glass	1515 73	1453 80
Aluma-Glass	425 44	416 44	Aluma-Glass	121 19	116 25	Aluma-Glass	121 19	116 25	Aluma-Glass	121 19	116 25
Aluma-Glass	8161 78	8161 78	Aluma-Glass	566 10	566 10	Aluma-Glass	566 10	566 10	Aluma-Glass	566 10	566 10
Aluma-Glass	582 39	565 62	Aluma-Glass	221 21	221 21	Aluma-Glass	221 21	221 21	Aluma-Glass	221 21	221 21
Aluma-Glass	1042 51	1032 19	Aluma-Glass	612 23	601 21	Aluma-Glass	612 23	601 21	Aluma-Glass	612 23	601 21
Aluma-Glass	1008 76	976 38	Aluma-Glass	1443 70	1443 70	Aluma-Glass	1443 70	1443 70	Aluma-Glass	1443 70	1443 70
Aluma-Glass	5944 45	5915 82	Aluma-Glass	7437 28	7422 44	Aluma-Glass	7437 28	7422 44	Aluma-Glass	7437 28	7422 44
Aluma-Glass	515 29	491 52	Aluma-Glass	68682 96	68645 27	Aluma-Glass	68682 96	68645 27	Aluma-Glass	68682 96	68645 27
Aluma-Glass	14850 02	14850 02	Aluma-Glass	814 99	807 05	Aluma-Glass	814 99	807 05	Aluma-Glass	814 99	807 05
Aluma-Glass	8481 20	8165	Aluma-Glass	134 38	134 38	Aluma-Glass	134 38	134 38	Aluma-Glass	134 38	134 38
Aluma-Glass	266 49	266 49	Aluma-Glass	2268 02	2268 02	Aluma-Glass	2268 02	2268 02	Aluma-Glass	2268 02	2268 02
Aluma-Glass	109 36	108 23	Aluma-Glass	8727 68	8727 68	Aluma-Glass	8727 68	8727 68	Aluma-Glass	8727 68	8727 68

Marché des Changes

COURS INDICATEFS	COURS préc.	COURS 25/9	COURS DES BILLES achat	vente
Essa Unes (1 usd)	5 073		4 8	5 3
Algerie (100 dm)	6 465			
Bahrein (100 dm)	340 950		229	349
Balgrove (100 P)	16 560		16	17
Bahrein (100 dm)	3 635		312	320
Italie (1000 les)	4 048		37	4 3
Danemark (100 les)	87 870		82	90
Grèce (100 dm)	3 685		3	3
Grèce (100 dm)	2 852		3	3
Suisse (100 %)	391 330		340	340
Grèce (100 dm)	31 120		3	94
Norvège (100 dm)	84 220		3	87
Autriche (100 dm)	46 485			
Espagne (100 dm)	3 120		4 5	5 1
Portugal (100 dm)	3 815		4 2	4
Canada (100 dm)	4 078		3 9	3
Canada (100 dm)	4 198		2 1	2
Japon (100 dm)				

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/9
\$fin (à la on barre).....	56850	56300
\$fin (en lingot).....	57520	56600
£pound (20£).....	331	330
frs Fr (10 fr).....	360
frs Suisse (20 fr).....	331	326
frs Lima (20 fr).....	326	319
suverain.....	434	418
ice 20 dollars.....	1950	1990
ice 10 dollars.....	950	1000
ice 5 dollars.....	535
ice 50 pesos.....	2135	2130
ice 10 forins.....	338	325

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 26 septembre

IMAGES DANIEL SCHNIEDERMANN

Service public

D'ABORD, bravo France 2 ? On n'osait plus croire la télévision en France. Ses programmes et de planter son chapiteau sur la place du village, aux côtés des habitants de Vaison pour une soirée de mini-téléthon improvisé d'une heure et demie, de bricoler en quelques heures une émission spéciale à la télévision publique, de reprendre tout ce qui avait été oublié. Elle se plaçait, le 24, tout simplement au service de ceux qui avaient été oubliés. Elle ne connaissait plus d'autres valeurs que des valeurs positives et des numéros de CCF.

Bravo, ensuite, d'avoir eu l'audace de faire un spectacle explicite de l'humour. La soirée reste « soft », même si l'on se souvient longtemps des efforts de ce camp qui, réfugié sur un toit, avait pu partir en fermes emportées par le bœuf. Et ces jeunes touristes allemands qui avaient été les enfants de la région, il n'est pas jusqu'à l'arrivée des secours. Oui, bravo et merci. Rien n'est plus facile, en ces occasions, que de forcer les hôpitaux, les services de police, et de leur faire dire ce qu'ils ont fait. Mais la télévision, toutes les fois qu'elle confond, s'y efforce. On l'avait vu le 24 au soir de l'Unité. Ce fut un succès.

Alors, on ne peut pas dire étrange, pour ne pas dire d'avantage, de voir à l'égalité les bénévoles du bord de l'Ouvèze et la boulangerie du centre-ville qui, perdus dans la vitrine réfrigérée, ne savaient comment vendre leur pain le lendemain matin. On voit Paul Amar, qui tenait le porte-manteau, représentant les compagnies d'assurances, profiter de la circonstance pour lui promettre des indemnités d'urgence. On voit trop comment, retombée la bureaucratie, les bénévoles se retrouvent seuls. On voit ces jours où, le chapitre repart, les bénévoles se retrouvent seuls.

Bravo, enfin, la France tout entière. En une heure et demie, se dissipaient les miasmes du dimanche précédent. Sur la même chaîne, la soirée électroale avait mis une France hargneuse, une France déprimée. Soudain, ce n'était plus que mains tendues, solidarité, bénévolat, remerciements, reconnaissance. Le tissu social se recomposait sous nos yeux.

Vendredi 25 septembre

- TF 1**
- 20.45 Magazine : Les Mairies de la gloire.
 - 22.05 Jeu : La Défi.
 - 22.45 Magazine : En quête de vérité. J'ai levé mon enfant.
 - 23.55 Divertissement : Arthur, émission impossible.
- F 2**
- 20.50 Série : La Lyonnaise. Cérémonie religieuse, de Bernard Durost.
 - 22.25 Magazine : Sportissimo. Journal et Météo.
 - 0.00 Football : Belphégor. De Claude Barma (3^e et 4^e épisodes).
- F 3**
- DEMAIN, 9H40 SUR FR3 : L'ANTENNE EST À VOUS LE MAGAZINE TELE DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS
- ARTE**
- 20.45 Magazine : Thalassa. Les Pêcheurs du ciel, de Sylvain Pessaud.
 - 21.45 Magazine : Caractères. Invités : Patrick Besson (d'Assa), Jean-Paul Dubois (Une année sous silence), Françoise Giesbert (Affaires), Gérard Miller (Météo).
 - 22.50 Journal et Météo.
 - 23.05 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.
 - 23.15 Traverses. Yacopone, genèse d'une guerre.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Téléfilm : Seule dans la tour de verre.
 - 22.00 Flash d'informations.
 - 22.10 Magazine : Cascades et cascadeurs n° 18.
 - 22.45 Magazine : Jour de foot.
- FRANCE-CULTURE**
- 21.30 Musique : Black and Blue. Place Louis-Armstrong, Paris 13^e.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Code.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 17 septembre, Salle Pleyel) : Suite de danses pour orchestre, de Bartok ; Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ut majeur op. 26, de Prokofiev ; Images pour orchestre (libretto, de Debussy) ; La Valse, de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit ; Laurent Cabocles, piano.
 - 23.09 Jazz club. 1.05 Papillons de nuit. Par David Jase.

(Publicité)

Pour accompagner vos C.V.
Pour renouveler vos papiers d'identité
Pour offrir à vos amis...

**UNE RÉVOLUTION
DANS LE MONDE DE LA PHOTO**

PHOTO SERVICE EVASION

26, rue des Etoiles-Général, à VERSAILLES

C'est l'un des premiers magasins de la région parisienne équipé d'un studio de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante photographique. Technologie à la pointe du progrès : vous posez, vous choisissez votre meilleure expression sur un écran et, 1 minute plus tard, le photographe vous remet le cliché de 6 photos d'identité, au format international, en couleurs ou en noir et blanc.

Des photos instantanées d'une qualité parfaite pour seulement 32 F.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Météo : Le binaire, de Jean-Claude Fortin.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 La Une est à vous. Avec la série « Pour l'amour du risque ».
 - 17.20 Divertissement : Monde Dingo.
 - 17.50 Magazine : Trente millions d'amis.
 - 18.20 Série : Premier balais.
 - 18.50 Divertissement : Les Roucasseries. Invité : Gérard Philipe.
 - 19.20 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : La Babette Show.
 - 19.50 Tirage du Loto.
 - 20.00 Journal, Essai de formule 1. Tiroc et Météo.
 - 20.45 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc. La série de la neige, avec Fred Dryer, Stefanie Kramer.
 - 22.25 Série : Agence tous risques. Le Jugement dernier, de David Hemmings.
 - 0.00 Magazine : Formule foot. Résumé de la huitième journée du championnat de France.
 - 0.40 Sport : F1 Magazine. Grand Prix du Portugal, à Estoril.
- F 2**
- 13.30 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. La Roumanie.
 - 14.20 Magazine : Animaux. Présenté par Alain Bougrain-Dubouché. Dans la foulée des manchots.
 - 15.20 Magazine : Sport passion. Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin. À 18.25, Tiroc en direct d'envy.
 - 18.00 Sport : Football. Championnat de France de 2^e division : Rennes-Angers.
 - 18.05 Divertissement : La Machine à chanter. Présenté par Danièle Lumbroso, Gérard Holtz et Sidney. Invités : C. Jérôme, Karan Chery, Agnès Ferré.
 - 18.55 INC.
 - 19.00 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo.
- F 3**
- 19.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Crenon. A Aix-en-Provence.
 - 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial télévision : Variétés : Les Négatives vertes, Rita Mitsouko, un extrait d'un des spectacles de Les Négatives vertes.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.15 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Inz-vous au bal ? de Nadège Thévoz. A fond la caisse, de B. Marique.

Dimanche 27 septembre

- TF 1**
- 11.00 Magazine : Téléfoot. Championnat de France. Tours-Rouen 2^e division ; Lille-Stade de Reims ; Toulouse-Toulon-Cen, Toulouse-PSG.
 - 12.00 Jeu : Millionnaire.
 - 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
 - 12.53 Météo et Journal.
 - 13.20 Sport : F1 à la Une. Grand Prix de formule 1 du Portugal, en direct d'Estoril.
 - 13.55 Spécial sport : Formule 1. La course. 15.40 : Le podium.
 - 15.55 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc.
 - 16.55 Disney Parade.
 - 18.00 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Philippe Séguin.
 - 20.00 Journal. Spécial élections sénatoriales. Tiroc, Météo.
 - 20.50 Série : Protection rapprochée. Film américain de Peter Hunt.
 - 22.30 Magazine : Ciné dimanche.
 - 22.40 Cinéma : Sept morts. Film français de Jacques Rivette (1975).
- F 2**
- 11.00 Messe. Célébrée en la basilique du Sacré-Cœur de Paris-Montmartre (Seine-et-Oise).
 - 12.00 Magazine : L'Heure de vérité. Invité : Philippe Séguin.
 - 12.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin et Météo.
 - 13.25 Cinéma : Le monde est à vous. Avec les Gipsy Kings.
 - 15.00 Série : Toquille et Bonetti.
 - 15.45 Cinéma : Martin (suite).
 - 17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le destin des tortues de mer.
 - 18.15 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Marathon de Berlin ; Football : 3^e journée du championnat de France en D1 et D2 ; Basket-ball : Championnat de France ; Marche : Thierry Toutain ; Omnisports : résultats de la semaine ; Rugby : Championnat de France ; Canoë-kayak : Championnat de France ; Skateboard : Championnat de France ; Tennis de table : Grand Prix de Paris à Coubertin ; Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Boomerang.
- F 3**
- 19.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Crenon. A Aix-en-Provence.
 - 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial télévision : Variétés : Les Négatives vertes, Rita Mitsouko, un extrait d'un des spectacles de Les Négatives vertes.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.15 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Inz-vous au bal ? de Nadège Thévoz. A fond la caisse, de B. Marique.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Météo : Le binaire, de Jean-Claude Fortin.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 La Une est à vous. Avec la série « Pour l'amour du risque ».
 - 17.20 Divertissement : Monde Dingo.
 - 17.50 Magazine : Trente millions d'amis.
 - 18.20 Série : Premier balais.
 - 18.50 Divertissement : Les Roucasseries. Invité : Gérard Philipe.
 - 19.20 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : La Babette Show.
 - 19.50 Tirage du Loto.
 - 20.00 Journal, Essai de formule 1. Tiroc et Météo.
 - 20.45 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc. La série de la neige, avec Fred Dryer, Stefanie Kramer.
 - 22.25 Série : Agence tous risques. Le Jugement dernier, de David Hemmings.
 - 0.00 Magazine : Formule foot. Résumé de la huitième journée du championnat de France.
 - 0.40 Sport : F1 Magazine. Grand Prix du Portugal, à Estoril.
- F 2**
- 13.30 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. La Roumanie.
 - 14.20 Magazine : Animaux. Présenté par Alain Bougrain-Dubouché. Dans la foulée des manchots.
 - 15.20 Magazine : Sport passion. Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin. À 18.25, Tiroc en direct d'envy.
 - 18.00 Sport : Football. Championnat de France de 2^e division : Rennes-Angers.
 - 18.05 Divertissement : La Machine à chanter. Présenté par Danièle Lumbroso, Gérard Holtz et Sidney. Invités : C. Jérôme, Karan Chery, Agnès Ferré.
 - 18.55 INC.
 - 19.00 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo.
- F 3**
- 19.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Crenon. A Aix-en-Provence.
 - 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial télévision : Variétés : Les Négatives vertes, Rita Mitsouko, un extrait d'un des spectacles de Les Négatives vertes.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.15 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Inz-vous au bal ? de Nadège Thévoz. A fond la caisse, de B. Marique.

Dimanche 27 septembre

- TF 1**
- 11.00 Magazine : Téléfoot. Championnat de France. Tours-Rouen 2^e division ; Lille-Stade de Reims ; Toulouse-Toulon-Cen, Toulouse-PSG.
 - 12.00 Jeu : Millionnaire.
 - 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
 - 12.53 Météo et Journal.
 - 13.20 Sport : F1 à la Une. Grand Prix de formule 1 du Portugal, en direct d'Estoril.
 - 13.55 Spécial sport : Formule 1. La course. 15.40 : Le podium.
 - 15.55 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc.
 - 16.55 Disney Parade.
 - 18.00 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Philippe Séguin.
 - 20.00 Journal. Spécial élections sénatoriales. Tiroc, Météo.
 - 20.50 Série : Protection rapprochée. Film américain de Peter Hunt.
 - 22.30 Magazine : Ciné dimanche.
 - 22.40 Cinéma : Sept morts. Film français de Jacques Rivette (1975).
- F 2**
- 11.00 Messe. Célébrée en la basilique du Sacré-Cœur de Paris-Montmartre (Seine-et-Oise).
 - 12.00 Magazine : L'Heure de vérité. Invité : Philippe Séguin.
 - 12.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin et Météo.
 - 13.25 Cinéma : Le monde est à vous. Avec les Gipsy Kings.
 - 15.00 Série : Toquille et Bonetti.
 - 15.45 Cinéma : Martin (suite).
 - 17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le destin des tortues de mer.
 - 18.15 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Marathon de Berlin ; Football : 3^e journée du championnat de France en D1 et D2 ; Basket-ball : Championnat de France ; Marche : Thierry Toutain ; Omnisports : résultats de la semaine ; Rugby : Championnat de France ; Canoë-kayak : Championnat de France ; Skateboard : Championnat de France ; Tennis de table : Grand Prix de Paris à Coubertin ; Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Boomerang.
- F 3**
- 19.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Crenon. A Aix-en-Provence.
 - 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial télévision : Variétés : Les Négatives vertes, Rita Mitsouko, un extrait d'un des spectacles de Les Négatives vertes.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.15 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Inz-vous au bal ? de Nadège Thévoz. A fond la caisse, de B. Marique.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Météo : Le binaire, de Jean-Claude Fortin.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 La Une est à vous. Avec la série « Pour l'amour du risque ».
 - 17.20 Divertissement : Monde Dingo.
 - 17.50 Magazine : Trente millions d'amis.
 - 18.20 Série : Premier balais.
 - 18.50 Divertissement : Les Roucasseries. Invité : Gérard Philipe.
 - 19.20 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : La Babette Show.
 - 19.50 Tirage du Loto.
 - 20.00 Journal, Essai de formule 1. Tiroc et Météo.
 - 20.45 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc. La série de la neige, avec Fred Dryer, Stefanie Kramer.
 - 22.25 Série : Agence tous risques. Le Jugement dernier, de David Hemmings.
 - 0.00 Magazine : Formule foot. Résumé de la huitième journée du championnat de France.
 - 0.40 Sport : F1 Magazine. Grand Prix du Portugal, à Estoril.
- F 2**
- 13.30 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. La Roumanie.
 - 14.20 Magazine : Animaux. Présenté par Alain Bougrain-Dubouché. Dans la foulée des manchots.
 - 15.20 Magazine : Sport passion. Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin. À 18.25, Tiroc en direct d'envy.
 - 18.00 Sport : Football. Championnat de France de 2^e division : Rennes-Angers.
 - 18.05 Divertissement : La Machine à chanter. Présenté par Danièle Lumbroso, Gérard Holtz et Sidney. Invités : C. Jérôme, Karan Chery, Agnès Ferré.
 - 18.55 INC.
 - 19.00 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo.
- F 3**
- 19.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Crenon. A Aix-en-Provence.
 - 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial télévision : Variétés : Les Négatives vertes, Rita Mitsouko, un extrait d'un des spectacles de Les Négatives vertes.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.15 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Inz-vous au bal ? de Nadège Thévoz. A fond la caisse, de B. Marique.

Dimanche 27 septembre

- TF 1**
- 11.00 Magazine : Téléfoot. Championnat de France. Tours-Rouen 2^e division ; Lille-Stade de Reims ; Toulouse-Toulon-Cen, Toulouse-PSG.
 - 12.00 Jeu : Millionnaire.
 - 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
 - 12.53 Météo et Journal.
 - 13.20 Sport : F1 à la Une. Grand Prix de formule 1 du Portugal, en direct d'Estoril.
 - 13.55 Spécial sport : Formule 1. La course. 15.40 : Le podium.
 - 15.55 Série : Rick Hunter. Inspecteur choc.
 - 16.55 Disney Parade.
 - 18.00 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Philippe Séguin.
 - 20.00 Journal. Spécial élections sénatoriales. Tiroc, Météo.
 - 20.50 Série : Protection rapprochée. Film américain de Peter Hunt.
 - 22.30 Magazine : Ciné dimanche.
 - 22.40 Cinéma : Sept morts. Film français de Jacques Rivette (1975).
- F 2**
- 11.00 Messe. Célébrée en la basilique du Sacré-Cœur de Paris-Montmartre (Seine-et-Oise).
 - 12.00 Magazine : L'Heure de vérité. Invité : Philippe Séguin.
 - 12.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin et Météo.
 - 13.25 Cinéma : Le monde est à vous. Avec les Gipsy Kings.
 - 15.00 Série : Toquille et Bonetti.
 - 15.45 Cinéma : Martin (suite).
 - 17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le destin des tortues de mer.
 - 18.15 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Marathon de Berlin ; Football : 3^e journée du championnat de France en D1 et D2 ; Basket-ball : Championnat de France ; Marche : Thierry Toutain ; Omnisports : résultats de la semaine ; Rugby : Championnat de France ; Canoë-kayak : Championnat de France ; Skateboard : Championnat de France ; Tennis de table : Grand Prix de Paris à Coubertin ; Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Boomerang.
- F 3**
- 19.59 Journal. Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Crenon. A Aix-en-Provence.
 - 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial télévision : Variétés : Les Négatives vertes, Rita Mitsouko, un extrait d'un des spectacles de Les Négatives vertes.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.15 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Inz-vous au bal ? de Nadège Thévoz. A fond la caisse, de B. Marique.

ARTE

- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lacombe (rediff.).
 - 18.30 Magazine : Via Regio.
 - 19.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités françaises et britanniques de la semaine du 26 septembre 1942 (v. cl.).
 - 20.00 Documentaire : Les Nuits de l'été. De Terry Carter.
 - 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Documentaire : Les Tambours d'hiver. De Sarah Elder et Leonard Kammerling.
 - 22.10 Court métrage : The Victor. De Phil Austin et David Hayes.
 - 22.20 Court métrage : L'Equilibre de la peur. D'Edouard Nazarov.
 - 22.25 Spectacle : Cirque Plume.
 - 23.20 Documentaire : Poldi Jazz. De Frédéric Gumpel et Jean-Louis Lemaire. Dans le cadre de la série Les Travaux d'Orphée.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Jacques Mourlot, imprimeur.
 - 20.45 Dramatique : La Musique. De Jean-Louis Lemaire.
 - 22.35 Musique : Opus. Les musiques de la nuit.
 - 0.05 Rencontre au musée de la nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.30 Scène lyrique. Opéra de la semaine (20 septembre à Lausanne) : Montezuma, de Verdi, par l'Opéra de Lausanne.
 - 20.35 Musique : Opus. Les musiques de la nuit.
 - 20.45 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.00 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.05 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.10 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.15 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.20 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.25 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.30 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.35 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.40 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.45 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.50 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.55 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.00 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.05 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.10 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.15 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.20 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.25 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.30 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.35 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.40 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.45 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.50 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.55 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.00 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.05 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.10 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.15 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.20 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.25 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.30 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.35 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.40 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.45 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.50 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.55 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 24.00 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.

ARTE

- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lacombe (rediff.).
 - 18.30 Magazine : Via Regio.
 - 19.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités françaises et britanniques de la semaine du 26 septembre 1942 (v. cl.).
 - 20.00 Documentaire : Les Nuits de l'été. De Terry Carter.
 - 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Documentaire : Les Tambours d'hiver. De Sarah Elder et Leonard Kammerling.
 - 22.10 Court métrage : The Victor. De Phil Austin et David Hayes.
 - 22.20 Court métrage : L'Equilibre de la peur. D'Edouard Nazarov.
 - 22.25 Spectacle : Cirque Plume.
 - 23.20 Documentaire : Poldi Jazz. De Frédéric Gumpel et Jean-Louis Lemaire. Dans le cadre de la série Les Travaux d'Orphée.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Jacques Mourlot, imprimeur.
 - 20.45 Dramatique : La Musique. De Jean-Louis Lemaire.
 - 22.35 Musique : Opus. Les musiques de la nuit.
 - 0.05 Rencontre au musée de la nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.30 Scène lyrique. Opéra de la semaine (20 septembre à Lausanne) : Montezuma, de Verdi, par l'Opéra de Lausanne.
 - 20.35 Musique : Opus. Les musiques de la nuit.
 - 20.45 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.00 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.05 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.10 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.15 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.20 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.25 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.30 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.35 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.40 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.45 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.50 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 21.55 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.00 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.05 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.10 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.15 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.20 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.25 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.30 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.35 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.40 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.45 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.50 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 22.55 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.00 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.05 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.10 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.15 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.20 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.25 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.30 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.35 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.40 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.45 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.50 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 23.55 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.
 - 24.00 Cinéma : Flashback. Philippe Lavi, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaohs, Joe Cocker, Frank Alamo.

هكذا من لامل

26 • Samedi 26 septembre 1992 •

Le Monde

Au centre ecuménique de Bossey, près Genève

Les responsables catholiques et orthodoxes de l'ancienne Yougoslavie signent un appel commun à la paix

A l'initiative de la Conférence des évêques européennes (KEK, protestantes, anglicanes, orthodoxes) du Conseil œcuménique des Églises (CCEE, catholique), des délégations d'évêques catholiques et orthodoxes, venus de l'ex-Yougoslavie, se sont rencontrés, mercredi 23 septembre, au centre ecuménique de Bossey, près de Genève. Ces deux délégations étaient présidées par le cardinal Kuzbaric, archevêque de Zagreb, et par le patriarche Pavle de Serbie. M. Jakub Selimovski, leader de la communauté musulmane de Bosnie, avait accepté l'invitation, mais n'a pas pu quitter la ville de Sarajevo.

Dans un document commun publié jeudi 24 septembre, les leaders religieux expriment une « ex-

igence dictée par (leurs) responsabilités spirituelles et morales ». Ce document appelle à « arrêter immédiatement (...) en particulier les hostilités (...) la destruction sacrilège et insensée des lieux de prières et sanctuaires, qu'ils soient chrétiens et islamiques; libération de tous les prisonniers de guerre et otages; arrêt de la pratique inhumaine de l'ethnicité ethnique, au quel-que coût qu'elle ait été déclenchée et mise en œuvre (...) ».

Les responsables religieux de l'ex-Yougoslavie « condamnent les crimes commis et se désolidarisent de tous les criminels, quels qu'ils soient, le peuple, ou l'armée, ou l'Eglise, ou la religion, dont ils prétendent être membres ».

En terme de la sixième session des négociations bilatérales

Washington espère des « progrès ultérieurs » entre Israéliens et Arabes

Les États-Unis ont dressé, jeudi 24 septembre, un bilan optimiste de la sixième session des négociations bilatérales de paix israélo-arabes, qui venait de s'achever à Washington. « Nous pensons que les parties ont établi une bonne base pour des progrès ultérieurs », a déclaré le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, M. Edward Diercksen, qui a relevé que « les parties s'attendent incontestablement aux difficiles questions clés qui sont les problèmes territoriaux, la paix et la sécurité ».

Tout en manifestant une certaine déception quant à l'absence de résultats concrets, les Américains ont pour leur part exprimé l'espoir que les Israéliens avanceraient de nouvelles propositions lors de la septième session, qui doit commencer le 21 octobre. « Jusqu'à la dernière minute nous avons tenté d'éviter l'impasse », a déclaré le porte-parole palestinien,

M. Fawzi Aghaoui, pour qui « la session n'est pas terminée ». Palestiniens et Israéliens ont constitué jeudi un groupe de travail chargé de discuter d'un agenda de négociations. Le chef de la délégation syrienne, M. Moufak Al Alal, a constaté pour sa part que « la paix est possible entre Israël et le monde arabe », bien qu'il n'y ait pas eu « beaucoup de progrès sur la substance ».

Pour M. Yossi Gal, porte-parole de la délégation israélienne, cette sixième session se soldait par un bilan positif. Il ne faut pas « s'attendre à une percée, mais chaque jour de négociations nous rapproche de la paix », a-t-il affirmé, faisant remarquer que ces négociations ont été « les plus longues et les plus substantielles » depuis le début du processus de paix. (AFP)

La situation en Corse

Le FLNC « canal habituel » renonce à l'« impôt révolutionnaire »

Le climat d'insécurité qui a secoué la Corse ces derniers mois la va-t-il connaître une accalmie? Le débat engagé au sein du mouvement nationaliste sur l'« impôt révolutionnaire », pratique qui n'a pas pu contribuer à la dégradation de l'État de droit dans l'île, vient en tout cas d'aboutir à un revirement stratégique d'importance. Un représentant du FLNC « canal habituel » a annoncé, dans un entretien accordé au quotidien la Corse le Provençal daté du 24 septembre, que son mouvement avait décidé de renoncer à prélever cet impôt. « Il ne nous a jamais échappé que la pratique de l'impôt révolutionnaire pouvait compromettre des aspects positifs », a-t-il expliqué, ajoutant : « La multiplication des groupes armés, l'aliénation que traverse l'État français à l'égard de ce phénomène engendrent une confusion généralisée ».

Cette annonce n'est pas une véritable surprise dans la mesure où le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), vitrine politique légale du FLNC « canal habituel », avait récemment fait savoir que l'hypothèse d'un abandon de cette « fiscalité » clandestine était déjà sérieusement envisagée au sein du mouvement. Les premiers à avoir franchi le pas sont les militants de l'Accolta nazionalista corsa (ANC), groupe nationaliste hostile à toute forme d'hégémonie du « militaire » sur la « politique ». Un responsable de l'ANC, M. Pierre Poggioli, avait déclaré, le 24 juillet, que la mouvance nationaliste devait « balayer devant sa porte quand on a la prétention d'enlever à la moralisation de la vie publique ».

Il reste maintenant à savoir comment la Concolta nazionalista, branche dure du mouvement nationaliste, proche des clandestins du FLNC « canal habituel », va réagir à ces initiatives. Son état d'esprit a priori diffère de celui du MPA et de l'ANC, du moins si l'on en juge par la lettre publiée, fin juillet, dans son bulletin U Ribombu par Jean-Michel Rossi, militant condamné pour « extorsion de fonds ». « La seule chose qui ne puisse à la rigueur s'écarter, selon M. Rossi, c'est, le cas échéant, le choix des cibles, à non le principe, lequel ne souffre guère de contestation, sauf à vouloir la fin sans les moyens, et à renoncer aux mutations radicales au profit d'un moralisme à bon marché ».

F. B.

Dans la nuit de samedi à dimanche

Retour à l'heure d'hiver

Les pays de l'Europe occidentale, à l'exception de la Grande-Bretagne qui ne changera qu'un peu plus tard, passeront à l'heure d'hiver le 27 septembre. À l'aube du matin pendules, coucoux, horloges, réveils, chronomètres, montres, calendriers et objets divers devront être retardés d'une heure afin de permettre aux Français de gagner une heure de sommeil.

Cette mesure en vigueur depuis 1977 suscite chaque année une vague de protestations de la part de ceux qui ne peuvent pas s'y adapter et qui contestent la réalité des

économies d'hydrocarbures (300 000 tonnes) que cela entraîne, à l'origine, en provoquant.

Tout porte à croire que l'an prochain encore la polémique sur ce thème ira bon train, à moins que le ministre de l'environnement, M. Ségolène Royal, comme elle a récemment l'hypothèse d'un article du Figaro, n'obtienne avant la fin de l'été la suppression de cette heure d'été. En 1990, M. Royal avait, à la demande du ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire de l'époque, M. Roger Frey, rédigé un rapport sur ce sujet.

EN BREF

ONU : M. Dumas circospect quant à l'établissement du Conseil de sécurité. — Le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, a recommandé, jeudi 24 septembre, la prudence avant un éventuel élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU qui permettrait à l'Allemagne et au Japon d'en devenir membres permanents. « C'est un problème qui faut prendre en compte mais avec beaucoup de circonspection », a déclaré M. Dumas, interrogé à New-York par RTL. « Il faut aussi bien imaginer qu'une révision de la Charte en ce moment poserait beaucoup de problèmes. Nous sommes maintenant 179 pays membres et les révisions de la Charte se font à l'unanimité », a ajouté M. Dumas. — (AFP)

Un diplomate koweïtien blessé par un attentat à Bagdad. — Un attaché de l'ambassade du Koweït à Bagdad a été blessé par un attentat à Bagdad, jeudi 24 septembre, alors qu'il rentrait en voiture. Selon l'agence tchecoslovaque CSTK, M. Al Moubarak a été touché par un projectile provenant d'un pistolet à gaz en quantité limitée dans les années 70 et utilisé par les services secrets de la STB, la police politique du régime communiste tchecoslovaque. — (AFP)

Prague, M. Salah Jassein Al Moubarak, a été gravement blessé par balles par des inconnus, jeudi 24 septembre, alors qu'il rentrait en voiture. Selon l'agence tchecoslovaque CSTK, M. Al Moubarak a été touché par un projectile provenant d'un pistolet à gaz en quantité limitée dans les années 70 et utilisé par les services secrets de la STB, la police politique du régime communiste tchecoslovaque. — (AFP)

Accident d'un caillou d'Euro Décal. — Un caillou de l'hôtel le plus luxueux du parc d'attractions de Miramonte-Valle a été assésé jeudi 24 septembre. L'incident a eu lieu alors qu'il s'apprêtait à déposer sa recette dans un coffre de l'établissement. Le parc Miramonte a confié l'enquête à la direction régionale de la police judiciaire de Valence. — (AFP)

Tegucigalpa (Honduras), le ministre de l'Intérieur du Costa-Rica, M. Luis Fishman, qui avait pris en otage la veille à San-José (Costa-Rica) ainsi qu'un évêque et un policier, relâchés, eux, dès mercredi soir (le Monde du 25 septembre). Le ravisseur, un ancien militaire hondurien dont les motivations semblent confuses, a pu se rendre en avion jusqu'à Mexico, où il a été arrêté. — (AFP, Reuters, UPI)

PHILIPPINES : le chef du Parti communiste annulé. — Deux jours après avoir mis fin à l'interdiction du Parti communiste philippin, le président Fidel Ramos a annulé, le jeudi 24 septembre, cette mesure. Cette décision, qui a été annoncée alors que le leader n'avait plus que six jours à purger, a été prise par ailleurs, fait savoir le président, dans le cadre de tentatives de paix qui ont jalonné la présidence de M. Corason Aquino après 1986. — (AFP, UPI)

Attentats au Pays basque. — Deux charges explosives de fabrication artisanale ont fortement endommagé, vendredi 25 septembre, les agences bancaires de BNP à Saint-Jean-de-Luz et à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques). Aucun signe, aucun tract n'ont été laissés, mais la police soupçonne les séparatistes de l'« Iparratarrak » d'être à l'origine de ces deux actions.

SOMMAIRE

DÉBATS

Frontières : l'Europe méditerranéenne à Tanger, par Tahar Ben Jelloun ; Le sort des déracinés, par Jacques Mauray ; Réponse à Dominique Visoni : ARTE, enfin l'Europe ! par Jérôme Clément. — 2

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yougoslavie : 3 Espagne : le gouvernement de M. Gonzalez s'afforce à justifier sa politique de rigueur. — 4 Grande-Bretagne : M. Major maintient aux élections. — 4 M. Dumas en garde les Britanniques contre le terrorisme d'une manœuvre diabolique. — 6 Arabie saoudite, soixante ans de modernisation. — 7 et 8

POLITIQUE

Un entretien avec M. Georges Marchais. — 11 Le bicentenaire de la République. — 12 La préparation des élections sénatoriales. — 12

SOCIÉTÉ

Les inondations dans le Sud-Est : solidarité et politique à Vaison-la-Romaine. — 13 La prison : la plupart des détenus sont pénitentiaires. — 14 L'instruction de l'affaire Urbain : un duo d'innocents s'est constitué. — 15 Quatre mois après son lancement, le Penit Quilès dresse un bilan tout à fait positif du plan pour la sécurité. — 14 Quelle histoire : « Moi au dos », par Claude Sarraute. — 14

CULTURE

Théâtre : « Sganarelle » au TEP. — 14 La « Méduse » de la poésie.

de l'apaisement. — 15 Cinéma : « La Chère Emma », d'Ivan Szabo ; « La règle du jeu », de François Etchegoyen. — 16

ÉCONOMIE

Le chancelier Kohl affirme que le SME ne sera pas abandonné. — 18 La consommation d'énergie des pays du tiers-monde devrait exploser au siècle prochain. — 19 L'inauguration du canal Main-Danube. — 20 Prugocet tente d'envoyer la balance de ses ventes au Japon. — 22

SANS VISA

Porto, M. l'Atlantique à l'Europe. — 4 Java, l'omnibus des Indes. — 4 Paris, le temps des Indes. — 4 Tourisme, l'avenir des Indes. — 4 Agences de voyage, de l'emploi. — 4 Escapes, télé, jeux, table. — 4

Services

Abonnements : 2 Annonces classées : 20 Carnet : 20 Téo-o-Téo : 22 Marchés financiers : 22-23 Météorologie : 16 Philatélie : 24 Radio-télévision : 25 Spectacles : 17 Week-end d'un cinéaste : 24 La télématique du Monde : 36 16 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folios 27 à 36

Le numéro de « Le Monde » daté vendredi 25 septembre a été tiré à 564 exemplaires.

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 27 septembre de 18 h 30 à 19 h 30.

Le premier ministre répondra aux questions de Michel Noblecourt et d'André Passeron du Monde et de Richard Arz et de Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marten.

IL Y A DAVANTAGE DE CHOIX. DE LUXE. D'AFFAIRES. DE CREATION. DE MODE. DE PRIX... (CHEZ RODIN) ...QUE DANS 29 A 34 BOUTIQUES ET SHOWROOMS REUNIS!
Que la mode et la décoration nous emportent, si nous exagérons...
Tissus : tout un « Empire » de la mode et de la décoration depuis 30F le mètre.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

EXPOSITION UNIVERSELLE à Séville
les 7 et 8 octobre 1992

PRIX PROMOTIONNEL : 2 440 F
(Avion A.R. Hôtel Flottant-2 Entrées-Transferts)

AGENCE TABBAGH - Tél : 47-42-27-22

GRATUIT!
2 DISQUETTES
POUR DÉCOUVRIR
AMI PRO 3.0
DE LOTUS

GUIDE DE
1.600 CONFIGURATIONS
INTEL
TOUT SUR LE 486
ET SES CONCURRENTS

3617 SEM2 :
LA BANQUE DE DONNÉES DE SOFT & MICRO

SOFT & MICRO

LE MAGAZINE DES SOLUTIONS INFORMATIQUES

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » :

Limoges : la confiance retrouvée

Au moment où la capitale du Limousin vit aux rythmes du Festival des francophonies, le Monde consacre un supplément à cette métropole de près de 200 000 habitants, plus proche de l'Atlantique que du Massif Central. Une ville longtemps rebelle sur elle-même, qui ose enfin afficher le dynamisme économique de ses entreprises, la richesse de son patrimoine artistique ou les qualités de la vie en « pays vert ».

S A N S V I S A

Porto, de l'Atlantique à l'Europe

Construite au début du siècle, la gare São Bento, dans le centre de Porto, a été décorée en 1930 d'azulejos montrant des scènes épiques de l'histoire du Portugal et les paysages de la région du Douro, que ses trains desservent toujours.



JEAN LUC CHAPIN



sera restauré; et raviver les relations avec Bordeaux, ville jumelée, notamment à l'occasion, en ce début de septembre, de la présentation, dans l'ancien marché Ferreira-Borges de l'exposition « Châteaux-Bordeaux » réalisée par Jean Dethier pour le Centre Pompidou.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois
Lire la suite page 28

Rude comme le granit dont elle est faite et le rocher qu'elle a investi, mystérieuse comme les brumes qui s'élèvent du Douro, Porto, ville de caractère, a longtemps donné l'impression de rester comme à l'écart. Pourtant. Au début du mois d'octobre, le maire de Porto, M. Fernando Gomes, recevra du maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, le relais à la présidence de l'Association des métropoles. Quelles que soient les difficultés entre les nations, l'Europe des villes, elle, s'organise et Porto l'atlantique ne saurait se tenir en marge.

Le Portugal a donné aux Anglais le thé à 5 heures, la marmelade, les parapluies... et tout un porto (1). Les Anglais, installés à Porto, dans le dix-huitième siècle dans la ville de l'estuaire du Douro, ont peut-être inspiré à Porto, ville-berceau de la nation portugaise et foyer libéral de la démocratie, une réserve fière, alliée au pragmatisme marchand, qui a fait d'elle la capitale d'un Nord productif et plus industriel que le reste du pays, une cité « européenne » de vieille souche. Bien avant en tout cas que le Portugal ne devienne, en 1986, membre de la CEE.

Si Lisbonne regardait vers le large et contemplait dans la mélancolie les horizons perdus de l'ancien empire, Porto a eu l'esprit tourné vers l'Europe, et se flatte d'être depuis toujours en contact avec les « voisins » du nord, l'Angleterre et la France en particulier. Histoire à ellipses, histoire à éclipses, que quarante ans d'immobilisme autarcique – les années Salazar, jusqu'en 1968 – avaient figé dans l'enfer, l'éloignement et le non-développement (20 % de la force de travail émigrée, en France notamment). La révolution d'avril, en 1974, et, plus récemment, les sommes importantes accordées par la Communauté européenne pour l'équipement et les infrastructures sont en train de bouleverser la situation : trop, et trop vite, c'est ce que craignent les plus lucides.

« Porto, d'un vrai, un pied dans l'Europe (le Portugal veut même devenir la Californie du Vieux Continent), mais d'un autre, une jambe dans le monde

russe. Oui, je me sens européen, je me sens à votre référendum, mais je ne me sens pas attaché à préserver notre caractère, notre identité », nous dit un historien de la ville, M. Helder Pacheco, qui a entrepris depuis une dizaine d'années de collecter la mémoire des usages et des coutumes, encore très vivantes pour certaines, comme la fête de la Saint-Jean, de traquer l'histoire ordinaire des rues et des quartiers, les anciens villages qui ont formé l'agglomération de Porto. Ses livres ont un succès croissant auprès du public. « Les Portugais », déclare-t-il, « de Porto », ajoute-t-il, « c'est le Sud contre les Maures. Quand j'étais enfant, on disait qu'en passant le Douro on était en Afrique... » Les gens de Porto ont le sentiment d'avoir sauvé la patrie, d'être le pays.

L'histoire confirme que le destin national a été joué d'abord, et souvent, au sud. « C'est le Sud qui a entrepris la reconquête de Lisbonne et du Sud contre les Maures. Peut-être que nous n'aurions pas dû... ». Le Nord qui lance, avec Henri le Navigateur, l'infant né à Porto, les grandes expéditions vers l'ouest, elle a filé l'or entre ses mains, en couvrant le monde de palais, sans entreprendre de transformer cette richesse. « L'or permet simplement d'importer davantage », note Christian Auscher (2), l'un des maîtres de la révolution industrielle au Portugal au dix-neuvième siècle, un sera encore Porto, qui en conservera les traces architecturales et urbaines, les maisons

sociales, les habitudes de travail, et une infrastructure qui, même si les usages traditionnels déclinent, le textile notamment, lui a donné l'avenir qui peut l'aider dans un avenir proche.

Tournée vers ses voisins du nord, mais moins à l'Angleterre « coloniale » (bénéficiant du monopole des exportations de vin de 1703, les Anglais ont introduit leur présence après les guerres napoléoniennes) qu'à la France que l'intelligentsia de Porto pense le plus volontiers aujourd'hui quand elle s'ouvre aux échanges. Et c'est la chance de la France – du français, langue parlée pour diverses raisons par des Portugais de toutes conditions, intellectuels, bourgeois, émigrants ouvriers ou artisans – d'être bien accueillie dans un pays où les besoins sont grands en même temps que la capacité de réussite et d'intégration dans l'Europe du progrès. Une chance à jouer pour l'Institut français de Porto, qui reçoit plus de mille élèves par an, mais qui veut être un véritable centre culturel de rencontre, prêt au dialogue, où les étudiants sont nombreux, la vie sociale encore chaleureuse et spontanée, mais où le calendrier n'est pas, pour l'instant, véritablement nourri.

De son côté, la municipalité socialiste a confié à une personnalité indépendante (politiquement), Manuela Melo, le poste d'adjoint à la culture, qui existe pour la première fois à Porto et auquel cette ancienne journaliste veut donner tout son ampleur : elle a organisé

des concerts de jazz dans les nombreux salons de la ville, et dynamisé les nombreuses associations que la ville a mises pour mettre la ville en mouvement; rénové le théâtre municipal, qui

(1) C'est une ruine portugaise, raconte Christian Auscher (Portugal, « Points-Plantes », Seuil, 1992), Catherine de Bragança, épouse de Charles II, qui introduisit à Porto le thé à 5 heures et le « marmelade » des colons, pour elle, les Anglais choisirent l'orange amère et qui cachait son visage disgracié sous une « ombrette » dont elle avait fait cirer la toile, la future « ombrelle ». Dans la ville, le mariage, il y avait aussi Tanger, l'indigo, et le commerce avec les possessions portugaises d'Afrique.

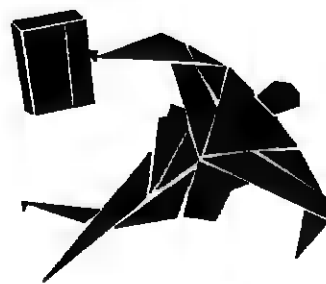
AU SOMMAIRE



Java, l'ennemi des riziculteurs... au bout du fusil... p. 29
Douro, les vignes de Londres... pp. 30 et 31
Paris, le temps des économies... p. 31
Tourisme, l'avenir incertain... p. 36
Espaces (p. 28) • Télé (p. 28)
Jeux (p. 34) • Table (p. 35)

FRANCE-PORTUGAL-FRANCE
120 VOLS
PAR SEMAINE

L'embarquement n'a jamais été aussi immédiat.



* Vols au départ de Paris, Lyon, Nice, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Metz, Bâle.

AIR PORTUGAL
chaque jour davantage

L'île qui chante

JAMAÏQUE

TOUT près de Port-Antonia, l'ancien port bananier, un palais en ruine brave l'horizon. Un milliardaire fou du soleil du sud a voulu qu'il soit bâti avec le sable de la mer. Aujourd'hui, les colonnades s'effritent, les nouveaux maîtres des lieux, ont griffonné leurs professions de foi sur les murs : « Israël vibration », « Hallelujah toujours vivant »... Ils sont, dit-on, près de 10 % de la population jamaïcaine à vivre à la marge, mystiques adorateurs de l'ancien empereur d'Éthiopie, avec pour signe de reconnaissance les locks, ces mèches de cheveux qu'un vent de la Bible interdit de tailler. Mais ils ont imprimé leurs couleurs à leurs fils — jaune pour le soleil, vert pour la nature, rouge pour le sang, noir pour l'humanité — et, au prophète Haile Selassie, ils ont approprié son rythme, le reggae.

Le reggae est partout. Sur les radios comme Iris FM, qui le diffuse en continu ; sur les places publiques où résonnent les sons des vendeurs de cassettes ; dans le déhanchement impromptu d'une serveuse qui prend la commande à la terrasse d'un café. La nuit, il résonne dans les sound systems qui s'improvisent. Une puissance délimite les cadences de la réunion. A l'intérieur, un groupe, ou encore un duo-jockey qui scrape (ici, on dit « dub »), « scratche » ses disques, imitant



Concert de reggae à Kingston.

sur ses platines quatre ou cinq morceaux... Dans les nuages de ganja (variété locale de cannabis indien) s'inventent des mots, des expressions qui font fureur, le lendemain, dans les rues.

Héritier des quadrilles du rock via le ska, le reggae lui a rythmé de la Jamaïque, mais Afrique et Amérique anglo-saxonnes. Le souvenir des Anglais est omniprésent. Conduite à gauche, maisons de style aux portes festonnées, chapelles anglicanes flanquées de cimetières tournés vers la mer... Le dimanche est un jour sacré, où les femmes sortent leurs capelines et les hommes des costumes soyeux pour flâner dans les rues méconnaissables d'être aussi calmes. Ristent également quelques demeures de riches blancs qui firent fortune dans les plantations de sucre. Rose Hall, transformée en musée, est la plus connue, mais on préfère, dans le

genre, Greenwood Great House pour ses Regency, sa curieuse collection de boîtes à musique ou, tout simplement, pour la lumière d'éternité qui filtre à travers les persiennes.

A la tradition britannique s'est superposée, la culture nord, celle du tourisme. Une histoire déjà ancienne, lancée par des noms prestigieux. Errol Flynn y eut sa maison, la famille d'Angleterre vint y jouer au polo ou au golf (celui de Tryall, en bord de mer, accueillit plusieurs compétitions internationales). Mick Jagger et Ralph Lauren établirent là leurs quartiers d'hiver et, en villas en hôtels, le bord de mer prit ainsi des allures de Riviera.

Il y a désormais ponctué par trois fois importantes : Ocho Rios sur la côte nord, Montego Bay et Negril à la pointe sud de l'île. C'est à Negril que se trouve la plage la plus spectaculaire de Jamaïque : 12 kilomètres de sable fin qui butent sur des falaises de craie blanche. C'est là, surtout, que la rencontre avec la population de l'île est traditionnelle, dans les circuits balisés pour touristes américains. En savourant paisiblement, à Caesar Café, un verre de rhum blanc, on découvre donc ces derniers partir à l'assaut des « Dunn's River Falls », où la coutume veut que les trois mille pèlerins débarqués de leur bateau de croisière escaladent joyeusement la cascade en se tenant à la main.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis André

Guide

● A savoir. Un passeport, un billet de retour, et un visa américain sont nécessaires en cas de transit par les États-Unis. Dollar local et cartes de crédit. On conduit à gauche et on parle anglais. Décalage horaire : moins six heures en hiver. Meilleure saison : de décembre à avril.

Y aller. En douze heures environ, on peut visiter Air France, puis Air Jamaica jusqu'à Montego Bay. On peut également passer par New York ou s'adresser directement à un voyageur programmé en Jamaïque.

Avec qui ? Bon spécialiste de l'Amérique, Travel'Am (dans les agences de voyages) programme également la Jamaïque, proposant un large choix d'hôtels, de croisières de la chaîne Super Cruise qui offrent gratuitement boissons, voire cigarets et interdisent du pourboire. Pragmatiques, les agences suivent aussi les âges de la Jamaïque : Jamaica, la Runaway Bay, un paradis jeune (pas d'enfants) ; à Ocho Rios, Couples d'adultes aux nouveaux mariés (pas de discothèque, pas de télévision dans la chambre) ; à Boscobel Beach, les familles ; la Grand Lido, à Negril, offre une atmosphère relaxante, notamment, une immersion en crépuscule sur un yacht des années 30. Quant aux célibataires, ils sont nombreux à l'Hadonism II ; son slogan, « The pleasure comes in many forms » (« le plaisir sous toutes les formes »). Selon l'établissement et la saison, forfaits de 11 500 F à 19 400 F par personne comprennent l'avion au départ de Paris, les transferts, sept nuits en chambre double et pension complète.

Voir. Kingston (Devon House, Hope Botanical Gardens, la National Gallery et, dans la ville, le village de Port Royal, ex-fief des pirates d'antan), Spanish-Town (plus anglaise qu'espagnole) et, non loin, le White Marl Arakaw Museum (les premiers habitants de l'île furent les Indiens Arakaw), Port-Antonia avec Navy Island qui appartient à Errol Flynn), la descente du Rio Grande, Ocho Rios, Prospect Plantation, les chutes de

Dunn's River, les grottes de Runaway Bay ainsi que Discovery Bay où débarqua Christophe Colomb, Montego Bay (la capitale touristique), ses palais coloniaux et, dans l'environnement, de superbes maisons de planteurs dont Rose Hall et Greenwood Great House.

Goûter. Le ackee, fruit de l'arbre à pain, servi avec du poisson blanc.

Calendrier. Pour la musique : début février, le « Jamaica Carnival » (Kingston, Ocho Rios et Montego), le « Orange Carnival », à Kingston (début avril), le « Negril Carnival » (fin mai), le « Independence » (début août) et, surtout, le plus grand festival de reggae, le Sunsplash, à Montego, du 11 au 14 juillet.

Consulter. Jamaica, le Guide (Aps), le plus complet en anglais. Le directeur du magazine Grands Reportages (N° 114, juin 1991) sur les Caraïbes de Colomb.

Fêtes indiennes

Un jour le dieu Brahma, alors qu'il combattait un démon, laissa tomber une fleur de lotus. Il en naquit un lac. L'endroit est nommé aujourd'hui « un temple » y a été édifié. Nous sommes au Rajasthan, « pays des rois », des forteresses et des palais de maharajahs. Chaque année, à la pleine lune de novembre, des centaines de pèlerins viennent se purifier dans ces eaux sacrées. Joignant l'utile au religieux, ils participent également à une grande foire où bétail, ou, au milieu des dunes, se négocient chameaux, chevaux, chèvres et moutons. Sous le regard et les objectifs de visiteurs attirés par cette fête colorée où se côtoient sadhus, bateleurs, cavaliers, chameaux et moutons d'ours. Une sorte de mystère du Moyen Âge dans un décor de désert et une nuit. Le programme notamment Le monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Écoles, 75005 Paris, tél. : 46-34-03-20), du 11 au 13 novembre, dans le cadre d'un festival de dix-sept jours à partir de 13 800 F qui, outre Jaïsalmer,

la cité nacrée du désert du Thar, permet de découvrir le Shikari et ses maisons couvertes de fresques. Étape dans des forêts et des palais, dont l'Umaid à Jodhpur, le Rambhadr Palace à Jaipur et le féérique Lake Palace d'Udaipur. Circuit similaire chez Orient (29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. : 46-34-29-00), du 30 octobre au 15 novembre (20 910 F par personne sur la base d'un groupe de quinze personnes) avec, en outre, Fatehpur Sikri (cité fantôme de grès rose) et le Taj Mahal, à Agra. A Pushkar, hébergement dans des tentes spacieuses.

Devi, la grande déesse du panthéon hindou, est célébrée chaque année à Mysore, dans le Karnataka, lors de la fête de Dussehra. Défilent des processions d'éléphants caparotés d'or et d'argent, des chameaux, des chevaux et des palanquins, avec musique et danse. Une fête incluse dans « La route des épics », présentée par Orient (du 8 au 21 novembre, 17 190 F) et qui, de Bombay à Bombay, explore l'Inde du Sud, le Kerala et ses canaux ainsi que la côte du Malabar. Possibilité de prolonger de quatre jours (4 300 F) jusqu'à Madras les temples de Madurai, Tanjore, Trichy, Mahabalipuram et Kanchipuram.

Une sombre histoire d'éléphant attaqué par un crocodile et sauvé par une intervention divine débouche sur le rassemblement, chaque année en novembre, au moment de la pleine lune, de milliers d'Indiens venus célébrer, sur les rives du Gange, la fête de Kumbh Mela.

La fête des adorateurs de Vishnu et de Shiva. Cela se passe à Sonapur (on écrit Sonpur), non loin de Patna, capitale du Bihar, au nord-ouest du pays. Un pèlerinage doublé d'une des plus importantes foires de la région, réputée pour son exceptionnelle concentration d'éléphants. Un spectacle de fort dévotion, mendiants, marchands, bateleurs et danseurs.

Une fête authentique proposée par Le monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Écoles, 75005 Paris, tél. : 46-34-03-20), du 7 au 23 novembre (20 500 F sur la base d'un groupe de dix à quinze personnes, 20 900 F sur la base de deux personnes). Il commence à Delhi, se poursuit par une découverte insolite de Calcutta et s'achève par les temples et les plages de l'Orissa.

Sélection établie
par Patrick Francis
et Danielle Tramard

TENDANCES

L'UCPA hisse les couleurs

Chacun son vocabulaire. La direction « marketing vente » parle d'« axes prioritaires » et d'« orientations stratégiques ». Les responsables de la communication, eux, présentent de « nouvelles lignes de produits » que les publicitaires mettent en couleurs : « Rouge, c'est quand ça bouge, bleu, c'est comme on veut ; vert, c'est pour la Terre ». Sous les projecteurs, l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), une association loi 1901 créée le 5 octobre 1965 sous l'impulsion de Maurice Herzog, alors secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports. Cofondée par ce dernier et par un conseil d'administration composé de représentants de la cinquantaine d'organisations qui en font partie (dont vingt-neuf associations, neuf fédérations sportives, la DATAR, la Caisse des dépôts et les caisses d'allocation familiale), l'UCPA, qui gère aussi un institut de formation aux métiers du sport, entend offrir aux collectivités publiques une assistance dans le domaine de l'éducation sportive et, surtout, rendre accessible la pratique d'activités de plein air à un maximum de jeunes. Financièrement, mais aussi techniquement (avec des pédagogues et des matériels performants) et culturellement en ouvrant au plus grand nombre des sports généralement réservés à une minorité.

Une mission apparemment bien remplie : avec plus de 3,7 millions de sports accomplis depuis sa création, l'UCPA se présente comme l'organisme favori des jeunes qui souhaitent découvrir et pratiquer des activités sportives au cours de leurs vacances. Les lycéens et les étudiants de seize à vingt-cinq ans sont les plus nombreux (40 %) lors de leurs vacances moyennes (20 %), les cadres moyens (10 %) et les cadres supérieurs (15 %). En 1992, 220 000 jeunes ont été accueillis dans 100 000 centres de France et de l'étranger et 180 000 des 150 000 sports offerts par l'UCPA ont été pratiqués, compte tenu d'un cycle herméatique qui, à une époque où le succès dépend souvent d'un bon image de marque, oblige les responsables à des trésors d'imagination. Aux côtés de la Tarzan (« UCPA AIIII UCPA OOH ! ») — succédée aujourd'hui une campagne en faveur de la politique de prix sociaux qui en découle, mais aussi s'assurer une rentabilité minimale pour chaque produit afin de pouvoir s'auto-financer et se développer. Pour faire, l'UCPA (600 millions de chiffre d'affaires global en 1992) s'est structurée comme une entreprise publique soucieuse de demeurer compétitive dans un secteur caractérisé par une double nation. Celle du taux de départ en vacances et celle du nombre de pratiquants sportifs, la UCPA du sportif entre 1991 et 1995 étant estimée à moins de 2 %. Dans ces conditions, se fixer pour objectif, d'ici à 1995, le doublement de sa clientèle, c'est se mettre à demeure d'accroître les parts de marché au détriment des concurrents, dont

le Med et une ciation, VVF.

D'où la volonté d'aller de l'avant, d'évoluer, d'affiner les objectifs originaux, de mettre l'accent sur la qualité des services proposés et la compétence de son personnel. De faire en sorte que chacun puisse choisir le programme adapté à son âge (adulte ou junior), à son niveau technique (débutant ou initié), à son attitude et à ses motivations. La solution : clarifier une offre couvrant près de quarante disciplines dans des domaines aussi divers que la neige, la montagne, les sports nautiques et aériens, la balle (tennis, golf, squash, badminton), l'équitation et le « deux-roues » toutes ses formes. Le tout pratiqué dans une centaine de centres en métropole et aux Antilles et neuf centres à l'étranger d'ici à 1993.

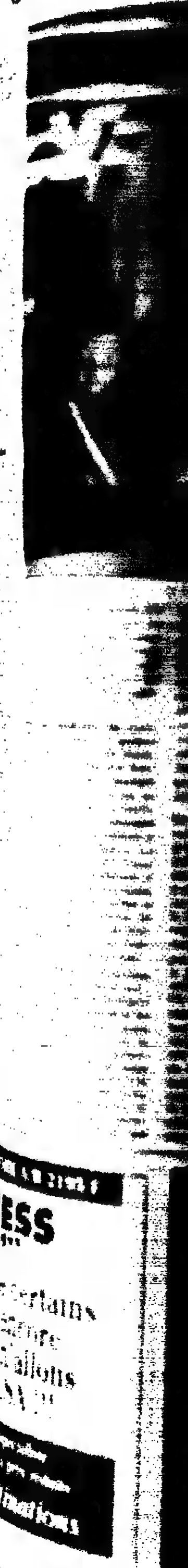
Une simplification qui se traduit aujourd'hui par trois nouvelles lignes : « produits » correspondant à trois couleurs qui rythment la structure du nouveau catalogue de l'association, le « plein air » d'exemples. Rouge pour le sport passion, pratiqué intensément et à plein temps par des « purs et durs », avec un hébergement, une restauration et des services tels que ceux qu'offre actuellement. Bleu pour le sport détente, « sur mesure », avec hébergement, restauration, hébergement en chambre de deux. Dans des sites offrant, outre le sport, des possibilités de détente et de loisir. Avec un accueil, des services et une animation renforcés. Vert, enfin, pour le sport aventure, qui, par le biais d'un exercice physique (la randonnée par exemple), permet d'explorer un pays hors des sentiers battus et de découvrir des lieux insolites, en France et à l'étranger. En privilégiant la rencontre avec la nature, les populations et la culture des régions traversées. Au total, en 1992, cinquante programmes dans vingt-sept pays situés sur quatre continents. Pour des groupes de dix à cinquante personnes maximum, variés par des professions.

Insolite de l'année, une « première » pour achever les skieurs sur les alpes du Savoie et Maurienne en deux heures et demi (un heure de vol de Paris avec la TAT, un AOM, puis une heure et demi de bus) au lieu de deux heures : le « charter des neiges », qui desservira les centres de La Norma, Vallée, Val-Cenis et Saint-Sorlin. Et pour le F A-R. Au même tarif, à Paris-Grenoble A-R avec Air Inter.

Quant aux prix pratiqués, ils découlent de la volonté de l'UCPA de demeurer l'organisme le moins cher sur le marché des vacances sportives. Ainsi, le coût moyen d'une journée (hébergement, repas, enseignement, prêt du matériel, animations, assurances) reste-t-il inférieur à 300 F hors voyage. L'UCPA (Informations à Paris au 43-36-05-20 ou au 48-04-76-76) commercialise ses programmes par son propre réseau de vente, soit dix bureaux, à Beaubourg, Glacière, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Strasbourg, Toulouse et Nancy, ainsi qu'un bureau à Bruxelles, avant-poste d'une chaîne de réseau à d'autres européens.

Patrick Francis

Java. 1



مذكرات لامل

SANS VISA

DECOUVERTE

15

L'UCPA hisse les couleurs

Java, l'omnibus des rizières

Voyage à bord du «Java express». De Djakarta à Jogjakarta, un train des rizières qui raconte l'Indonésie à livre ouvert.

TOUTES vitres baissées, le train s'enfonce dans la nuit claire, se frotte les branches de palmier et de cocotier. Comme s'il glissait en vieux habitué l'obscurité indonésienne. Dans le wagon déjà envahi de poussière, le caquetement des poules qui s'impatiente dans leurs cages en bois se superpose aux ronflements et aux éclats de rire. Au-dessus des têtes, le train déborde de sacs ventrus, de paniers et de cartons qui menacent à chaque sursaut de dégringoler sur les inconfortables banquettes en bois de la seconde classe. Au dehors, les perroquets, les cigales et les crapauds-buffles font un tapage assourdissant. Neuf heures, encore, avant d'atteindre Jogjakarta.

Jogja... Une destination dont le nom résonne comme une musique. Jogja, qui berça le nationalisme indonésien sous le joug hollandais et se vint, aujourd'hui encore, le lieu de la culture javanaise. Jogja, terminus de ce «Java express» qui prend son temps pour arriver de Djakarta, comme s'il s'ingéniait à creuser la distance : deux jours. Car, par une curieuse fatalité des chemins de fer indonésien qui se renouvelle chaque année, il faut obligatoirement débarquer à Bandung et y passer un bout de nuit avant de reprendre, à 5 heures du matin, les yeux encore pleins de sommeil, la seconde partie du voyage.

Mais jusqu'ici, tout Java se laisse désirer. L'attente de repartir sans être malade au guichet pour arriver sa place. Une épreuve que l'on ne peut accomplir qu'une heure, et une heure seulement, avant le départ - autrement dit en pleine nuit - dans la cohue et la bousculade. Drôle de façon de méditer la course de l'histoire dans cette ancienne station de villégiature des hollandais située au milieu des collines, où se tint, en avril 1955, la première conférence des peuples d'Afrique et d'Asie qui donna naissance au mouvement des non-alignés.

Il n'y a bien une autre ligne, plus au nord, qui relie directement la capitale indonésienne à Jogjakarta et continue sur Surabaya. Mais elle est chère et propose trop d'arrêts. Les Indonésiens, et les routards du monde entier, lui préfèrent ce «train des rizières» qui traverse Java d'ouest en est, doucement balancés par les images de l'Asie éternelle. Car c'est à Java que bat le cœur de l'Indonésie, sur cette île immense qui s'étire sur mille kilomètres de long et englobe inlassablement ses rizières, ses temples et ses forêts de teck au



milieu d'une nature étonnante née des moussons et du soleil de l'équateur. De quoi faire pardonner à cet omnibus de légende, construit dans les années 30 au prix de mille et une tribulations pour déjouer les obstacles d'une géographie dépeçée.

Derrière les fenêtres du train, Java se réveille, sous de grosses masses de nuages. Au petit matin, la brume et le mystère des horizons offrent un spectacle d'exception. La nuit s'accroche encore sur les arbres, mais l'aube tiède se parfume d'encens et sur la campagne qui sort de son sommeil d'ombres et se réveille comme un négatif. Un paysage de gris et de bleus d'abord, et les lignes argentées et dorées des rizières en terrasses, inondées d'eau, dans lesquelles se reflètent, encore un peu floues, les chaînes de montagnes. Une nouvelle journée commence en Indonésie, dans la paix et la sérénité.

La ligne fumante se débarrasse peu à peu de la torpeur de la nuit ; les premières lumières émergent de l'obscurité. Puis apparaissent les premiers villages, dans la lumière jaune et rose de l'aube indonésienne. Java s'enorgueillit d'un posséder à elle seule plus de soixante millions d'habitants, ce qui pourrait croire que ces géants de 3 000 millions de haut à l'allure bonhomme, paisibles gardiens de la sérénité des

rizières, peuvent se transformer d'un moment à l'autre en monstres déchaînés. Mais quand ils se déchaînent, c'est le Gungulung en 1982, ils peuvent envahir les villages, décapiter les maisons et recouvrir des milliers d'hectares d'une épaisse couche de cendres... Qu'importe ! Depuis toujours, on vit en Indonésie à l'heure de rester en paix et de produire à Java des terres fertiles nourries par les pluies de mousson.

La voie serpente, franchit les tunnels, survole les rizières et les forêts, emprunte des dizaines de ponts suspendus construits au-dessus de précipices vertigineux, joue à cache-cache avec les montagnes. Java n'en finit plus de s'étendre, et le train poursuit en hurlant sa chevauchée à travers la jungle. Comment l'Indonésie donnerait-elle plus de vertige, mais au voyageur le plus blasé : 13 677 km étirés sur l'archipel de 2 millions de kilomètres carrés à cheval sur l'équateur. 3 000 kilomètres d'est en ouest - la distance de Brest à Moscou - et 2 000 kilomètres du nord au sud. Le quatrième pays du monde par sa population. Une mosaïque de 360 ethnies et langues, pour une seule langue officielle, le bahasa Indonesia. Le plus grand pays musulman du

monde par le nombre de ses habitants : 175 millions.

Parfois, le train s'arrête. Sans raison apparente, au milieu de nulle part. Un couple de paysans, assis depuis le début du voyage, empoigne ses bras et s'assoie jusqu'au bas du marchepied et s'éloigne dans le petit jour, d'un pas lent, vers le train. L'Indonésie des grincements. Car Java est un immense village. A elle seule, l'île rassemble près de 10 % des 178 millions d'Indonésiens : 747 habitants au kilomètre carré, une densité plus élevée que la planète ! Mais ici, la population s'exprime plus en images qu'en chiffres. Au bord de la voie, des grappes d'enfants en uniforme partent pour l'école. Les champs sont remplis de buffles. Et les moindres hameaux semblent bondés. Comme si tout Java s'ébrouait au passage du train.

Secoué par les cahots, couvert d'une fine poussière qui s'engouffre à travers les vitres baissées et que le ventilateur pousse et que l'on ne peut pas se laisser aller au voyage ? Les images défilent au rythme martelé des bogies. Un rythme qui effraie les babouins des forêts et dérange l'ordre et la volupté de ses villages somnolents, comme si les grands jardins paradisiaques. Ce matin,

l'Indonésie vous appartient pour quelques heures...

Au fil des kilomètres, la lenteur et la tranquillité de la campagne immobile gagnent les passagers, même s'impriment sur les visages lisses et impassibles comme des statues de Bouddha. Le temps s'écoule, quelle importance ? Le voyage sera long, et l'on pourrait rester assis, des jours entiers, sur cette banquette en bois, au rythme de ce train qui emmène vers une destination infiniment lointaine. Toute notion de distance s'efface. Combien de kilomètres encore ? Combien en reste-t-il ? Peu importe. Le train est haut dans le ciel et la lumière crue et violente de midi efface presque les couleurs d'un paysage soudain pâle et terne, presque irréel.

Courbés en deux dans les rizières, les pieds dans la boue, les paysans relèvent la rizière un instant au passage du train en se frottant les reins, après des heures harassantes passées à repiquer les jeunes pousses. Un mille fois répété chaque jour. Plus loin, les femmes battent en rythme les épis déjà mûrs pour recueillir les précieux grains. Dans les villages de Java, l'obstination et la générosité des pluies permettent d'obtenir trois récoltes par an. Le riz, comme un produit miracle, est le

riz qui a ciselé la terre, l'a découpée en minuscules parcelles séparées par des diguettes ou l'a creusée en étages, et qui lui a donné ses couleurs. Après avoir été le plus gros importateur mondial de céréales, le pays s'est vu l'autosuffisance alimentaire depuis 1984.

Riz et palmiers : Java semble uniformément verte. Une fraîcheur qui permet presque d'oublier la chaleur torride qui règne de la mémoire l'agressivité de Djakarta. Djakarta, étouffante, bruyante, tentaculaire. Les cris, la chaleur et la violence des couleurs qui vous martèlent la tête. Les autobus qui laissent échapper des nuages de fumée noire. La population de la capitale s'est élevée de 10 millions à la fin des années 60. Les enfants aux carrefours qui vendent des journaux, des chewing-gums ou de l'essence à litre dans des vieilles bouteilles de soda.

Dans le wagon, l'air est le clou de girofle qui parfume les kretchs, les cigarettes préférées des Indonésiens, et le riz frit. Comment l'Indonésie, l'ancien archipel des épices, pourrait-elle se passer de ces effluves qui firent la fortune d'Amsterdam à l'époque où la chaîne parfumée du poivre, de la noix de muscade, de la cannelle et du clou de girofle enchantait l'Europe ?

Grassement des trains. Cette fois, c'est un troupeau de buffles qui occupe les voies, obligeant le train à prendre patience. Un sarong noué autour des reins, une chemise de batik sur les épaules, le visage mangé par un chapeau pointu, des passagers indonésiens au bord de la route en profitent pour se courber sous les gros sacs de jute. Des enfants dans les oliviers, le regard effilé, ourlé de noir, se précipitent pour acheter des bonbons ambulants arpente les couloirs et offrent comme un trésor de bonbons, noix de coco et riz planté cuit dans des feuilles de banane.

Le train, déjà complet au départ, a ramassé au fil des gares de nouveaux passagers, serrés les uns contre les autres ; le moindre mouvement est désormais occupé. Etrange magie de ces trains qui lient les villages, les destinées et les histoires. C'est ainsi que les Java, les «anges vagabonds» chers à Kerouac, accrochés à leurs sacs à dos.

Une heure, encore, avant d'arriver à Jogjakarta. Une heure magique où l'on peut tout imaginer, tout semble possible. Un moment où la curiosité et la soif de découvrir prennent le pas sur la fatigue. Borubudur, Surabaya, Bali... Un moment d'espérance, de chaleur, de la poussière, qui ne s'efface à aucun prix.

De notre envoyée spéciale
Pascale Wattier

PARIS - NEW YORK AIR 2195 F

ACCESS VOYAGES

Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !!!

ACCESS est le spécialiste des vols réguliers à prix réduits sur 350 destinations

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TEL (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU. TEL 78 63 67 77
OU DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES

BANGKOK 3 580 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières. On ne vit que mille fois.

Et après les marchés flottants ou les rivières à dos d'éléphant, poser vos bagages dans une chambre calme ne vous coûtera pas plus cher qu'un lifting pour votre shar pei.*

* La Thaïlande avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 5 990 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 77 10 11

NOUVELLES FRONTIERES

هكذا من لايصل

Douro, les vignes

de Londres

Porto fait le vin. Douro fait la vigne. Plus de cent kilomètres séparent le port qui donne son nom au porto et qui le fait vieillir dans des chais du vignoble en terrasses qui le produisent, dans la vallée du Douro. Le premier vignoble officiellement délimité est aussi l'un des plus élevés et des plus escarpés du monde. Les méthodes de travail sont aujourd'hui en pleine transformation. Le paysage aussi.

PORT and claret... Et quand ils furent privés de vin français, pour des raisons politiques et diplomatiques (la guerre, puis la Révolution française), de leur Bordeaux, leur cher claret, les Anglais inventèrent leur consommation de *port wine*. En fait, ils l'avaient même inventé. S'occupant, par le traité de Methuen, en 1703, le monopole de son exportation contre des livraisons de laines d'Irlande et de l'outillage, et transformant le pays en une *garde bucolique* des *britanniques* (C. Auscher) jusqu'au début de ce siècle, les Anglais firent leur la *britannique* du vin.

(dont la région fut délimitée officiellement dès 1755 par le marquis de Pombal) en s'avisant que le breuvage serait *travaillé*.

La méthode : l'art de la fermentation par un cinquième d'eau de vie, l'ajout de sucre dans un subtil équilibre, le vieillissement en fûts produisant, après années, vingt années ou plus, le *tawny* qui dure les conversations entre hommes, le *salon*, longtemps après le dîner. *Upstairs*, précise le critique britannique Nicholas Faith, l'étage, c'est-à-dire la société, on buvait le bon porto, que *downstairs*, dans les cuisines, les domestiques se contentaient de *ruby*, les assemblages de vins jeunes.

Ce « porto » ordinaire, banal, qui fut toujours l'essentiel de la consommation française (en volume, elle dépasse largement la Grande-Bretagne qui se contente pour les *vintages*, mille fois réalisés à partir de la vendange d'une année d'excellente année, de *blancs* de qualité). Comble de ridicule, alors qu'il y a des blancs secs et que nous ignorons, nous continuons à le boire en *contrat*, le contre-temps. Porto-Stilton, porto vieux avec des *fromages* bleus ou des *fromages*, est un usage qui n'a pas traversé la Manche.



Frank «Smiler» Vestman, à droite qui fut jusqu'à sa mort en 1860 l'un des partenaires de la société britannique Taylor, installée à Porto depuis trois siècles. Il fut le premier Anglais à produire cinquante «vintages», portos millésimés, dans le Douro.

Porto, de l'Atlantique à l'Europe

Suite de la page 27

D'ailleurs, les lieux d'accueil, vastes ou retirés, intacts dans leur style propre (on pense à ce grand parc de la Casa da Sra. Sorralves, palais cubiste construit pour un industriel dans les années 30), ne manquent pas. « Porto est une ville secrète, qui ne s'offre pas au premier regard, qui ne cherche pas à se montrer en scène », comme le montre Eduardo Paz Barroso, critique d'art et journaliste, qui a apporté sa connaissance intime de la ville, de ses courants culturels, à la réussite de l'ouvrage édité en français (3) par Bordelaise, Sylviane Sanborn, et de l'écrivain portugais contemporain, le regard d'un photographe girondin sur la ville.

Avancées, éclipse. Ville sans mémoire, on dirait que Porto a tout gardé de ses pas multiples.

Quand Gustave Eiffel répond au maire pour la construction d'un viaduc ferroviaire à Porto, en 1875, sa proposition se résume à trois fois moins de ce que les concurrents : le client fait faire tout le travail, on vérifie les montages, assemblages, charges, points d'appui, contre-ventements... et on construit, en vingt et un mois, l'arche métallique qui se tient de plus de 100 mètres de long, qui s'élance à 100 mètres du fleuve et qui ont supporté le passage pendant plus d'un siècle. Jusqu'à l'an dernier, jusqu'à l'ouverture d'un nouveau pont, en béton, dessiné par l'ingénieur portugais Edgar Cardoso. L'image du pont sur le Douro, « tour Eiffel à l'horizontale », vingt ans avant la tour Eiffel, et quelques années avant le viaduc de Garabit, France, l'image la plus connue de Porto. Presque la seule.

C'est d'ailleurs pas le charme de la métropole nordiste dans un pays du Sud, encore aujourd'hui, que de n'être pas annoncée dans l'imaginaire du voyageur par trop clichés, trop de perspectives toutes

faites, trop de Ben et trop de gondes, qui exigent ensuite de la réalité une qualité supérieure à celle de la fiction. A Porto, les sites, le paysage urbain, la lumière océanique, la physiologie des habitants, les habitudes, leurs attitudes, tout est surprise. Et la tonalité naturelle. La ville vit pour elle-même, les *Portugais* le savent ; les plus artistes, les plus littéraires d'entre eux l'expriment, dans leurs récits, une d'autoportait collectif, ne peut pas le plaisir d'approcher l'original.

Pour les nantis en MacDo, en escaliers mécaniques, en souterrains que nous avons connus, le centre ancien de Porto représente l'heureuse harmonie d'une grande ville provinciale d'avant-guerre, conservatoire vivant de plusieurs manières urbaines, aussi riche en cinémas, garages déco, en grands cafés modernistes ou Belle Époque, qu'en échoppes d'artisans, de grainetiers, de ferblantiers, en pâtisseries qu'en ateliers d'ébénisterie et de réparation automobile, où les vitrines présentent avec soin les pièces de rechange pour la plomberie, les robinets, des poignées de portes, des serrures, des clés, des câbles et des grillages, des pinceaux, des marteaux à bois, des outils électriques, que des montres, des colliers, des bagues et des pendants d'oreilles. Et, bien sûr, que rien n'est plus de vin de Porto et des piles de morue séchée, le *bacalhau*, fondement de la gastronomie locale : les symboliques termes de l'échange séculaire avec l'Angleterre, dont les navires livraient tissu de laine et poisons pour repartir la cale pleine du précieux breuvage - couleur d'amarante - que ces messieurs de la *gentry* boiraient au fumoir, après le dîner, ou dans les clubs de Mayfair. *Old fashioned*, mais pas encore.

Ville née de fleuve, à un écartement du relief à une dizaine de kilomètres de l'embouchure du Douro, Porto, quelques siècles après une première implantation romaine, a pris appui sur un promontoire, avec sa cathédrale, citadelles de granit, occupé progressivement les pentes, les berges quand il n'est plus, depuis les années 60, la voie de communication qu'il fut pendant plusieurs siècles.

le porto, sous les bannières des négociants, dans l'ombre de la falaise, dans l'air humide du Douro qui n'est plus, depuis les années 60, la voie de communication qu'il fut pendant plusieurs siècles.

« Porto n'est pas le grand port des conquêtes maritimes, c'est une ville née de fleuves », dit Pacheco. Si Lisbonne est, pour Eduardo Lourenço, la cité d'un éternel ailleurs, « la ville du songe », Porto serait « le bateau qui n'est jamais parti, même si on afflue vers lui autant de candidats au départ ». Ville d'un départ toujours différé, capable de saisir dans son discret sortilège l'étranger le passage, ou celui qui s'arrête pour tenter de la connaître.

Site couronné, étagé, pleins de replis et de promontoires, s'offrant en perspectives, en obliques : et l'on comprend comment une telle géographie urbaine a pu influencer l'imaginaire des désordres internationaux. Les maisons, couvertes sans rien laisser perdre, le quartier des entrepôts de Vila Nova de Gaia, les quais où vieillit

le porto, sous les bannières des négociants, dans l'ombre de la falaise, dans l'air humide du Douro qui n'est plus, depuis les années 60, la voie de communication qu'il fut pendant plusieurs siècles.

« Porto n'est pas le grand port des conquêtes maritimes, c'est une ville née de fleuves », dit Pacheco. Si Lisbonne est, pour Eduardo Lourenço, la cité d'un éternel ailleurs, « la ville du songe », Porto serait « le bateau qui n'est jamais parti, même si on afflue vers lui autant de candidats au départ ». Ville d'un départ toujours différé, capable de saisir dans son discret sortilège l'étranger le passage, ou celui qui s'arrête pour tenter de la connaître.

Site couronné, étagé, pleins de replis et de promontoires, s'offrant en perspectives, en obliques : et l'on comprend comment une telle géographie urbaine a pu influencer l'imaginaire des désordres internationaux. Les maisons, couvertes sans rien laisser perdre, le quartier des entrepôts de Vila Nova de Gaia, les quais où vieillit

Trois volumes blancs, qui émergent de la verdure, mystérieusement asymétriques, une géométrie décalée, aussi nette que la ville est complexe et pourtant proche de son diagramme, dans l'abstrait.

Nouée autour de son rocher, Porto s'étire sur plusieurs kilomètres jusqu'à l'estuaire, et donne la façade atlantique à son quartier maritime qu'elle appelle Foz, c'est-à-dire « l'embouchure ». Les tramways, on le sait, traversent la ville : il leur reste deux lignes à Porto, qui toutes deux vont à la mer. Le tracé miroitant, la ligne de conduite inscrite dans le sol, plus brillante que la lueur du pavé, dans leur sillage, continue coûte que coûte à lier entre eux les quartiers de la ville, à lier la toile des liaisons, des relations, des rencontres. Salons de bois sur des rails, avec le crépitements et les éclatements d'une fête foraine au quotidien, l'indication en toutes lettres de la destination promise - Foz, Boavista, - ils assurent une pérennité. Porto tient beaucoup de ces deux dernières lignes de tram.

Ce qui fait une ville, souvent, c'est sa façon d'attraper la

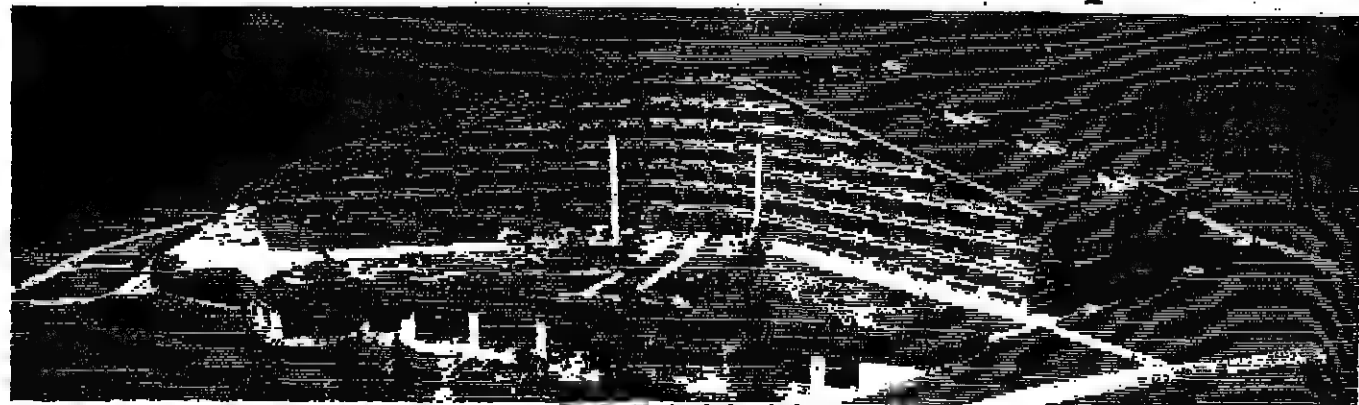
lumière. Ville de travail, densément construite, au-dessus de ses lieux de travail, les quais, le port sur le fleuve. Porto est la lumière, dans ses immeubles sombres de la ville, par des lanternes, parfois très décorées, qui, à contrejour quand vient le soir, lui donnent une note un peu plus allègre.

Et surtout, sur les palais et les maisons, dans la gare de San-Bento, on voit les façades des maisons les plus modernes, les carreaux de céramique, peints de scènes travaillées ou simplement de motifs géométriques abstraits, qui ont les reflets du rayonnement du ciel atlantique. *Azulejos*. L'usage de ces carreaux de céramique, l'espagnole : il suffit, pour un Français, de faire une prononciation de la dernière syllabe, *azules*, pour être dans le ton. C'est la tonalité azule.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

(3) Savoirs de Porto, Editions de l'Écarnette, Bordeaux.

Interalpen-Hotel Tyrol. Tout au superlatif.



Profitez de tous les raffinements que vous propose cet hôtel de classe incomparable situé en plein cœur des Alpes. Aménagé dans le style de la région, la maison répand une atmosphère aussi accueillante qu'harmonieuse. Les cuisines se font un point d'honneur à régaler votre palais de tous les plats imaginables. Quant à notre cave, elle est garnie des meilleurs crus. Chacun des spacieux appartements comporte un poêle de falaise et offre une vue splendide. Côté loisirs et détente, vous

avez à votre disposition : piscine, courts de tennis, bains bouillonnants, saunas, fitness club. Nous avons même prévu une section de bains thérapeutiques. Salon de coiffure et institut de beauté complètent notre programme bien-être. Le fascinant paysage des Alpes du Tyrol vous invite à des parties de tennis ou de golf sur le terrain à 18 trous adjacent. Pour les férus de randonnées et d'alpinisme, l'Interalpen-Hotel Tyrol sera le point de départ idéal de leurs excursions.

A quand votre visite?



INTERALPEN-HOTEL TYROL

INTERALPEN-HOTEL TYROL - B.P. 96 - A-6410 Telfs-Buchen, Autriche - Tel. 19-43/52 62/6 06
Tél. 04 70 00 11 11 - INHO - Télécopie 19-43/52 62/60 61 90 - Réservations téléphone 19-43/52 62/60 62 81

Paris sans le rond

5.280 F

 **cubatur**
Cubatur - Les arrangements en Cuba

**OFFRE SPECIALE
SUR LE VOYAGE
DU 11 OCTOBRE**

VILLAGE PLAYA GIRON

Offre spéciale:
pour le prix d'une semaine (8 jours, 6 nuits),
nous vous offrons **14 jours** semaine,
gratuite, selon disponibilités.
*Inclus: vol, séjour plage,
transfert aéroport-village-aéroport

**POUR EN SAVOIR PLUS, FAITES
3615 OT. CUBA
TÉLÉPHONEZ AU (1) EE 75 80 66
OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE**

 **cubatur**
Cubatur

CROISIERES CHANDRIS

**En route pour les Caraïbes
grâce aux "Plus" Chandris.**

La qualité Chandris:
Une flotte de grande classe unique aux Caraïbes
réunissant, confort, élégance et convivialité.

Les prix Chandris:
exemple, 11 jours Paris/Paris
à bord de l'Horizon
pour seulement 10 020 frs*

L'esprit Chandris:
présence francophone sur tous les navires.

La sécurité Chandris: 250.000 passagers par an
sur 7 paquebots et 40 ans d'expérience.

*prix valable
jusqu'au 12/12/92
base cabine double,
toutes escales, en sur.





lic. 175521

5.280

**OFFRE SPECIALE
SUR LE VOYAGE
DU 11 OCTOBRE**

VILLAGE PLAYA GIRON

LITTE spéciale:
pour le prix d'une semaine (8 jours, 6 nuits),
nous vous offrons le **premier** semaine,
gratuite, selon disponibilités.
*Inclus: **vol**, séjour plage,
transfert aéroport-village-aéroport

**POUR EN SAVOIR PLUS, FAITES
3615 OT. CUBA
TELEPHONEZ AU (1) 88 79 00 66
OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE**

cubatur
cuba - ses amis en cuba

cuba
agence de voyage

هكذا من الإلهام

KUONI
CONTINENTS LOINTAINS : circuits et voyages à la carte, un monde de différence.

e evasion
Italie
Renseignements dans votre agence de voyages ou : CIT 44-71-30-00

HIVER PRINTEMPS
LES VOYAGES DIFFUSION : des circuits compris au meilleur prix

cosmovel
EGYPTE
Hiver 92-93 CROISIÈRES - SEJOURS VOYAGES A LA CARTE
Nombreux programmes de croisières de 6 180 F à 12 670 F. Au départ de Paris et de la province.

Clio
voyages culturels 93
Tél. : (1) 48-42-15-15

Finlandia
OFFICE NATIONAL du TOURISME DE FINLANDE
13, rue Auber 75009 PARIS. Tél. : 42-66-40-13

EXPLORATOR
BROCHURE 1993 : UN AUTRE REGARD SUR LE MONDE. PLUS DE CENT ITINÉRAIRES INÉDITS POUR DÉCOUVRIR L'INACCESSIBLE
EXPLORATOR Tél. (1) 42.66.66.24 Minitel 3615 EXPLO

KUONI
CROISIÈRES
Sélection 1993
CROISIÈRES SÉLECTION : maritimes ou fluviales, le savoir-faire KUONI et l'accompagnement Paris/Paris.

AUTOMNE-HIVER 1992/1993
le Monde à la Française
Chez votre agent de voyages.

NOMADE
GRANDS ESPACES
DEMANDE
BROCHURE
RICHE

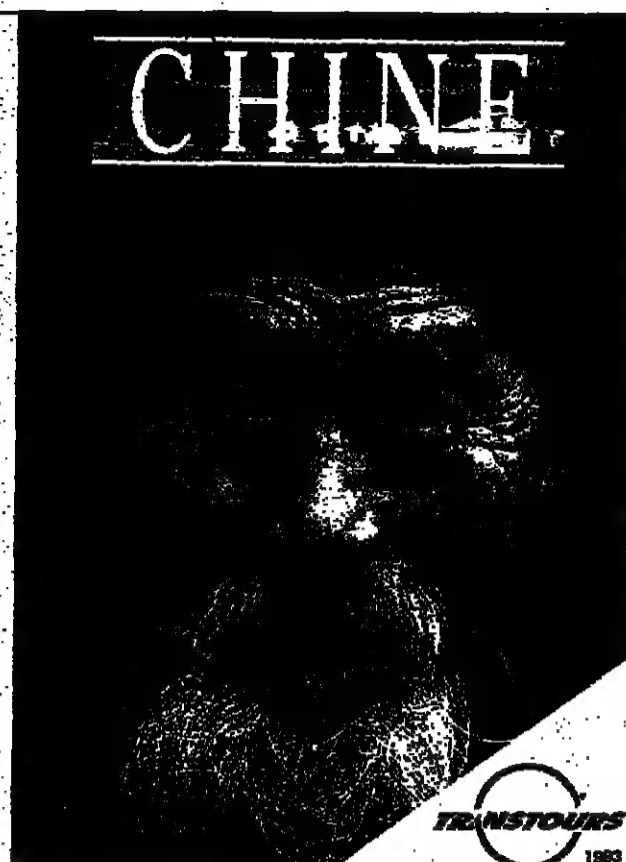
552 من الإجمالي

PLUS DE 50 RANDONNÉES DANS LES GRANDS ESPACES

SAHARA, AFRIQUE, AMÉRIQUE, EUROPE

BROCHURE SUR DEMANDE :
50 av. des Ternes - 75017 Paris - 43.42.45.45

CHINE



TRANSTOURS : LA CHINE TOTALE

Chez votre agent de voyage ou au : (1) 44-58-26-26

ARTS ET VIE
Première association culturelle française
de voyages à l'étranger
agrément ministériel tourisme n° 74065
38, rue des Favorites, 75015 Paris
Tél. : 16 (1) 40 43 20 21 Minitel 3614 AREVIE

LE MONDE DES CROISIÈRES PAQUET

AMÉRIQUE DU SUD • ANTARCTIQUE
CARAÏBES • MÉDITERRANÉE • GRAND NORD
BAZOUQUE • CHINE • JAPON
ASIE DU SUD-EST • Océan Indien
A PARTIR DE MÉMOR, DE L'Océan PRINCES ET DE L'Océan PERLE

1993

Découvrez l'ivresse du marcheur.



Les plus beaux itinéraires de trekkings et de
randonnées dans le monde entier. Sahara, grands
déserts, montagnes de France et d'ailleurs : Maroc,
Népal, Groënland, Yémen, Guatemala, Tibet,
Tanzanie... et en exclusivité une traversée du
Mustang et une expédition au Pôle Nord.
Tous niveaux, même débutant et à tous les prix.
Brochure sur demande.

LA TERRES D'AVENTURE
LE VOYAGE À PIED

16, rue Saint-Victor 75005 PARIS. Tél. : 43.29.94.50. Minitel 3615 Terdav
9, rue des Remparts d'Alain 69002 Lyon. Tél. : 78.42.99.94. Licence A 1148

club aquarius

l'autre club



HIVER 92/93
NEIGE
MER
CIRCUITS

A ce prix là, c'est un vrai bonheur !

AUTRICHE

ALLEMAGNE

Austria Pauli

LES SABLES :

les plus belles
plages du bout
du monde
Des hôtels Diffusion
à prix doux

KUONI LES SABLES



Le Monde

Je désire recevoir les brochures suivantes :

1 2 3 4 5 6 7 8
9 10 11 12 13 14 15 16 17

Offre valable jusqu'au 7 Novembre 1992.

A retourner à :

IDA LIEFVRE
LE MONDE PUBLICITÉ
15/17, rue du Colonel-Avez, 75002 Paris Cedex 15

NOM :

Adresse :

Ville :

Code postal :

سكز لمن لا يملك

Bridge

nr 1503

LE COUP DE L'IMPÉRATRICE

Cette défense spectaculaire a été présentée à une émission de la télévision anglaise. On peut lui donner le nom de Coup de l'Impératrice, car elle avait pour but d'empêcher le déclarant d'utiliser un Baiser à la Reine!

♠ 743
♥ A R D
♦ R 9 7 4 2
♣ 8 5

♠ R 9 6 5 2
♥ 8 7 5 3
♦ 5
♣ V 7 3

♠ A 10
♥ V 10 9 2
♦ D V 10 8 6
♣ D 4

♠ D V 8
♥ 6 4
♦ A 3
♣ A R 10 9 6 2

Ann. : S. don. E-O vuln.
Sud Ouest Nord Est
Furcut Kchels Zia Sundelin
1 ♠ passe 1 ♠ passe
2 ♠ passe 2 ♠ passe
3 SA passe 3 SA passe

Ouest ayant entamé le 5 de Pique, Est a pris avec l'As et a continué avec le 10 de Pique couvert par le Valet de Pique et pris par le Roi de Pique d'Ouest qui a rejoint le 2 de Pique. Quelle carte Sundelin, en Est, a-t-il défendue pour faire chuter TROIS SANS ATOUT?

Réponse :

Le retour du 2 de Pique après avoir entamé le 5 de Pique (quatrième meilleure), montrait que Ouest avait cinq Piques et qu'il restait deux Piques maîtres. Mais on aurait pu être sa reprise de main? Ce ne pouvait pas être l'As de Carreau, ni un des gros bonheurs à Trèfle, car Sud n'aurait pas sauté à 3 SA sans l'As de Carreau et As Roi de Trèfle. Il restait cependant une rentrée possible le Valet de Trèfle troisième, mais encore fallait-il que la Dame de Trèfle n'empêche pas cette reprise.

Regardons, en effet, ce qui va se passer si Est ne défend pas immédiatement la Dame de Trèfle : le déclarant, quand il jouera Trèfle du mort ne prendra pas si Est fournit la Dame et, si Est met le 4 de Trèfle, Sud prendra avec le Roi de Trèfle, retournera au mort par le Roi de Cœur pour continuer Trèfle et laisser passer la Dame de Trèfle si Est a mis cette carte. Les

Trèfles seront ainsi affranchis sans que Ouest puisse prendre la main.

Sundelin, heureusement, n'a pas voulu être victime de ce Baiser à la Reine et, pour déjouer cette manœuvre, il a défendu le 4 de Trèfle au troisième tour à Pique! Dès lors le déclarant ne pouvait plus affranchir ses Trèfles sans donner la main à Trèfle à Ouest qui fit ainsi chuter le contrat avec le Valet de Trèfle et quatre Piques.

CONVENTION DISCUTABLE

On voit mal l'intérêt de certaines conventions spéciales, mais le plus étonnant est qu'elles se ressemblent parfois contre leurs servants comme dans cette donne du match Norvège-Pologne des précédentes Olympiades.

♠ 8 7 6 4 3
♥ V 10 5
♦ V 10 2
♣ 10 2

♠ A R D 10 2
♥ 7
♦ 9 8 7 6
♣ D 9 7

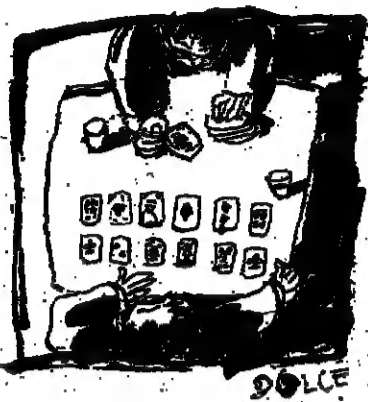
Ann. : O. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
Lenniev Rasmus Gwarys Bentzen
Passe 1 ♠ 1 ♠ contre
2 ♠ contre 2 ♠ 3 ♠
3 ♠ contre 3 ♠ contre 4 ♠
4 ♠ contre 4 ♠ contre 5 ♠
5 ♠ contre 5 ♠ contre 6 ♠

Ouest ayant entamé le 3 de Pique, comment Bentzen en Sud a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense, les atouts étant 3-1?

Note sur les enchères

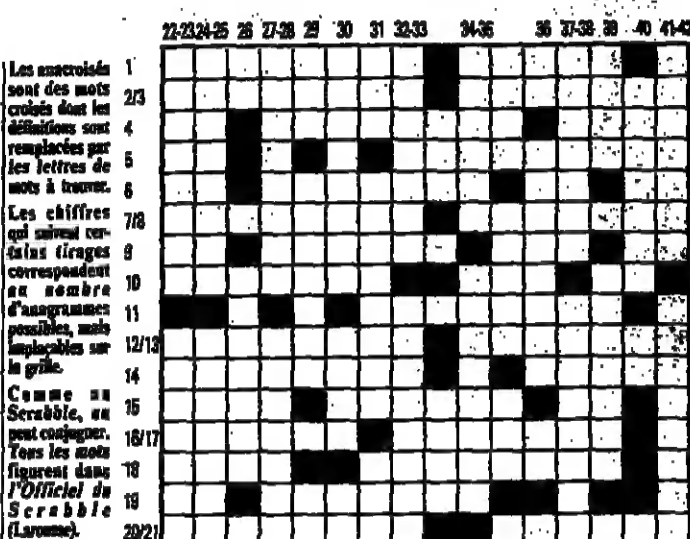
L'intervention à « 1 Cœur » promettait des Cœurs ou des... Piques, et le contre de « 1 Cœur » était de pénalité; « 2 Cœurs » montrait trois ou quatre Cœurs; « 3 Cœurs » était un cue bid ainsi que « 4 Piques » et « 4 Carreaux »; 5 Cœurs demandait de déclarer le chelem à Cœur avec un bon soutien d'atout. Alors, avec As, Roi à Cœur et tous les contrôles, Nord n'a pas résisté à la tentation de ce grand chelem sur la corde raide.

Philippe Brugnion



Anacrosés

nr 734



HORIZONTALEMENT

1. CHERNUPIL. 2. ECHILLOS. 3. CHENTIL. 4. OPPRISTU. 5. ECHINOTILU. 6. AERESSY. 7. ALNORSTU. 8. E. EIMMOOT. 9. ELISRY. 10. EIMSTT. 11. EIMMOR. 12. AEMMORRI. 13. EIMMOR. 14. EIMMOR. 15. EIMMOR. 16. EIMMOR. 17. EIMMOR. 18. EIMMOR. 19. EIMMOR. 20. EIMMOR. 21. EIMMOR. 22. EIMMOR. 23. EIMMOR. 24. EIMMOR. 25. EIMMOR. 26. EIMMOR. 27. EIMMOR. 28. EIMMOR. 29. EIMMOR. 30. EIMMOR. 31. EIMMOR. 32. EIMMOR. 33. EIMMOR. 34. EIMMOR. 35. EIMMOR. 36. EIMMOR. 37. EIMMOR. 38. EIMMOR. 39. EIMMOR. 40. EIMMOR. 41. EIMMOR. 42. EIMMOR.

VERTICALEMENT

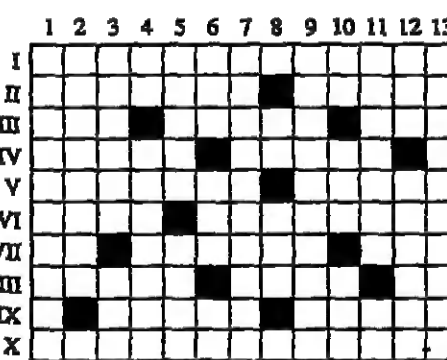
1. EIMMOR. 2. EIMMOR. 3. EIMMOR. 4. EIMMOR. 5. EIMMOR. 6. EIMMOR. 7. EIMMOR. 8. EIMMOR. 9. EIMMOR. 10. EIMMOR. 11. EIMMOR. 12. EIMMOR. 13. EIMMOR. 14. EIMMOR. 15. EIMMOR. 16. EIMMOR. 17. EIMMOR. 18. EIMMOR. 19. EIMMOR. 20. EIMMOR. 21. EIMMOR. 22. EIMMOR. 23. EIMMOR. 24. EIMMOR. 25. EIMMOR. 26. EIMMOR. 27. EIMMOR. 28. EIMMOR. 29. EIMMOR. 30. EIMMOR. 31. EIMMOR. 32. EIMMOR. 33. EIMMOR. 34. EIMMOR. 35. EIMMOR. 36. EIMMOR. 37. EIMMOR. 38. EIMMOR. 39. EIMMOR. 40. EIMMOR. 41. EIMMOR. 42. EIMMOR.

SOLUTION DU N° 733

1. PARAPILAT. 2. DEBRUT. 3. HAITZAN. 4. HAITZAN. 5. HAITZAN. 6. HAITZAN. 7. HAITZAN. 8. HAITZAN. 9. HAITZAN. 10. HAITZAN. 11. HAITZAN. 12. HAITZAN. 13. HAITZAN. 14. HAITZAN. 15. HAITZAN. 16. HAITZAN. 17. HAITZAN. 18. HAITZAN. 19. HAITZAN. 20. HAITZAN. 21. HAITZAN. 22. HAITZAN. 23. HAITZAN. 24. HAITZAN. 25. HAITZAN. 26. HAITZAN. 27. HAITZAN. 28. HAITZAN. 29. HAITZAN. 30. HAITZAN. 31. HAITZAN. 32. HAITZAN. 33. HAITZAN. 34. HAITZAN. 35. HAITZAN. 36. HAITZAN. 37. HAITZAN. 38. HAITZAN. 39. HAITZAN. 40. HAITZAN. 41. HAITZAN. 42. HAITZAN.

Mots croisés

nr 733



HORIZONTALEMENT

I. Histoire de familles. II. Pile sous les coups. Serrant mais soigné. III. On souhaite qu'elle s'impose à tous. A l'entrée comme à la sortie du tunnel. Voyelles. IV. A l'entrée comme à la sortie du tunnel. Mauvaise pour le sang. V. Mauvaise. VI. Donnait des nouvelles souvent fausses. Endimanchés. VII. Participe. Avale. Article en désordre. VIII. Change. Remis en mémoire. Possessif. IX. Tient-elle de l'inconscient ou de l'utopie? Sert, mais à l'envers. X. Ne fait pas toujours confiance au 1.

VERTICALEMENT

I. Bourse bien garnie. 2. Prêtait attention. 3. Stupéfaites. Bison. 4. Possessif. Famille plantigrade. 5. Homme de main. Fleuve. 6. Pronom. Un âge incertain. Participe. 7. Ce qu'il ne fallait pas faire à l'île Seguin. 8. Article. Il y en eut plus d'un pour Saint-Germain. 9. Passent

par toutes les couleurs pâles. 10. Possessif. Se finissent les cotes. A bout. 11. Met sur la voie. Suit sa pente. 12. Roue. Eprouvés. 13. Règle sans douceur des affaires de famille.

SOLUTION DU N° 732

Horizontalement
1. Incorruptible. II. Nausée. Galeux. III. Virages. Bolet. IV. Eveil. Amateur. V. Née. Espèce. Ré. VI. Semoir. S.F. VII. Et. Pointe. Ami. VIII. Urgent. Ironie. IX. Rouet. Peint. X. Scissioniste.

Verticalement
1. Inventeurs. 2. Naive. Troc. 3. Curée. Gui. 4. Ossi. Epée. 5. Règlements. 6. Rée. Soit. 7. Sapin. Pô. 8. PG. Martien. 9. Tabac. Erro. 10. Notes. Qui. 11. Bête. Fand. 12. Lueur. Mont. 13. Extrémiste.

François Dorlet

Echecs

nr 1506

TOURNOI MEPHISTO, Altensteil, 1992

Blancs : O. Romanichin.

Noirs : K. Müller.

Partie française.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. c3 c6 4. d4 d5 5. cxd4 cxd4 6. f4 f5 7. e5 dxe5 8. fxe5 e6 9. d4 d5 10. e4 e5 11. f3 f6 12. c3 c6 13. d4 d5 14. cxd4 cxd4 15. f4 f5 16. e5 dxe5 17. fxe5 e6 18. d4 d5 19. e4 e5 20. f3 f6 21. c3 c6 22. d4 d5 23. cxd4 cxd4 24. f4 f5 25. e5 dxe5 26. fxe5 e6 27. d4 d5 28. e4 e5 29. f3 f6 30. c3 c6 31. d4 d5 32. cxd4 cxd4 33. f4 f5 34. e5 dxe5 35. fxe5 e6 36. d4 d5 37. e4 e5 38. f3 f6 39. c3 c6 40. d4 d5 41. cxd4 cxd4 42. f4 f5 43. e5 dxe5 44. fxe5 e6 45. d4 d5 46. e4 e5 47. f3 f6 48. c3 c6 49. d4 d5 50. cxd4 cxd4 51. f4 f5 52. e5 dxe5 53. fxe5 e6 54. d4 d5 55. e4 e5 56. f3 f6 57. c3 c6 58. d4 d5 59. cxd4 cxd4 60. f4 f5 61. e5 dxe5 62. fxe5 e6 63. d4 d5 64. e4 e5 65. f3 f6 66. c3 c6 67. d4 d5 68. cxd4 cxd4 69. f4 f5 70. e5 dxe5 71. fxe5 e6 72. d4 d5 73. e4 e5 74. f3 f6 75. c3 c6 76. d4 d5 77. cxd4 cxd4 78. f4 f5 79. e5 dxe5 80. fxe5 e6 81. d4 d5 82. e4 e5 83. f3 f6 84. c3 c6 85. d4 d5 86. cxd4 cxd4 87. f4 f5 88. e5 dxe5 89. fxe5 e6 90. d4 d5 91. e4 e5 92. f3 f6 93. c3 c6 94. d4 d5 95. cxd4 cxd4 96. f4 f5 97. e5 dxe5 98. fxe5 e6 99. d4 d5 100. e4 e5 101. f3 f6 102. c3 c6 103. d4 d5 104. cxd4 cxd4 105. f4 f5 106. e5 dxe5 107. fxe5 e6 108. d4 d5 109. e4 e5 110. f3 f6 111. c3 c6 112. d4 d5 113. cxd4 cxd4 114. f4 f5 115. e5 dxe5 116. fxe5 e6 117. d4 d5 118. e4 e5 119. f3 f6 120. c3 c6 121. d4 d5 122. cxd4 cxd4 123. f4 f5 124. e5 dxe5 125. fxe5 e6 126. d4 d5 127. e4 e5 128. f3 f6 129. c3 c6 130. d4 d5 131. cxd4 cxd4 132. f4 f5 133. e5 dxe5 134. fxe5 e6 135. d4 d5 136. e4 e5 137. f3 f6 138. c3 c6 139. d4 d5 140. cxd4 cxd4 141. f4 f5 142. e5 dxe5 143. fxe5 e6 144. d4 d5 145. e4 e5 146. f3 f6 147. c3 c6 148. d4 d5 149. cxd4 cxd4 150. f4 f5 151. e5 dxe5 152. fxe5 e6 153. d4 d5 154. e4 e5 155. f3 f6 156. c3 c6 157. d4 d5 158. cxd4 cxd4 159. f4 f5 160. e5 dxe5 161. fxe5 e6 162. d4 d5 163. e4 e5 164. f3 f6 165. c3 c6 166. d4 d5 167. cxd4 cxd4 168. f4 f5 169. e5 dxe5 170. fxe5 e6 171. d4 d5 172. e4 e5 173. f3 f6 174. c3 c6 175. d4 d5 176. cxd4 cxd4 177. f4 f5 178. e5 dxe5 179. fxe5 e6 180. d4 d5 181. e4 e5 182. f3 f6 183. c3 c6 184. d4 d5 185. cxd4 cxd4 186. f4 f5 187. e5 dxe5 188. fxe5 e6 189. d4 d5 190. e4 e5 191. f3 f6 192. c3 c6 193. d4 d5 194. cxd4 cxd4 195. f4 f5 196. e5 dxe5 197. fxe5 e6 198. d4 d5 199. e4 e5 200. f3 f6 201. c3 c6 202. d4 d5 203. cxd4 cxd4 204. f4 f5 205. e5 dxe5 206. fxe5 e6 207. d4 d5 208. e4 e5 209. f3 f6 210. c3 c6 211. d4 d5 212. cxd4 cxd4 213. f4 f5 214. e5 dxe5 215. fxe5 e6 216. d4 d5 217. e4 e5 218. f3 f6 219. c3 c6 220. d4 d5 221. cxd4 cxd4 222. f4 f5 223. e5 dxe5 224. fxe5 e6 225. d4 d5 226. e4 e5 227. f3 f6 228. c3 c6 229. d4 d5 230. cxd4 cxd4 231. f4 f5 232. e5 dxe5 233. fxe5 e6 234. d4 d5 235. e4 e5 236. f3 f6 237. c3 c6 238. d4 d5 239. cxd4 cxd4 240. f4 f5 241. e5 dxe5 242. fxe5 e6 243. d4 d5 244. e4 e5 245. f3 f6 246. c3 c6 247. d4 d5 248. cxd4 cxd4 249. f4 f5 250. e5 dxe5 251. fxe5 e6 252. d4 d5 253. e4 e5 254. f3 f6 255. c3 c6 256. d4 d5 257. cxd4 cxd4 258. f4 f5 259. e5 dxe5 260. fxe5 e6 261. d4 d5 262. e4 e5 263. f3 f6 264. c3 c6 265. d4 d5 266. cxd4 cxd4 267. f4 f5 268. e5 dxe5 269. fxe5 e6 270. d4 d5 271. e4 e5 272. f3 f6 273. c3 c6 274. d4 d5 275. cxd4 cxd4 276. f4 f5 277. e5 dxe5 278. fxe5 e6 279. d4 d5 280. e4 e5 281. f3 f6 282. c3 c6 283. d4 d5 284. cxd4 cxd4 285. f4 f5 286. e5 dxe5 287. fxe5 e6 288. d4 d5 289. e4 e5 290. f3 f6 291. c3 c6 292. d4 d5 293. cxd4 cxd4 294. f4 f5 295. e5 dxe5 296. fxe5 e6 297. d4 d5 298. e4 e5 299. f3 f6 300. c3 c6 301. d4 d5 302. cxd4 cxd4 303. f4 f5 304. e5 dxe5 305. fxe5 e6 306. d4 d5 307. e4 e5 308. f3 f6 309. c3 c6 310. d4 d5 311. cxd4 cxd4 312. f4 f5 313. e5 dxe5 314. fxe5 e6 315. d4 d5 316. e4 e5 317. f3 f6 318. c3 c6 319. d4 d5 320. cxd4 cxd4 321. f4 f5 322. e5 dxe5 323. fxe5 e6 324. d4 d5 325. e4 e5 326. f3 f6 327. c3 c6 328. d4 d5 329. cxd4 cxd4 330. f4 f5 331. e5 dxe5 332. fxe5 e6 333. d4 d5 334. e4 e5 335. f3 f6 336. c3 c6 337. d4 d5 338. cxd4 cxd4 339. f4 f5 340. e5 dxe5 341. fxe5 e6 342. d4 d5 343. e4 e5 344. f3 f6 345. c3 c6 346. d4 d5 347. cxd4 cxd4 348. f4 f5 349. e5 dxe5 350. fxe5 e6 351. d4 d5 352. e4 e5 353. f3 f6 354. c3 c6 355. d4 d5 356. cxd4 cxd4 357. f4 f5 358. e5 dxe5 359. fxe5 e6 360. d4 d5 361. e4 e5 362. f3 f6 363. c3 c6 364. d4 d5 365. cxd4 cxd4 366. f4 f5 367. e5 dxe5 368. fxe5 e6 369. d4 d5 370. e4 e5 371. f3 f6 372. c3 c6 373. d4 d5 374. cxd4 cxd4 375. f4 f5 376. e5 dxe5 377. fxe5 e6 378. d4 d5 379. e4 e5 380. f3 f6 381. c3 c6 382. d4 d5 383. cxd4 cxd4 384. f4 f5 385. e5 dxe5 386. fxe5 e6 387. d4 d5 388. e4 e5 389. f3 f6 390. c3 c6 391. d4 d5 392. cxd4 cxd4 393. f4 f5 394. e5 dxe5 395. fxe5 e6 396. d4 d5 397. e4 e5 398. f3 f6 399. c3 c6 400. d4 d5 401. cxd4 cxd4 402. f4 f5 403. e5 dxe5 404. fxe5 e6 405. d4 d5 406. e4 e5 407. f3 f6 408. c3 c6 409. d4 d5 410. cxd4 cxd4 411. f4 f5 412. e5 dxe5 413. fxe5 e6 414. d4 d5 415. e4 e5 416. f3 f6 417. c3 c6 418. d4 d5 419. cxd4 cxd4 420. f4 f5 421. e5 dxe5 422. fxe5 e6 423. d4 d5 424. e4 e5 425. f3 f6 426. c3 c6 427. d4 d5 428. cxd4 cxd4 429. f4 f5 430. e5 dxe5 431. fxe5 e6 432. d4 d5 433. e4 e5 434. f3 f6 435. c3 c6 436. d4 d5 437. cxd4 cxd4 438. f4 f5 439. e5 dxe5 440. fxe5 e6 441. d4 d5 442. e4 e5 443. f3 f6 444. c3 c6 445. d4 d5 446. cxd4 cxd4 447. f4 f5 448. e5 dxe5 449. fxe5 e6 450. d4 d5 451. e4 e5 452. f3 f6 453. c3 c6 454. d4 d5 455. cxd4 cxd4 456. f4 f5 457. e5 dxe5 458. fxe5 e6 459. d4 d5 460. e4 e5 461. f3 f6 462. c3 c6 463. d4 d5 464. cxd4 cxd4 465. f4 f5 466. e5 dxe5 467. fxe5 e6 468. d4 d5 469. e4 e5 470. f3 f6 471. c3 c6 472. d4 d5 473. cxd4 cxd4 474. f4 f5 475. e5 dxe5 476. fxe5 e6 477. d4 d5 478. e4 e5 479. f3 f6 480. c3 c6 481. d4 d5 482. cxd4 cxd4 483. f4 f5 484. e5 dxe5 485. fxe5 e6 486. d4 d5 487. e4 e5 488. f3 f6 489. c3 c6 490. d4 d5 491. cxd4 cxd4 492. f4 f5 493. e5 dxe5 494. fxe5 e6 495. d4 d5 496. e4 e5 497. f3 f6 498. c3 c6 499. d4 d5 500. cxd4 cxd4 501. f4 f5 502. e5 dxe5 503. fxe5 e6 504. d4 d5 505. e4 e5 506. f3 f6 507. c3 c6 508. d4 d5 509. cxd4 cxd4 510. f4 f5 511. e5 dxe5 512. fxe5 e6 513. d4 d5 514. e4 e5 515. f3 f6 516. c3 c6 517. d4 d5 518. cxd4 cxd4 519. f4 f5 520. e5 dxe5 521. fxe5 e6 522. d4 d5 523. e4 e5 524. f3 f6 525. c3 c6 526. d4 d5 527. cxd4 cxd4 528. f4 f5 529. e5 dxe5 530. fxe5 e6 531. d4 d5 532. e4 e5 533. f3 f6 534. c3 c6 535. d4 d5 536. cxd4 cxd4 537. f4 f5 538. e5 dxe5 539. fxe5 e6 540. d4 d5 541. e4 e5 542. f3 f6 543. c3 c6 544. d4 d5 545. cxd4 cxd4 546. f4 f5 547. e5 dxe5 548. fxe5 e6 549. d4 d5 550. e4 e5 551. f3 f6 552. c3 c6 553. d4 d5 554. cxd4 cxd4 555. f4 f5 556. e5 dxe5 557. fxe5 e6 558. d4 d5 559. e4 e5 560. f3 f6 561. c3 c6 562. d4 d5 563. cxd4 cxd4 564. f4 f5 565. e5 dxe5 566. fxe5 e6 567. d4 d5 568. e4 e5 569. f3 f6 570. c3 c6 571. d4 d5 572. cxd4 cxd4 573. f4 f5 574. e5 dxe5 575. fxe5 e6 576. d4 d5 577. e4 e5 578. f3 f6 579. c3 c6 580. d4 d5 581. cxd4 cxd4 582. f4 f5 583. e5 dxe5 584. fxe5 e6 585. d4 d5 586. e4 e5 587. f3 f6 588. c3 c6 589. d4 d5 590. cxd4 cxd4 591. f4 f5 592. e5 dxe5 593. fxe5 e6 594. d4 d5 595. e4 e5 596. f3 f6 597. c3 c6 598. d4 d5 599. cxd4 cxd4 600. f4 f5 601. e5 dxe5 602. fxe5 e6 603. d4 d5 604. e4 e5 605. f3 f6 606. c3 c6 607. d4 d5 608. cxd4 cxd4 609. f4 f5 610. e5 dxe5 611. fxe5 e6 612. d4 d5 613. e4 e5 614. f3 f6 615. c3 c6 616. d4 d5 617. cxd4 cxd4 618. f4 f5 619. e5 dxe5 620. fxe5 e6 621. d4 d5 622. e4 e5 623. f3 f6 624. c3 c6 625. d4 d5 626. cxd4 cxd4 627. f4 f5 628. e5 dxe5 629. fxe5 e6 630. d4 d5 631. e4 e5 632. f3 f6 633. c3 c6 634. d4 d5 635. cxd4 cxd4 636. f4 f5 637. e5 dxe5 638. fxe5 e6 639. d4 d5 640. e4 e5 641. f3 f6 642. c3 c6 643. d4 d5 644. cxd4 cxd4 645. f4 f5 646. e5 dxe5 647. fxe5 e6 648. d4 d5 649. e4 e5 650. f3 f6 651. c3 c6 652. d4 d5 653. cxd4 cxd4 654. f4 f5 655. e5 dxe5 656. fxe5 e6 657. d4 d5 658. e4 e5 659. f3 f6 660. c3 c6 661. d4 d5 662. cxd4 cxd4 663. f4 f5 664. e5 dxe5 665. fxe5 e6 666. d4 d5 667. e4 e5 668. f3 f6 669. c3 c6 670. d4 d5 671. cxd4 cxd4 672. f4 f5 673. e5 dxe5 674. fxe5 e6 675. d4 d5 676. e4 e5 677. f3 f6 678. c3 c6 679. d4 d5 680. cxd4 cxd4 681. f4 f5 682. e5 dxe5 683. fxe5 e6 684. d4 d5 685. e4 e5 686. f3 f6 687. c3 c6 688. d4 d5 689. cxd4 cxd4 690. f4 f5 691. e5 dxe5 692. fxe5 e6 693. d4 d5 694. e4 e5 695. f3 f6 696. c3 c6 697. d4 d5 698. cxd4 cxd4 699. f4 f5 700. e5 dxe5 701. fxe5 e6 702. d4 d5 703. e4 e5 704. f3 f6 705. c3 c6 706. d4 d5 707. cxd4 cxd4 708. f4 f5 709. e5 dxe5 710. fxe5 e6 711. d4 d5 712. e4 e5 713. f3 f6 714. c3 c6 715. d4 d5 716. cxd4 cxd4 717. f4 f5 718. e5 dxe5 719. fxe5 e6 720. d4 d5 721. e4 e5 722. f3 f6 723. c3 c6 724. d4 d5 725. cxd4 cxd4 726. f4 f5 727. e5 dxe5 728. fxe5 e6 729. d4 d5 730. e4 e5 731. f3 f6 732. c3 c6 733. d4 d5 734. cxd4 cxd4 735. f4 f5 736. e5 dxe5 737. fxe5 e6 738. d4 d5 739. e4 e5 740. f3 f6 741. c3 c6 742. d4 d5 743. cxd4 cxd4 744. f4 f5 745. e5 dxe5 746. fxe5 e6 747. d4 d5 748. e4 e5 749. f3 f6 750. c3 c6 751. d4 d5 752. cxd4 cxd4 753. f4 f5 754. e5 dxe5 755. fxe5 e6 756. d4 d5 757. e4 e5 758. f3 f6 759. c3 c6 760. d4 d5 761. cxd4 cxd4 762. f4 f5 763. e5 dxe5 764. fxe5 e6 765. d4 d5 766. e4 e5 767. f3 f6 768. c3 c6 769. d4 d5 770. cxd4 cxd4 771. f4 f5 772. e5 dxe5 773. fxe5 e6 774. d4 d5 775. e4 e5 776. f3 f6 777. c3 c6 778. d4 d5 779. cxd4 cxd4 780. f4 f5 781. e5 dxe5 782. fxe5 e6 783. d4 d5 784. e4 e5 785. f3 f6 786. c3 c6 787. d4 d5 788. cxd4 cxd4 789. f4 f5 790. e5 dxe5 791. fxe5 e6 792. d4 d5 793. e4 e5 794. f3 f6 795. c3 c6 796. d4 d5 797. cxd4 cxd4 798. f4 f5 799. e5 dxe5 800. fxe5 e6 801. d4 d5 802. e4 e5 803. f3 f6 804. c3 c6 805. d4 d5 806. cxd4 cxd4 807. f4 f5 808. e5 dxe5 809. fxe5 e6 810. d4 d5 811.

Dames

Saint-pourçain à cent pour cent

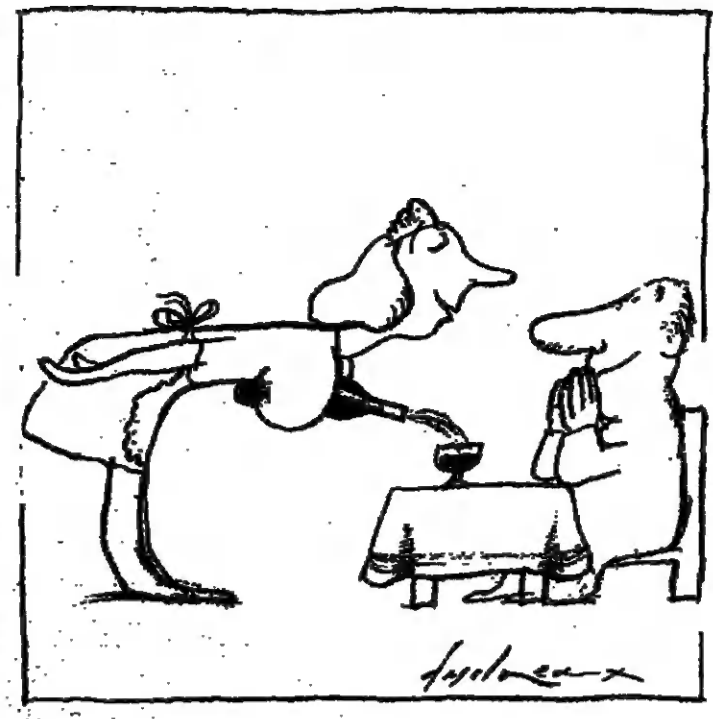
GUEUX, glorieux, gourmands... Les trois « G » entrelacés figuraient jadis à l'entrée de Moulins, sur la porte de Paris. Et il est vrai que la cuisine bouronnaise a bien des mérites, puisée en la meilleure tradition qui soit. Il est seulement dommage que les chefs locaux, en quête d'étoiles ou de toques, négligent trop souvent le folklore.

M. Jean Chuzel, sénateur du pays et qui vient de publier *Une ambition pour l'Allier*, pense que l'on devrait, à juste titre, ajouter un quatrième « G », celui de gastronomie. Et il cite ces plats, rustiques certes, familiaux aussi et démontant que, selon Théodore de Banville, le poète moulinois, la cuisinière-artiste « exécute pour elle-même et jamais pour son maître ». Ces plats, donc, le garçonnais (à base de poires) et la gonzette au vin (pruneaux écorchés) du dessert après le bœuf du Charolais, l'agneau d'herbe et le pâté aux pommes de terre, classique, que l'on nomme parfois pâté aux tartouffes, ou touton, dont il existe plusieurs recettes mais toutes succulentes (et dont je n'oublierai jamais celle dont me régala

lait une cuisinière de Chouvin, aux bords de la Sioule, il y a quelques lustres).

Ces plats, nous les connaissons mal (ou pas du tout) à Paris. Mais moins encore le vin qui peut les accompagner, le saint-pourçain ! C'est pourtant un vin « historique », puisque servi pour Philippe de Valois lors de son sacre, à Reims, en l'an 1328 ; familier de la table du pape Clément VI en Avignon ; favori, avec ceux du Béarn, du bon roi Henri IV. Mais c'était un vin... Comment dire ? artisanal. Et, après les ravages du phylloxera, à la fin du siècle dernier, il fallut l'obstination de quelques viticulteurs pour en perpétuer la tradition.

Dans les années 50 et 60, nous dit Jean Chuzel, on arracha les vignes par dizaines d'hectares. Le saint-pourçain était oublié hors de son berceau. Aujourd'hui sur une vingtaine de communes, le vignoble est de moins de 500 hectares et produit 20 000 hectolitres d'un vin mal connu, mais pour qui l'on pourrait reprendre les vers du poète médiéval :



Le saint-pourçain
que l'on met dans son sein

(pour saint)

Il s'agit de vins blancs, rosés et rouges. C'est principalement le cépage gamay qui donne les rosés (le lecteur sait sans doute que je ne suis pas un « fan » des vins rosés) et les rouges, ces derniers francs, fruités et qui, bus frais, se dégustent avec allégresse. Mais le pinot noir est aussi de la partie, notamment au Domaine de Bellevue de MM. Pétillat. Quant aux blancs, les cépages sont le chardonnay, le sauvignon et le tressallier. Ce dernier, particulier à la région, donne à ces vins une fraîcheur bien séduisante et, ainsi que m'a précisé un œnologue, « ils prennent remarquablement la moussure ». (Il faudra que je demande à Jacques Puisais une complète explication du terme.)

Ces vins bénéficient de l'appellation VDQS, qui implique que la proportion de 50 % dudit cépage tressallier ne doit point être dépassée. Et l'Union des viticulteurs de Saint-Pourçain a déposé demande, devant l'Institut national des appellations d'origine pour que ces vins soient désormais classés en AOC.

En Bourbonnais, vous trouverez certes ce vin sur les cartes. Au Jacquemart (Hôtel de Paris, à Moulins), au Chêne vert de Saint-Pourçain, ainsi bien entendu qu'à La Fontaine (à Creuzier-le-Vieux, à 5 kilomètres de Vichy), où Marguerite Trompeau, dans son jardin fleuri ou sa salle rustique, mériterait bien une étoile au Michelin pour sa canette à la Duchambais ou son andouillette, au saint-pourçain justement, viré que vous retrouverez sur sa carte, en rouge comme en blanc, d'un vigneron de Beasson (03210), M. Bernard Gardien.

A Paris, au Bourbonnais (29, rue Delambre, tél. 43-20-61-73), où, sur commande, M. Le Meur vous présentera le fameux pâté aux pommes de terre, les saint-pourçain de la carte sont de chez Purseigne. Et si, d'hasard, vous passez par le Verger de la Madeleine (4, boulevard Malacourbes, tél. 42-65-51-59), vous pourrez y acheter et faire connaissance avec les blancs, rosés et rouges de Saint-Pourçain de MM. Faure père et fils.

La Reynière

Semaine gourmande

Le Relais de Saint-Mars à Saint-Mars-la-Jaille

A égale distance de Nantes et d'Angers (51 kilomètres), Saint-Mars-la-Jaille n'est qu'un petit village de deux mille âmes, mais ce « Relais » aimable et coquet a pour cuisinière une Dame d'A.R.C., Laurence Cuisante, longtemps assistante de la chère M^{me} Castaing de Condrieu, ce qui est une référence. Son tarrare de poisson est aux pousses d'épinard, son pigeon est rôti-payé du gîte de poireaux, sa tarte fine à la tomate aux copeaux de saumon fumé, son foie gras chaud à la croque au sel de Quérande, et ainsi de suite. Nombreux desserts

savoureux et très belle cave, bien conseillée par Pierre Cuasante. A la carte compter 250/350 F avec des menus à 90 F (« affaires », en semaine), 125 F vin compris, 140 F et 185 F.

► Le Relais de Saint-Mars, à Saint-Mars-la-Jaille 44540, tél. : 40-97-00-13. Fermé mercredi soir et dimanche soir. A.E.-D.C.-C.B.

Auberge de l'Argoat

Jeanine Gaulon a maintenant avec ferveur la bretonnante filière de l'Auberge des Goareguer. Le saumon cru mariné avec salade de persil-poireaux, la terrine de pétoncles au beurre blanc, les sardines fraîches au muscadet, l'andouillette à l'ancienne mitonnée au cidre, tout comme la matelote de congre, la cotriade est, on le sait, la bouillabaisse de là-bas.

Bons desserts mais pas de quoi piquer son... far (la doucette d'Arvor est ici remplacée par un gâteau aux pruneaux).

A la carte compter 250-300 F, mais un menu (midi et soir) à 140 F reste très honorable.

Auberge de l'Argoat, 27, avenue Reille (149), tél. : 46-89-17-05. Fermé samedi et dimanche. A.E.-C.B.

Le Château de Locguénolé à Hennebont

Ce très beau « Relais et châteaux » au bord du Blavet vient de l'arrivée de Denis Cros, jeune cuisinier qui, venu de l'Auberge des Tempeliers, a appris avec des chefs comme Bocuse, Robuchon et Girardet. Au cœur

de la Bretagne, il ne pouvait proposer que les huîtres de la baie de Quiberon, les homards bretons (en salade ou en fricassée), les volailles de l'Argoat, souvent escortés de pommes de terre de Noirmoutier. On terminera le repas par un far aux pruneaux et son sorbet à l'air grey. Bien d'autres mets à la carte, bien sûr, dont le foie gras d'oie, noix et raisins en gelée de beaumes-de-venise et celui de canard aux poivres, la cotriade de maquereaux, le canard de Chaillass aux pommes caramélisées et jus de cidre, etc. Menus à 280 et 460 francs. A la carte, compter 500 à 600 francs.

► Château de Locguénolé, route de Port-Louis à Hennebont (56700), tél. : 97-76-29-04. Salons. A.E.-D.C.-C.B.

SAUCE

La béchamel

AVEZ-VOUS dégusté une béchamel, telle qu'on la faisait à la fin du dix-septième siècle ? Son créateur fut, dit-on, Louis de Béchemel, surintendant de la maison de Monsieur à Saint-Cloud, palais des mirages et de la redoutable princesse Palatine qui n'appréciait que la choucroute. « C'était un homme d'esprit et fort à sa place qui faisait une chère délicate et choisie en mets et en compagnie », nous rapporte le petit duc (!). Louis de Béchemel ne parlait de sa découverte qu'avec réserve. Il mourut à Paris en 1703, à l'âge de soixante-trois ans, et ce n'est qu'après ses obsèques célébrées à Saint-Eustache que l'on retrouva la fameuse recette. « Béchemel » se transforma dans le parler populaire en « sauce à la Béchemel » ou en « béchemelle ».

La recette fut adaptée, au dix-neuvième siècle, par Urbain Dubois qui en fit de délicates versions. *L'Almanach des gourmands* (1931) en donne une version « modérée » : « Pour la faire plus distinguée, mettez dans une casserole du beurre, oignons en tranches, carottes, bouquet de persil, champignons. Passez sur le feu, mouillez avec du lait bouillant, peu à peu et en tournant toujours, sel, poivre blanc et muscade ; tournez jusqu'à ce qu'il bouille ; laissez cuire doucement trois quarts d'heure ; passez dans une passoire ; faites dans une casserole, avec trois cuillerées de farine, un roux blanc, versez-y le bouillon de lait, faites bouillir trois minutes. Versez sur tout légume, plat d'œufs ou de poisson, ça accompagne bien le lait. »

Il est rare de nos jours de manger une béchamel qui inspire confiance. Et pourtant, quelle

sauce délicate que cette belle endormie ; mais que ne cache-t-elle pas sous sa nappette blanche ? C'est là qu'interviennent l'humour ravageur et la verve rabelaisienne de Georges Perec (2) qui, en 81 fiches de cuisine, à l'usage des débutants, fait virevolter les sauces les plus diverses, telles que bourguignonne, béarnaise, choron ; diable, Soubise et aurore ; autant que Bercy, anglaise et Moray, pour trois malheureux tronçons de sole, de lapin et de ris de veau, dans une désopilante cavalcade. On peut y voir là les excès souvent raillés des émules d'Escoffier, qui au lieu de sauces fines et élaborées firent des fonds « passe-partout, misère de la cuisine. Le fond brun, lui-même réduit jusqu'à plus soif, en demi-glace et en grande glace, et le fond marin, devenu glace-marine, au risque de se transformer en « fond de torrent » (sic) pour accompagner les écrevisses (3).

L'irruption de Louis de Béchemel dans l'histoire de la cuisine, avec sa casserole, pour mythique qu'elle soit, n'est pas le fruit du hasard. La sauce à la Béchemel signe l'invention de la haute cuisine, sous Louis XIV. L'essentiel, notent Jean-François Revel (4) et bien d'autres, est qu'à cette époque l'attention des cuisiniers est portée sur les « liaisons », afin d'obtenir ces sauces de consistance lisse et appétante, auto-nomes des mets et ingrédients dont elles sont issues. C'est le résultat, presque toujours, d'une réduction des liquides et des éléments de cuisson, de telle sorte que subsiste une relation de goût entre les viandes, les poissons et les légumes et ladite sauce ; et qui prend alors un nom de parti-

culier, souvent celui de la cuisine du « Grand » ou du prélat, où elle a été confectionnée : ainsi Richelieu, Mazarin, Soubise et Béchemel — laisseront-ils leur nom dans la petite histoire de la « grande cuisine ». La différence est donc établie avec notre conception actuelle, fondée sur quelques principes de simplification et d'allègement des sauces, ou n'acceptant pour leur confection que des sucres issus de bouillons ou de jus de cuisson, puisamment « émulsionnés ». Voilà qui explique la quasi-disparition des usages modernes de la béchamel, dans sa variante « Moray », qui accompagnait autrefois le homard thermidor, ou « Maintenon », indispensable à la selle de veau Orloff.

« Je fais quelquefois une béchamel pour accompagner des choux-fleurs », indique Daniel Bouché (Le Petit Montmorency), mais seulement pour ma fille. Quant à Philippe Valin (Dodin Bouffant), qui fit autrefois sous la direction de Jacques Manière de somptueuses sables Orloff, il admet que la mode est passée, d'autant qu'une « béchamel ne peut guère être tenue au chaud : c'est très vite du béton ». Il faut donc saluer avec un intérêt qui relève d'une archéologie du goût ceux qui s'obstinent — avec talent parfois — à faire vivre le souvenir du marquis de Béchemel, malgré les usages de la mode ou de la diététique. En saluant tout d'abord Michel Roux — le bien-nommé — qui confectionnait voilà quelques années de délicieux petits flans frais d'escargots en habit vert (The Waterside Inn à Bray, Berkshire - Grande-Bretagne). Au Saint-Moritz (33, avenue de Friedland,

Paris-8^e, tél. : 45-61-02-74), Alain Raichon, alternant l'inspiration franco-comtoise avec de solides références classiques, réalise un épatant gratin de macaronis à partir d'une béchamel légère, rehaussée de truffes et de foie gras, simplement passé au four, qui accompagne l'Angus Beef.

Dans un registre plus modeste, le jeune chef de l'Excuse (21, rue Joubert, Paris-9^e, tél. : 42-81-98-19) ne saurait se passer de béchamel pour confectionner les plats de cuisine ménagère de l'hiver : blanquette de veau, gratin de pâtes au jambon, fenouils farcis et gratin de choux-fleurs. Signalons aussi le délicieux vol-au-vent financier du pâtissier Hellegouarch (185, rue de Valenciennes, Paris-15^e, tél. : 47-83-29-72), qui associe ris de veau et quenelles fines à une très discrète sauce suprême. Que seraient ces fleurons de la cuisine de ménage : les soufflés, gratins, pains d'épinards, tians — et ce « gâteau de carottes » souvenir de l'enfance — sans la béchamel, une sauce autrefois aristocratique, devenue populaire ? Il est des liaisons autrement dangereuses.

Jean-Claude Ribaut

(1) Mémoires, Saint-Simon (tome V), « Pléiade », Gallimard.
(2) *Feuilles de cuisine*, Georges Perec, Hachette, 1983.
(3) Les Fonds, Le Couteau dans la Pluie, A. Tempen, 1983.
(4) Histoire des mets (tome I), Encyclopédie de la « Pléiade », Gallimard.

GASTRONOMIE

Au cœur de St-Germain-des-Près !
De 12 h à 3 h du matin.

L'ARBUCI
Autres et boches
25 rue de Buci - 6^e
Tél. : 44.41.14.14
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

Relais Bellman
HOTEL ELABOREMENT
55 rue Pierre Curie (St Germain)
DIVERTISSEMENT (St Germain)
Attention et courtoisie
Cuisine raffinée de haute tradition
Plaisir gastronomique
47 rue François I^{er} PARIS 8^e 47.84.42

CHEZ DIEP 菜園 **CHEZ DIEP**
Voyagez le temps d'un repas
Très grand confort, maître et laque
55 rue Pierre Curie (St Germain)
Réservation : 45 53 52 74

GASTRONOMIE CHINOISE THAÏLAÏSE ET VIETNAMIENNE
Service 24h/24 jusqu'à 23 h 30

la Taverne
L'Ambassade d'Alsace
des grands boulevards.
24 Bd des Italiens, Paris 9^e
Tél. : 47.70.16.64

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93.98.39.60.
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGES DE FRANCE
Soleil, calme, toutes randonnées
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92.45.83.71.
Fax : 92.45.80.55.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES
Au pied des Baux-de-Provence
VAL-BAUSSENS hôtel***
Une grande maison provençale en pierre
des Baux vous ouvrira ses portes :
21 chambres tout confort, restaurant,
piscine, proximité promenades à
cheval, golf et tennis. 122, avenue de la
Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-
LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-90.
Fax : 90-54-33-34.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721
et son restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
Taverne LA FENICE
Tél. : (41) 52-33-556. Fax : 52-37-866.

Tourisme sans visibilité

UNE fois la «Tempête du désert» calmée, le monde du tourisme s'attendait, fin 1991, à retrouver la croissance d'antan, la consommation et les vacances qui vont avec. Les Souds Anne à leur fenêtre n'ont rien vu venir au printemps ni à l'été ni à l'automne. «Bon, ce sera pour l'hiver 1992, se sont-elles dit, M. Bush en mal de réélection présidentielle finira par relancer la machine américaine.» Le président baisse les taux d'intérêt : pas de réaction. «L'Allemagne et la reconstruction de sa partie orientale tireront la croissance européenne.» La Banque mondiale hausse les taux d'intérêt pour éviter l'emballement : donc rien. Ou plutôt, en Amérique comme sur le Vieux Continent, une croissance tristounette de 1 % ou 2 % qui n'a pas empêché les chefs d'entreprise de prévoir le pire et de se préparer à une compétition féroce en allégeant leurs effectifs et en réduisant leurs investissements.

Co sont les transporteurs aériens qui ont compris les premiers que l'après-guerre du Golfe ne serait pas une partie de plaisir. Le passager ne s'est pas plus rud sur leurs avions en Europe qu'aux États-Unis, où la bataille des prix fait rage depuis le début de l'année 1992. L'Association du transport aérien international (IATA) a calculé qu'au premier semestre 1992 ses deux cent neuf compagnies membres avaient certes connu un trafic supérieur de 21 % à celui de la période correspondante de 1991 mais que la croissance était seulement de 8 % si on la comparait au trafic du premier semestre 1990, dernière période «normale». D'autres secteurs économiques se contentaient d'un tel score. Pas le transport aérien, mal habillé par des taux de progression annuelle à deux chiffres en 1988 et en 1989, et pressé de combler le déficit de 6,7 milliards de dollars accumulé en 1990 et en 1991.

Retour dans la France du voyage pour constater la même déception. «C'est simple, explique M. Jean Perrin, président du Syndicat national des agents de voyages, nous avons retrouvé cette

année le chiffre des voyages à forfait (voyages tout compris et associant des prestations aériennes, hôtelières et touristiques) de l'année 1981, soit 1,9 million. En 1989, nous en vendions 2,7 millions ; en 1990, 2,3 millions ; en 1991, 1,8 million. Le chiffre d'affaires des agents de voyages devrait progresser de 5 % à 6 % cette année, mais cette augmentation recouvre un rétrécissement des marges de la profession car les clients achètent à la dernière minute des vols «secs», des produits nécessitant moins de travail mais dégageant une faible rentabilité. L'année dernière, nous avions fait le gros dos. Je doute que nous puissions résister très longtemps à ce régime, et la mortalité de nos entreprises pourrait s'élever à l'heure des comptes de l'été aux mois d'octobre et de novembre prochains.»

La faute à Voltaire ou bien à Rousseau ? Juin a été pourri. Les barages des chauffeurs routiers contre le permis de conduire à points ont terrorisé les juilletistes. Août et septembre ont été gâchés par le référendum sur le traité de Maastricht. Ces explications largement hexagonales n'expliquent pas que les Britanniques soient restés à la maison, que les Américains et les Japonais bougent moins que naguère. Seuls les Italiens ont joué les touristes flambeurs ! Jusqu'à la flottaion-dévaluation de leur monnaie.

Alors faut-il invoquer l'effet guerre, les retombées du conflit du Koweït, le fracas de la guerre civile yougoslave qui émeut l'Europe et lui rappelle qu'il y a moins de cinquante ans elle-même était à feu et à sang ? Regardez sur son chez soi, cococonne... Ou bien faut-il suivre ceux qui annoncent la fin de l'après-guerre où les taux de croissance battaient des records pour cause de reconstruction ? Difficile en effet de s'habituer à des progrès «sages» sans inflation. Se préparer par prudence à une vraie récession ?

La visibilité de la situation — comme disent les analystes patentés — n'est pas évidente car elle n'est ni catastrophique ni enthou-

L'après-guerre du Golfe n'ayant toujours pas débouché sur la reprise économique attendue, les quelque douze mille professionnels du tourisme réunis à Deauville, du 24 au 27 septembre, dans le cadre du quatorzième TOP RESA, ne manqueront pas de s'interroger sur l'avenir d'un secteur qui a toujours été très sensible à la conjoncture, et sur l'attitude à adopter face aux changements de comportement des candidats au voyage. Analyse et enquête.



RICARDO FALCONE/REUTERS

siasmante. La Turquie et les Baléares se vendent mal. En revanche, la Tunisie, la Tchécoslavaquie et la Hongrie pavoisent. Paris demeure une destination recherchée, tout comme les Antilles. Mais le Portugal a pâti de l'Exposition universelle de Séville et des Jeux olympiques de Barcelone. Euro Disneyland n'attire pas en région parisienne onze millions de visiteurs en un an. Mais il a tout de même fait son six millionième client au bout de quatre mois et demi de fonctionnement. Bangkok s'effondre sur le marché français. L'Amérique du Nord reste très prisée pour sa sécurité.

Ne sont nombreux dans le monde du tourisme à penser qu'il ne s'agit pas là d'une banale crise économique. Par exemple, M. Paul Dubrule, coprésident du groupe hôtelier Accor, penche plutôt pour une évolution de la société. «Les gens changent», constate-t-il en relevant, comme le reste de la profession, la montée des achats de vols «secs» et de surcroît à la dernière minute. Finie la course à la dernière destination à la mode ! Mort le snobisme touristique ! Les candidats au voyage ont appris qu'en attendant le plus longtemps possible ils obtenaient des rabais importants. A la limite, ils se moquent de l'endroit où ils vont se rendre. Leur choix dépendra d'un billet aller-retour à 2 600 francs pour New-York ou à 600 francs pour Londres. Ils savent parfaitement se loger chez l'habitant ou dans les petits hôtels pas chers.

Cette évolution pourrait se révéler mortelle pour les agents de voyages, qui risquent d'apparaître à la longue comme des parasites inutiles aux yeux de voyageurs de plus en plus avertis. Autre inconvénient : la désorganisation de la chaîne du voyage. «Nous n'avons jamais vu cela : des inscriptions la veille du départ», explique M. Christophe Charpentier, président de l'agence Havas Voyages. Cela n'a pas seulement pour conséquence de mettre à mal la trésorerie des entreprises. En effet, un voyageur s'engage à l'avance pour

réserver des chambres d'hôtel et des sièges d'avion. Il peut les rendre sans pénalité au plus tard quarante-cinq jours avant le départ prévu s'il estime qu'il ne les vendra pas. Ainsi, cet été, un vol par jour était-il programmé entre Nantes et Lemir en Turquie. Faute de clients en temps utile, les trois quarts du programme ont été annulés. Conséquence : nous avons dû refuser des clients faute d'avion et nous n'étions pas en mesure de dire aux futurs vacanciers à quelle heure ils décolleraient le lendemain. Nous n'avons jamais eu autant de réclamations pour le transport aérien.

Il faudra donc que les organisateurs et les vendeurs de voyages fassent la preuve de la valeur ajoutée par eux aux prestations aériennes et hôtelières s'ils veulent que la clientèle fasse un détour par leurs agences pour y acheter des forfaits suffisamment rémunérateurs.

Voilà un sujet de réflexion autrement important que la querelle franco-française qui a opposé cet été M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, aux professionnels sur la question de savoir si la saison s'annonçait bonne ou mauvaise. Tenté par un cocorico au moment du bilan, M. Baylet annonça que la France s'acheminait vers un solde de la balance des paiements touristiques excédant les 50 milliards de francs déjà atteints. Les hôteliers, petits et grands, les loueurs, les agences, les restaurateurs lui répliquèrent d'une seule voix que lesdits milliards n'étaient en tout cas pas tombés dans leurs tiroirs-caisses. Il s'ensuivit une bataille méthodologique sur la comptabilisation des nuitées et des touristes. Un dialogue de sourds : le ministre publiera dans une semaine des chiffres prouvant que le tourisme a rapporté à la France plus que l'agriculture, et les hôteliers, les restaurateurs, les compagnies aériennes et les stations de sports d'hiver continueront à guetter avec anxiété un client devenu dur en affaires et avare de ses deniers.

Alain Farjas

Agences de voyages, mode d'emploi

Parmi les 34 millions de Français partant en vacances, 20 % passent nos frontières et 11 % utilisent les services de l'une des 4 500 agences de l'Hexagone. Ces chiffres, publiés par le Syndicat national des agents de voyages (SNAV), révèlent aussi que 50 %, seulement, se déclarent satisfaits des services rendus. Comment expliquer cette désaffection ? Quel est précisément le rôle d'une agence de voyages ? Que peut-on en attendre ?

UN quartier de Paris. Quatre agences de voyages. Analyse du patron de la plus petite d'entre elles, fier d'une bonne année 1992 : son chiffre d'affaires est en progression de 20 %. «Si la plupart des agences ne marchent pas, c'est parce que l'on y est mal reçu. Or nous sommes là pour rendre service. Pour répondre à toute demande dans le domaine des loisirs : vente de billets de train, d'avion, de bateau, location de voiture, réservation de chambre d'hôtels ou d'appartements, itinéraires sur mesure, vente de forfaits, circuits et séjours en France et à l'étranger, présentés dans les catalogues des voya-

gistes. Sans oublier les places de spectacle. Si un client cherche un vélo en Chine, je lui en trouve un. Et je livre des billets jusqu'à dix heures du soir, s'il le faut.»

«La majorité des clients sont renseignés avant d'entrer. Ils savent donc de quoi ils parlent. Si on ne peut répondre d'emblée à une question, on doit l'avouer et s'informe. Nombreux aussi sont ceux qui ne savent pas où partir. Avant tout, ils veulent rêver, se dépayser, avoir le sentiment qu'ils peuvent vivre autrement le temps des vacances. Reste qu'il ne faut pas vendre n'importe quoi à n'importe qui. Or la plupart des jeunes diplômés du tourisme connaissent mal la géographie. On ne peut prétendre vendre un voyage sans savoir ce qui se passe au bout du monde, sans lire le journal et regarder les nouvelles à la télévision.»

Quelques exemples, observés sur le terrain, témoignent du meilleur et du pire. Si toutes les agences de voyages ont une même mission, «vendre du voyage», ici, on refuse catégoriquement de faire de la billetterie (avion, train...), sauf pour dépanner les clients fidèles ! Là, on ignore le train, mais en revanche on vante, en vitrine, les «meilleures» tarifs aériens de la semaine. Plus loin, les catalogues de voyages, présentés par pays ou par thème, invitent le client à se laisser porter par l'air du large. Même si, au bout du

compte, celui-ci renonce au forfait proposé par le voyageur et choisit un billet d'avion à tarif réduit. «J'ai vendu dix fois plus de «vols secs» que l'an passé, confie un responsable. Les gens ont appris à voyager, ils sont éduqués et savent qu'ils peuvent trouver à se loger à bon prix. Les produits doivent être moins chers. Il faudrait aussi renouveler les circuits, rénover les présentations lassantes, qui déroulent, hormis d'infimes variantes, la même litane : premier jour, deuxième jour, etc.»

L'agence, conseil en voyage ? Sous une même enseigne se cachent des réalités fort différentes. En matière de tarifs SNCF, si vous ne poussez pas la bonne porte, vous payez le prix fort. Un aller-retour en Bretagne de Paris au plein tarif, alors que vous auriez pu bénéficier du tarif «séjour», soit 25 % de réduction. Il en va de même pour l'avion. Ici, on vous propose un siège sur Air Inter au tarif «vacances». Ailleurs, aux mêmes dates, vous avez droit au tarif dit «super léger, ou grand bleu» (environ 20 % de rabais).

Et un aller-retour Paris-New-York, fin septembre ? Quatre agences, quatre réponses. La première consulte plusieurs spécialistes qui commercialisent à tarifs réduits les places d'avion sur les lignes régulières des grandes compagnies. La deuxième annonce : «2 650 F»,

et indique qu'elle ne peut réserver une chambre à New-York «que dans un hôtel de luxe», ignorant que les brochures exposées sur ses présentoirs comportent une gamme de forfaits pour des séjours à New-York. La troisième agence suggère deux prix : «2 600 F ou 2 350 F», et deux dates, après s'être référée à la mini-brochure d'un spécialiste du «discount» aérien, et invite à consulter le catalogue d'un voyageur opérant sur l'Amérique du Nord. La quatrième agence, enfin, explique, avec force détails, la différence entre un charter et un vol régulier à prix réduit. Elle donne le prix (environ 300 F d'écart), recommande un hôtel du centre-ville, commente d'accès, suggère des excursions.

Le conseil est gratuit. Pas de frais à payer à l'agence lorsqu'on choisit un forfait (circuit guidé, séjour, formule week-end, croisière, randonnée, location de maison...) proposé sur catalogue. L'agence est directement commissionnée par le voyageur. En revanche, dans le cas d'un périple construit sur mesure par l'agence elle-même (réservation d'hôtels, voiture, avion, guide...), le service se paie, en fonction du «temps passé avec le client, du service rendu, des téléphones envoyés à l'autre bout du monde : 100 F pour un dossier compliqué», précise l'une des quatre agences. En vérité, il n'y a pas de règles. Ici, on vous demande 10 F de frais

pour un billet d'avion. Là, de 20 à 50 F, à la tête du client. A côté, 40 F ou 50 F et, pour un billet de train c'est plus cher : 70 F. Plus loin, 20 F pour l'établissement d'un ou plusieurs billets SNCF (à concurrence de dix billets) et 25 F pour la réservation des places. Différences minimes au regard de la qualité de l'information et du service rendu.

Hormis les agences de voyages indépendantes, formant le gros des troupes (dont certaines, quelque quatre cents, se sont rassemblées sous l'enseigne Sélectour), il existe plusieurs réseaux structurés affichant un même label : Havas Voyages (quatre cent quinze points de vente), Wagons-Lits Tourisme (deux cent quatre-vingt-dix), Frantour Tourisme (cinquante). Certains producteurs de voyages, qui ont aussi pignon sur rue, commercialisent, parallèlement ou exclusivement, leurs programmes par leur propre réseau de points de vente : Nouvelles Frontières, le Club Méditerranée, Forum Voyages, Voyageurs du Monde... A ces réseaux s'ajoutent les agences des voyageurs spécialisés sur une région, un continent, un pays, un thème.

En principe, l'agence qui a vendu un voyage se charge de régler les litiges avec le voyageur en servant d'intermédiaire. Les agences Sélectour disposent d'un service consommateur centralisé. De même les membres du SNAV.

(tél. : 42-67-61-20 à Paris). Les agences Havas Voyages délivrent gratuitement un «contrat de garantie» à tous leurs clients et s'engagent à les indemniser si les prestations ne correspondent pas au contrat. En dernier recours, on peut s'adresser à la préfecture de son département ou au ministère du tourisme, services des réclamations. Signalons que l'Association professionnelle de solidarité des agences de voyages (APS), à laquelle adhèrent les deux tiers des agences, est une caisse de garantie. Elle se substitue à l'agence défaillante, prend en charge les passagers abandonnés à leur triste sort sur une piste vierge, et assure la mise en place d'un avion de rapatriement si besoin est. D'où l'importance de vérifier la présence de ce sigle sur la vitrine d'une agence.

Accueil, conseil, vente, voilà les trois fonctions de l'agent de voyages. Il ne lui suffit donc pas d'ouvrir une brochure et de vendre un des programmes annoncés. Il lui faut chercher à résoudre un problème, à comprendre une demande, à trouver la meilleure solution pour le voyageur. Ne pas hésiter à multiplier les expériences, à comparer les services rendus et les propositions, avec pour objectif de dénicher le meilleur intermédiaire.

Florence Evia